

Université du Québec en Outaouais

L'intégration du genre dans les initiatives locales de transition socioécologique : le cas du
Grand dialogue régional pour la transition socioécologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Mémoire

Département de travail social

Mémoire en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en travail social

Septembre 2023

© Sarah-Jane Roy-Beauregard

Sommaire

Les changements climatiques sont la question déterminante du 21^e siècle. Ces derniers ont des impacts considérables sur les conditions de vie des communautés et des individus qui les composent. Il apparaît, cependant, qu’au sein même des communautés, les individus sont impactés de manière inégale et différenciée, et ce, notamment en fonction de leur genre et d’autres caractéristiques, comme leur statut socio-économique, leur origine ethnique et leur appartenance culturelle. Ce mémoire s’intéresse plus particulièrement aux effets différenciés et inégaux des changements climatiques vécus par les femmes, et à l’importance que les initiatives de transition socioécologiques soient sensibles à ces enjeux afin d’éviter que les stratégies d’adaptation et d’atténuation proposées exacerbent les inégalités.

La recherche mobilise l’écoféminisme intersectionnel et prend forme selon un devis méthodologique qualitatif à travers l’étude de cas du Grand dialogue régional pour la transition du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Une recherche documentaire et des entrevues individuelles ont été réalisées auprès des actrices et acteurs impliqués dans l’initiative de transition socioécologique.

Les résultats révèlent que globalement, les actrices et acteurs du Grand dialogue sont sensibles au genre et aux inégalités de genre dans l’élaboration et l’application de la démarche de transition socioécologique. Cette sensibilité s’incarne principalement par l’importante participation des femmes à l’initiative. Plusieurs personnes sont également réflexives face aux intersections des inégalités, mais n’estiment pas vraiment nécessaire de mettre en œuvre des stratégies à cet égard - basées sur une approche intersectionnelle. C’est donc une approche inclusive qui est promue au sein de l’initiative étudiée. Celle-ci est appuyée sur des valeurs communes d’égalité, de solidarité et de souci de l’ensemble des inégalités, dont celles liées au genre, sans toutefois faire de ces dernières un point pilier dans une systématisation des pratiques. Par ailleurs, cette posture d’inclusion soulève différents enjeux dans la considération des expériences vécues par les femmes bien qu’elle appelle à faire front commun face aux changements climatiques.

Enfin, cette recherche s'avère pertinente pour le champ du travail social et des pratiques d'intervention tant individuelle que collective. En effet, le travail social se doit d'articuler le monde social et l'environnement naturel afin de répondre pleinement à son mandat de justice sociale et de dignité pour toutes et tous (Schibli, 2020). Ce mémoire pose également la nécessité d'opérationnaliser, collectivement, une transition socioécologique juste et équitable.

Mots clés : transition socioécologique, écoféminisme, intersectionnalité, genre, femmes, inclusion, changements climatiques.

Table des matières

SOMMAIRE	II
REMERCIEMENTS	VII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1. LA PROBLÉMATIQUE	5
1.1. Recension d'écrits	5
1.1.1. La nécessité des stratégies locales d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques	5
1.1.2. La transition socioécologique comme stratégie d'adaptation aux changements climatiques.....	9
1.2. Problématisation	12
1.2.1. Dimension sociale des inégalités de genre.....	13
1.2.2. Dimension économique des inégalités de genre.....	15
1.2.3. Dimension politique des inégalités de genre	16
1.3. Question et objectifs de recherche	18
CHAPITRE 2. CADRE THÉORIQUE	20
2.1. Émergence de l'écoféminisme	20
2.2. Postulats de l'écoféminisme et éléments de définitions	22
2.3. L'intersectionnalité, cadre d'analyse clé de l'écoféminisme.	23
2.4. Pertinence du cadre théorique écoféministe intersectionnel.	25
2.5. L'écoféminisme pour penser l'autonomisation des femmes dans les luttes aux changements climatiques	26
CHAPITRE 3. MÉTHODOLOGIE	29
3.1. Devis de recherche qualitatif	29
3.2. Approche de recherche : l'étude de cas	30
3.2.1. Sélection du cas à l'étude	30
3.3. Méthodes de collecte de données	32
3.3.1 Entrevues individuelles semi-dirigées	32
3.3.2. Journal de bord.....	34
3.3.3. Recherche documentaire	34
3.3.4. Rigueur scientifique.....	35
3.4. L'analyse qualitative des données	37
3.5. Considérations éthiques	38
3.6. Forces et limites de la recherche	39

CHAPITRE 4. PRÉSENTATION DU CAS À L'ÉTUDE ET DES PERSONNES PARTICIPANTES	42
4.1. Contexte socioterritorial du Saguenay–Lac-Saint-Jean	42
4.2. Le Grand dialogue régional pour la transition : sa genèse et son développement	45
4.3. Description, buts, objectifs, stratégies du Grand Dialogue	46
4.4. Favoriser le dialogue : les activités d'animation	48
4.5. Structure – fonctionnement du Grand dialogue	50
4.6. Présentation des acteurs.trices	55
CHAPITRE 5 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	60
5.1. Vision de la transition : prendre soin des gens et de l'environnement	60
5.1.1. Amélioration des conditions de vie	61
5.1.2. La participation citoyenne, concept clé de l'initiative de transition socioécologique : qui sont les personnes rejointes ?	64
5.1.3. La transition vue comme un processus individuel et collectif vers un mieux-être commun	67
5.2. Une structure organisationnelle inclusive comme vectrice de la transition au sein de l'initiative....	70
5.2.1. Un modèle démocratique qui tente d'être le plus inclusif possible pour contrer les inégalités....	70
5.2.2. Défis engendrés par la structure du Grand dialogue.....	73
5.2.3. Une dynamique coconstruite et positive	75
5.2.4. L'éthique du dialogue : une voie vers l'inclusion de tous et toutes	77
5.3. La préoccupation du genre dans le Grand dialogue	78
5.3.1. L'inclusion, le sens donné à la sensibilité au genre	79
5.3.2. Sensibilité au genre, une responsabilité individuelle des personnes concernées ou préoccupées.....	82
5.3.3. Une sensibilité au genre tacite et informelle	84
5.4. Implication/apport des femmes dans le Grand dialogue	88
5.5. Les enjeux de genre : non perçus comme une priorité d'action	90
5.6. Des mécanismes mis en place pour éviter de reproduire les enjeux de genre	92
5.7. Défis à l'intégration des enjeux de genre.....	97
5.7.1. La discussion au sujet des enjeux de genre : source d'inconfort et de tension	98
5.7.2. Le manque de ressources comme une barrière à l'intégration des enjeux de genre	101
5.8. L'adoption d'une posture d'apprentissage pour favoriser des pratiques sensibles au genre	103
5.9. Impacts de la recherche	105
CHAPITRE 6. DISCUSSION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS.....	107
6.1. Le Grand Dialogue et ses fondements communs avec l'écoféminisme intersectionnel.....	108
6.2. La démocratie participative : une structure favorisant l'inclusion des femmes	110
6.2.1. L'implication significative des femmes dans le Grand Dialogue.....	111
6.2.2. Les personnes instigatrices comme vectrices de la sensibilité au genre.....	112
6.2.3. Au-delà de l'implication des femmes, toutes ont-elles une voix ?	112
6.2.4. Perspectives écoféministe intersectionnelles de la participation des femmes.....	116

6.3. Des ponts possibles entre l'inclusion universelle et la sensibilité aux enjeux de genre ?	118
6.3.1. L'analyse différenciée selon le sexe et intersectionnelle (ADS+) comme une avenue pour être sensible aux enjeux des femmes à la croisée des oppressions	120
CONCLUSION	126
RÉFÉRENCES.....	130
ANNEXE A – COURRIEL DE RECRUTEMENT.....	141
ANNEXE B – FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	142
ANNEXE C– GUIDE D'ENTRETIEN	146
ANNEXE D – CERTIFICAT ÉTHIQUE	151
ANNEXE E – ARBRE THÉMATIQUE.....	152

Remerciements

Ce mémoire n'aurait pu aboutir sans le soutien et les encouragements des personnes qui m'ont entourée tout au long de ce cheminement.

Mes premiers remerciements sont dirigés vers les actrices et acteurs du Grand dialogue régional pour la transition. Merci de m'avoir offert généreusement votre temps et de m'avoir fait découvrir une initiative innovante et porteuse de changements. Votre implication est source d'inspiration.

Merci également à mes directrices de recherche, Nathalie St-Amour et Isabelle Marchand. Merci d'avoir cru en moi tout au long de ce processus. Merci d'avoir respecté mon rythme et de m'avoir accompagné et soutenu à chacune des étapes. Nos échanges ont su nourrir mes réflexions et m'ont aidé à surmonter les nœuds auxquels j'ai fait face.

Mes derniers remerciements sont destinés à mes précieuses amies et mon amoureux. Catherine, Dounia et Jordan, avec vous à mes côtés, tout est possible. Je vous aime.

Introduction

La science le confirme à plusieurs égards et les constats sont clairs : les changements climatiques sont la question déterminante du siècle et les enjeux environnementaux sont planétaires (GIEC, 2013). En effet, les transformations du climat sont indéniables. Elles se font sentir à travers le monde et la vitesse à laquelle les changements s'opèrent est jusqu'à maintenant inégalée. À vrai dire, « chacune des trois dernières décennies a été successivement plus chaude [...] que toutes les décennies précédentes depuis 1850 (GIEC, 2013, p. 3) ». Ainsi, en quelques décennies, il est possible d'observer les changements climatiques qui s'étaient auparavant produits en plusieurs millénaires (Magnan, 2013). Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les changements climatiques sont, sans équivoque, attribuables aux activités humaines (2013b; Magnan, 2013). L'industrialisation de l'agriculture, la déforestation et la combustion des énergies fossiles (comme le pétrole et le charbon) apparaissent comme les principales activités humaines responsables du réchauffement climatique (Équiterre, 2015 ; Nations Unies, s.d). Ainsi, on attribue historiquement une large part des responsabilités du réchauffement climatique aux pays industrialisés qui, en 2014, généraient une moyenne de 10,8 tonnes de dioxyde de carbone par habitant, soit trois fois plus qu'un habitant au Sud (Ozer, 2016). (MacGregor, 2010)

Les changements climatiques ne sont pas sans conséquences ni effets tangibles sur les populations du monde. En effet, les conditions météorologiques de plus en plus extrêmes qui affectent les productions agricoles et alimentaires, les risques d'inondation décuplés par l'élévation des niveaux des mers, de même que la hausse du taux de mortalité liée aux vagues de chaleur, sans parler de la croissance des maladies portées par les moustiques, des feux de forêt, de l'émergence d'épidémies affectant les cultures et de l'augmentation des impacts collatéraux, comme la famine, l'inaccessibilité à l'eau, le déplacement massif des populations, la détresse psychologique, etc., sont des manifestations actuelles des changements climatiques qui ont des impacts directs sur les conditions de vie humaines (GIEC, 2018 ; Howard et Huston, 2019 ; Magnan, 2013). Par conséquent, la communauté scientifique sonne l'alarme et appelle à des changements

majeurs, notamment dans les modes de vie occidentaux (mais pas que), sans quoi les effets du réchauffement climatique auront de lourdes conséquences sur l'ensemble des sociétés à travers le monde (Fink et Gautier, 2013 ; GIEC, 2018). Effectivement, si le rythme auquel les changements climatiques s'opèrent est maintenu, ces derniers conduiront des centaines de millions de personnes de plus dans une extrême pauvreté (GIEC, 2018 ; Guivarch et Taconet, 2020). Il en va donc de la survie de nombreuses espèces végétales, animales, voire même humaines (GIEC, 2018 ; Guivarch et Taconet, 2020).

À l'heure actuelle, plusieurs rapports énoncent que les pays au Sud sont les plus lourdement affectés. Néanmoins, les pays industrialisés ne sont pas pour autant à l'abri des conséquences liées aux transformations du climat. En effet, malgré qu'une grande part d'incertitudes demeure quant aux manifestations des changements climatiques et ses conséquences à plus long terme, il n'y a aucun doute que ces derniers menacent l'ensemble des sociétés humaines, riches comme pauvres (Magnan, 2013). Toutefois, il est possible de constater que les changements climatiques bouleversent, de manière inégale et différenciée, l'ensemble des populations du monde, notamment puisque les changements climatiques se font ressentir à des niveaux et intensités variables.

La position géographique n'est donc pas l'unique dimension tributaire des inégalités. En fait, au-delà de la dichotomie des pays au Nord et au Sud, une analyse locale permet d'observer que les individus d'une même communauté, en territoire commun, peuvent vivre des impacts qui sont différenciés, et ce, en fonction de leur genre et d'autres caractéristiques, comme leur statut socio-économique, leur origine ethnique, leur appartenance culturelle, leur orientation sexuelle, leur identité, etc. (Association québécoise des organismes de coopération internationale, 2019 ; Guivarch et Taconet, 2020 ; Islam et Winkel, 2017 ; Markkanen et Anger-Kraavi, 2019 ; Papineau, 2017). Ainsi, les personnes en situation de pauvreté, de même que celles vivant d'autres discriminations et de l'exclusion sont davantage affectées par les changements climatiques. Par le fait même, de nombreux rapports soutiennent que les femmes, à travers le monde, font partie des populations présentant de plus grandes vulnérabilités (MacGregor, 2010 ; Rochette, Gramme et Lavigne Le Buis, 2013). Ce constat ne relève guère du hasard, puisqu'en 2013,

et encore à ce jour, la majorité des personnes vivant en situation de pauvreté sont des femmes (Bonin, 2017).

Les changements climatiques soulèvent, par conséquent, de profonds enjeux sociaux incontestablement liés à ce que l'on nomme la *justice environnementale* ou *climatique*. Ce concept est, d'une part, défini comme « le droit des populations actuelles et futures de vivre dans un environnement sain et sécuritaire » (Hawkins, 2010 cité dans: Dagenais Lespérance et Macdonald, 2019, p. 114). Il renvoie, d'autre part, aux « effets [inégaux] des risques environnementaux sur les personnes et les communautés » (Courtemanche et al., 2022, p. 79). Ainsi, le concept de la justice environnementale témoigne que :

s'intéresser aux changements climatiques ne revient pas à se pencher seulement sur le climat en tant que tel, mais aussi sur les façons dont les différentes populations sont affectées par celui-ci et sur les opportunités dont elles disposent pour participer aux prises de décisions à ces sujets (Courtemanche et al., 2022, p. 79).

La justice environnementale est ainsi un concept central sur lequel s'appuie cette recherche. L'on en retient que la maîtrise de la crise climatique est ainsi une condition importante pour l'amélioration durable des conditions de vie (Guivarch et Taconet, 2020). Effectivement, selon Guivarch et Taconet (2020), sans action pour diminuer la crise climatique, ses impacts continueront d'exacerber les inégalités. Ainsi, les efforts devant être mis en place pour limiter les effets des changements climatiques sont indissociables de ceux pour l'atteinte d'une plus grande justice sociale et pour l'égalité entre les femmes et les hommes (Bourg, 2020). Il est donc essentiel de prendre en considération les impacts spécifiques et différenciés vécus par les femmes dans l'élaboration des stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Cohéremment, la transition socioécologique constitue une piste d'action pertinente à explorer pour faire advenir la justice environnementale (Courtemanche et al., 2022).

En ce sens, ce projet de mémoire s'intéresse à l'intégration des enjeux spécifiques vécus pas les femmes dans l'élaboration de stratégies déployées localement afin d'opérer une transition socioécologique. Ce mémoire s'articule donc en cinq temps.

Le premier chapitre situe la nécessité de la transition socioécologique et la pertinence de considérer les expériences vécues par les femmes grâce à une recension des écrits. Le deuxième chapitre, constituant le cœur de la problématique à laquelle ce mémoire tente de répondre, expose les impacts spécifiques des changements climatiques vécus par les femmes de même que la question de recherche et les objectifs poursuivis. La lecture s'enchaînera au troisième chapitre avec la présentation du cadre théorique basé sur l'écoféminisme intersectionnel. Ensuite, la méthodologie qualitative à visée exploratoire et l'étude de cas comme approche de recherche seront décrites dans le quatrième chapitre. Le cinquième chapitre, quant à lui, exposera le cas à l'étude. Enfin, les chapitres six et sept traiteront respectivement des résultats de la recherche et de leur analyse au regard du cadre théorique préalablement défini.

Chapitre 1. La problématique

Ce chapitre porte sur la problématisation de l'objet de recherche. À travers une recension d'écrits, cette section propose une mise en perspective des changements climatiques qui opèrent dans le monde et de la nécessité de mener des actions afin d'en diminuer les conséquences sur les communautés, en particulier sur les femmes. Pour ce faire, les initiatives de transition socioécologiques sont présentées comme étant des stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques qui ont le potentiel de diminuer les impacts de ces derniers sur les populations plus vulnérables. En effet, ce chapitre démontre, dans la problématisation, que toutes les populations ne sont pas égales face aux changements climatiques et que certains groupes ou catégories de personnes, notamment les femmes, en ressentent plus durement les effets, exacerbant, par le fait même les inégalités. La problématisation s'articule ainsi autour de trois dimensions qui témoignent de ces impacts différenciés et inégaux. Au terme de ce chapitre, s'en suivra finalement la question de recherche ainsi que les objectifs poursuivis par cette étude.

1.1. Recension d'écrits

Au Québec, les changements climatiques s'opèrent d'ores et déjà et ont des conséquences croissantes (Ouranos, 2019). Les experts prévoient que malgré une réduction drastique de la production de gaz à effets de serre, le carbone déjà emmagasiné dans l'atmosphère provoquera inéluctablement un réchauffement climatique minimal de 2 degrés Celsius par rapport à l'ère préindustrielle, et ce, d'ici 2050 (Barnett et al., 2015 ; Ouranos, 2019 ; Peters et al., 2013). Cette hausse de la température est, sans équivoque, en dépit des efforts d'atténuation actuellement déployés et de ceux qui seront mis en place dans les années à venir (Peters et al., 2013).

1.1.1. La nécessité des stratégies locales d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques

Évidemment, bien que les changements climatiques ne puissent être renversés, les efforts de décarbonisation doivent être maintenus, voir même accélérés de manière drastique afin d'éviter qu'il ne s'aggrave. Cependant, afin d'assurer la sécurité des

communautés, la lutte aux changements climatiques, à elle seule, n'est plus suffisante (Barnett et al., 2015 ; Ouranos, 2019 ; Peters et al., 2013). Il est donc impératif de développer, en parallèle, des stratégies d'adaptation qui permettront aux sociétés de faire face aux transformations de leur environnement, et ainsi, de limiter les conséquences sur la santé globale des citoyens (Barnett et al., 2015 ; Létourneau, 2019 ; Ouranos, 2019). En ce sens, les stratégies d'adaptation en matière de changements climatiques réfèrent à « toute action qui réduit les impacts négatifs des changements climatiques ou qui permet de tirer profit des nouvelles occasions qui en découlent. Une adaptation réussie ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'impacts négatifs, mais plutôt que les composantes exposées seront moins vulnérables à ces impacts que s'il n'y avait pas eu d'adaptation (Gouvernement du Québec, 2012, p. 12) ». L'adaptation aux changements climatiques est ainsi étroitement liée à la résilience qui, selon le gouvernement du Québec, se définit comme étant « l'aptitude [...] d'une collectivité ou d'une société potentiellement exposée à des aléas à s'adapter, en résistant ou en changeant, en vue d'établir et de maintenir des structures et un niveau de fonctionnement acceptables (Gouvernement du Québec, 2012, p. 12) ».

Néanmoins, afin que les actions améliorent significativement les conditions de vie des populations davantage affectées par les changements climatiques, il est essentiel que les stratégies déployées soient cohérentes avec la lutte aux inégalités sociales, et, par le fait même, qu'elles tiennent compte des facteurs qui vulnérabilisent les personnes et les communautés (Barnett et al., 2015 ; Durand et Jaglin, 2012 ; Emelianoff, 2008 ; Islam et Winkel, 2017 ; Skinner, 2012). Pour ce faire, les stratégies d'adaptation doivent être sensibles aux conditions économiques, sociales, politiques et culturelles dans lesquelles les communautés évoluent. À cet effet, puisque les conséquences relatives aux perturbations climatiques peuvent être différenciées et peuvent affecter de manière distincte les communautés, les stratégies doivent également tenir compte du caractère local de ces dernières. Les initiatives qui seront mises en place doivent donc être ancrées et spécifiques au milieu de vie des populations (Chanez et Lebrun-Paré, 2015).

À l'opposé, lorsque déployées à large échelle, par exemple, au niveau provincial, voire à travers le pays, les mesures peuvent tendre à s'éloigner du vécu des populations et risquent, par conséquent, d'être en inadéquation avec les besoins des communautés (Skinner, 2012). Le danger est alors que les stratégies ignorent les réalités et les vulnérabilités des populations, et par le fait même, qu'elles soient distinctes de l'objectif conjoint de la lutte aux inégalités sociales (Skinner, 2012).

L'exemple de la gouvernance québécoise illustre exactement ce propos. En effet, le gouvernement du Québec s'est doté, en 2012, d'une Stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020 (Gouvernement du Québec, 2012). Ce plan visait entre autres le maintien de la santé des individus et des communautés en s'assurant que la population québécoise soit en mesure de s'adapter aux impacts des changements climatiques (Gouvernement du Québec, 2012). Parmi ses principes directeurs, on retrouve la santé et la qualité de vie, l'équité et la solidarité sociale (Gouvernement du Québec, 2012). Toutefois, bien que cette stratégie gouvernementale reconnaissait que certains groupes ou catégories étaient susceptibles de subir davantage les impacts des changements climatiques, comme celles qui ont une santé précaire, celles habitant des logements en mauvais état, ou encore, les personnes en situation de pauvreté, les enfants et les personnes âgées, aucun passage ne faisait mention que, la plupart du temps, ces personnes vulnérables sont des femmes (Rochette, Gramme et Lavigne Le Buis, 2013).

Or, tel qu'il le sera discuté plus dans la problématisation, en raison des inégalités encore existantes entre les femmes et les hommes, ces dernières sont plus susceptibles d'être vulnérables aux impacts des changements climatiques. Le genre est ainsi une dimension fondamentale à prendre en considération dans les actions en faveur du climat qui permet d'éviter de perpétrer des discriminations envers les femmes. Cependant, cette dimension est absente de la stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques (Rochette, Gramme et Lavigne Le Buis, 2013). On constate ainsi qu'au palier provincial, les cloisons sont bien étanches entre la lutte aux inégalités sociales et la lutte

aux changements climatiques, les enjeux étant traités en silo (Rochette, Gramme et Lavigne Le Buis, 2013).

Conséquemment, la lutte et l'adaptation aux changements climatiques ne peuvent uniquement s'appuyer sur les instances gouvernementales pour implanter des stratégies d'actions qui favorisent le bien-être des collectivités. Les actions doivent ainsi être entreprises par tous les acteurs de la société. Les gouvernements ont néanmoins un rôle à jouer, mais l'importance des industries, des entreprises et des citoyens n'est pas à négliger (Rochette, Gramme et Lavigne Le Buis, 2013). En effet, Bowen et Friel (2015) précisent que :

It is insufficient to purely rely on government agencies to develop and implement strategies; the roles of 'actors beyond the state' are now receiving much greater attention as being key to successful strategies. These actors include community-based health and social service organisations and community groups, which are already playing a large role in responding to climate change. Climate change mitigation and adaptation activities are often local, hence the involvement of local organisations is vital to adequately and appropriately respond to climate change (p. 4).

Les communautés locales sont ainsi des partenaires essentiels lorsque vient le temps de développer des réponses adaptatives aux changements climatiques (Bowen et Friel, 2015). Celles-ci étant les premières concernées, il est pertinent qu'elles soient aussi en première ligne des initiatives développées. Par le fait même, plusieurs auteurs s'accordent à dire que la participation des citoyens est une condition nécessaire pour développer des stratégies d'adaptation face au climat changeant (Deldrève, 2020 ; Donadei, 2019). Considérés comme un problème social collectif, les changements climatiques nécessitent ainsi une réponse collective, déterminée et mise en place par les personnes principalement concernées et impactées. Sous cette perspective, l'engagement citoyen y est central.

Les stratégies d'adaptation aux changements climatiques peuvent être abordées sous plusieurs angles. Pour certains, des actions sur les défis environnementaux majeurs sont prioritaires (Laigle, 2013). Pour d'autres, les enjeux climatiques relèvent des maux sociétaux pour lesquels il importe de transformer les façons d'être et d'agir socialement

dans le but de parvenir à considérer ensemble l'écologie et le social. La transition écologique est ainsi une notion qui propose une lecture croisée des inégalités sociales et des enjeux climatiques (Laigle, 2013). Comme Laigle (2013) le précise, parler de transition écologique c'est « reconnaître d'une certaine façon que la société peut se mobiliser en faveur de l'écologie » (p.135).

1.1.2. La transition socioécologique comme stratégie d'adaptation aux changements climatiques

Conceptualisée au tournant des années 2000, l'origine de la notion de transition socioécologique émerge au Royaume-Uni des travaux de Rob Hopkins (Oudot et de l'Estoile, 2020). Elle s'inscrit dès lors dans un contexte de changements climatiques et de dépassement du pic pétrolier annonçant, dans un avenir rapproché, une transformation incontournable des modes de vie (Oudot et de l'Estoile, 2020). Pour Hopkins, l'enjeu se situe alors dans la manière d'opérer cette transformation en développant des pratiques locales qui permettront de « se défaire[...] de la dépendance au pétrole abondant » (Oudot et de l'Estoile, 2020, p. 16). Ayant fait son chemin un peu partout dans le monde, la notion de transition écologique porte aujourd'hui plusieurs définitions et courants ayant des conceptions variées tant sur la forme, les principes et les moyens choisis pour y arriver (Posca et Schepper, 2021).

Dans le cas qui nous occupe, il apparaît évident, de par le champ d'études en travail social dans lequel s'inscrit cette recherche, que l'on privilégie une conception de la transition socioécologique la plus compatible avec la justice environnementale

La transition écologique évoque d'abord l'idée de passage d'un état à un autre (Opération veille et soutien stratégique [OVSS], 2019). Elle suppose ainsi un changement des modes de vie plaçant en son centre l'amélioration du bien-être de tous et de toutes, et ce, en respectant les ressources naturelles disponibles (OVSS, 2019). Elle doit être abordée comme de grands changements systémiques, qui, par essence, sont complexes (OVSS, 2019). Parler en termes de transition socioécologique réfère ainsi au fait de « refondre, de changer en profondeur des systèmes, des modèles et des modes de

fonctionnement, de production et de consommation » (OVSS, 2019, p. 3). L'on comprend ainsi que le secteur énergétique n'est pas le seul à jouer un rôle dans la transition. Celle-ci concerne l'ensemble des « dimensions sociales, culturelles, économiques [et] environnementales » (OVSS, 2019, p. 7) de nos sociétés, y compris nos processus décisionnels, démocratiques et nos rapports à nos relations sociales. De même, la transition est fondée sur la reconnaissance que le système capitaliste sur lequel repose notre mode de vie est à la fois source de nombreux enjeux sociaux et environnementaux (Front commun pour la transition énergétique 2020, 2020). Dans cette perspective, la transition socioécologique canalise ses actions vers une redéfinition des modes de vie et des fonctionnements de nos sociétés, cela afin de tendre vers une plus grande justice sociale (Front commun pour la transition énergétique 2020, 2020 ; Posca et Schepper, 2021). Par conséquent, vu son ampleur, la transition socioécologique est considérée comme un projet de société (Favreau, 2017).

En outre, les actions qui en découlent s'inscrivent dans une logique de construction et de transformation plutôt que d'opposition (Favreau, 2017). En ce sens, les initiatives s'inscrivant dans le spectre de la transition socioécologique favorisent une approche positive plutôt que de miser sur la peur des changements climatiques et, par conséquent, ne s'expriment pas en termes de contestation ou de revendication (Chanez et Lebrun-Paré, 2015). L'approche privilégiée est plutôt « [l'] expérimentation et [la] promotion de projets de société et de modes de vie alternatifs au système dominant » (Chanez et Lebrun-Paré, 2015, p. 143). Les initiatives touchent ainsi des secteurs variés (Favreau, 2017). En fonction des réalités vécues sur les territoires où émergent les initiatives de transition socioécologique, ces dernières peuvent être hétéroclites. Ancrées sur les besoins, les défis et les enjeux auxquels les communautés sont confrontées, on assiste, partout dans la province du Québec, tant à l'émergence d'initiatives dans le secteur de la récupération et la transformation des aliments, que dans celui de la protection de la santé et de la sécurité (Chanez et Lebrun-Paré, 2015 ; Favreau, 2017 ; Front commun pour la transition énergétique 2020, 2020). Le développement d'économies de proximité, les jardins communautaires, les systèmes d'échange locaux et de commerces équitables sont autant

d'initiatives possibles en faveur d'une transition socioécologique juste et égalitaire (Chanez et Lebrun-Paré, 2015 ; Favreau, 2017).

Qui plus est, les initiatives de transition socioécologiques accordent une grande importance à l'inclusion et la diversité des acteurs qui prennent part aux actions, et ce, sans égards aux caractéristiques sociodémographiques ou leur degré de pouvoir au sein de la communauté (Chanez et Lebrun-Paré, 2015). Le renforcement du tissu social est, en ce sens, une composante déterminante. Ainsi, des citoyens de tous horizons sont amenés à se rencontrer, à échanger et à réfléchir tant avec des acteurs économiques locaux, que des organismes communautaire ou encore des élus municipaux afin de penser et d'expérimenter, par exemple, de nouvelles manières d'habiter, de s'alimenter et de se transporter (Chanez et Lebrun-Paré, 2015).

Finalement, la transition socioécologique n'est porteuse de sens que si elle est ancrée dans un agir local ou dans une communauté d'appartenance territoriale et qu'elle a comme terrain d'expérimentation la ville ou encore, à une échelle plus micro, un quartier (Chanez et Lebrun-Paré, 2015). L'agir des citoyens est ainsi un élément phare de la transition socioécologique. Les initiatives sont instiguées dans une logique ascendante (*bottom-up*), c'est-à-dire que ce sont les citoyens, leurs intérêts, leurs idées d'actions et projets qui sont mis au centre des actions de transition. Le milieu de vie devient ainsi un espace autodéterminé dans lequel les habitants se réapproprient leurs quartiers. Les initiatives de transition socioécologique sont ainsi un moteur collectif de changement ascendant à travers lequel les personnes engagées peuvent démontrer qu'à l'échelle des foyers, des ruelles, et des quartiers, la communauté a les moyens d'amorcer une transformation sociale en faveur de la lutte aux inégalités sociales et la lutte pour répondre aux défis écologiques (Chanez et Lebrun-Paré, 2015 ; Favreau, 2017).

En somme, pour s'assurer que les initiatives de transition socioécologique permettent véritablement de diminuer les vulnérabilités des communautés, d'augmenter leur résilience et d'être vectrice d'une plus grande justice, les initiatives doivent être spécifiques au milieu. Elles doivent également considérer les situations inégalitaires et

discriminantes, en plus des impacts ressentis des changements climatiques qui pèsent sur l'expérience de vie des citoyens. Pour ce faire, les acteurs engagés dans une telle démarche collective se doivent de porter une attention particulière aux enjeux spécifiques vécus par les femmes, ces dernières étant particulièrement affectées par les changements climatiques. La mise en œuvre d'initiatives de transition socioécologique doit ainsi être sensible au genre afin d'éviter que les actions mises en place exacerbent les inégalités auxquelles elles sont confrontées.

1.2. Problématisation

Afin de distinguer la manière dont les femmes sont spécifiquement et différemment concernées par les changements climatiques, il est essentiel d'inscrire les enjeux vécus dans leurs dimensions sociale, économique, politique, culturelle et géographique (Cunsolo et al., 2019). Évidemment, chacune de ces dimensions étant interreliée et entrecroisée, il en résulte que les enjeux vécus par les femmes en contexte de changements climatiques sont complexes et multifactoriels. La manière dont les femmes sont spécifiquement impactées par le dérèglement climatique est ainsi tributaire de nombreux facteurs qui ne relèvent guère de caractéristiques biologiques des femmes, ni qui leur sont intrinsèques (Pearse, 2017). En effet, les chercheurs observent plutôt que leurs vulnérabilités face aux transformations du climat sont plutôt l'expression des inégalités de genre et des relations de pouvoir dans les sociétés du monde (Pearse, 2017). La pauvreté, les discriminations et les situations d'exclusions auxquelles sont confrontées les femmes au quotidien sont ainsi des manifestations de ces inégalités de genre (Alber, 2011b).

Toutefois, avant d'aller plus loin dans la présentation de la problématique, il importe de situer ce à quoi la notion de genre fera référence tout au long de ce mémoire. La définition s'appuie sur celle utilisée par Rochette, Gramme et Lavigue Le Buis (2013) dans leur recherche portant sur le genre et les changements climatiques :

[le] genre fait référence aux opportunités et attributs sociaux associés au fait d'être un homme ou une femme et aux relations entre les femmes, les hommes, entre les filles et les garçons ainsi qu'aux

relations entre femmes et entre hommes. Ces attributs, opportunités et relations sont des constructions sociales. Cela signifie que ce sont des constructions et des produits de la société, et, en cela, ils peuvent être modifiés et transformés (p.13).

L'étudiante-chercheuse est consciente que cette définition demeure dans une perspective binaire de la considération du genre. Toutefois, l'absence d'études existantes qui dépasse cette compréhension étroite du genre ne permet pas, dans le contexte de ce mémoire d'élargir la définition aux autres identités de genre (Lazoroska et al., 2021).

1.2.1. Dimension sociale des inégalités de genre

Les impacts des changements climatiques sur la santé sont largement reconnus (Cunsolo et al., 2019). En effet, les canicules de plus en plus fréquentes, de même que l'augmentation des maladies vectorielles et des difficultés respiratoires liées à la pollution atmosphérique, affectent particulièrement la santé des jeunes enfants, des personnes âgées, des personnes malades et des personnes en situation de pauvreté (dont les femmes s'y retrouvent d'ailleurs en majorité) (Rochette, Gramme et Lavigne Le Buis, 2013). Or, les femmes étant les principales dispensatrices de soins auprès de ces populations, il s'avère que l'impact des changements climatiques sur la santé des individus alourdit les tâches de soins qui leur sont socialement attribués (Réseau des femmes en environnement, 2018 b).

En effet, les femmes ont, de manière générale, une plus grande propension à réaliser des activités liées au travail du *care*¹. Selon Julie Posca, sociologue à l'Institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS), cela explique notamment que les femmes s'impliquent plus fortement que les hommes dans la lutte aux changements climatiques (Lehmann, 2021). Il semble effectivement que ces dernières soient à l'avant-plan non pas parce que « de nature » elles sont plus proches de la nature, mais bien à cause des construits

¹ Les tâches de *care* constituent : « l'ensemble des aides et soins apportés en face à face aux personnes dépendantes dans les économies formelle et informelle, incluant soin de leur famille, protection des enfants, gestion de leur alimentation et de leur éducation, gestion des tâches [ménagères], assurance de la sécurité de la communauté, etc. » (Skinner, 2012. P.12)

sociaux qui les confinent dans une position sociale et dans des rôles, la plupart du temps, associés aux soins , comme la santé et l'éducation (Couturier et Posca, 2021 ; Granger, 2021). Dans leur étude, Couturier et Posca (2021) vulgarisent ainsi qu'étant majoritaires dans les emplois liés aux soins des personnes, les femmes risquent d'être particulièrement affectées, dans les années à venir, par les événements climatiques qui affecteront à santé de la population dont elles devront prendre soin. Par conséquent, « Les femmes sont les premières à ressentir le stress de la population, l'écoanxiété générée par ces enjeux » (Lehmann, 2021. Section: Le care).

Toujours en lien avec la socialisation des femmes et le travail lié au *care*, de nombreuses études postcatastrophes climatiques démontrent que les femmes, en plus de se rétablir des désastres, doivent continuer à assumer leurs obligations familiales et extérieures (Rochette, Gramme et Lavigne Le Buis, 2013). De lourdes répercussions psychologiques se font donc ressentir chez ces dernières (Duncan, 2008). Plusieurs chercheurs s'intéressant aux conséquences des catastrophes climatiques ont ainsi rapporté que, dans de tels contextes, les femmes vivent un niveau de stress plus élevé que celui des hommes (Sohrabizadeh et al., 2016). Il appert ainsi que l'implication des femmes au front lors de catastrophes naturelles, jumelé au travail de *care*, augmente significativement le nombre de femmes subissant des dommages psychologiques collatéraux comme un syndrome de stress post-traumatique, des symptômes s'apparentant à la dépression, voire même des idéations suicidaires. C'est entre autres ce que révèlent des études réalisées au lendemain des feux de brousse de 2009 en Australie et suites aux tremblements de terre d'Italie, en 2009 et d'Haïti en 2012 (Cénat et Derivois, 2014 ; Cofini et al., 2015 ; Forbes et al., 2015).

Par le fait même, il semble que la reconnaissance des femmes de la menace climatique soit considérablement plus élevée, c'est notamment ce que révèle une étude du Groupe de recherche sur la communication marketing climatique (Champagne Saint-Arnaud et al., 2022). Parmi les pistes d'explications, McCright (2010) croit notamment que les responsabilités relatives à la socialisation des femmes et au travail typiquement féminin reproductif (comme les tâches domestiques et le travail de *care*) participent à la

conscience accrue des enjeux climatiques. Cela expliquerait, par conséquent, leur plus grande sensibilité, mais aussi les répercussions plus intenses sur la santé mentale des femmes (McCright, 2010).

Enfin, Côté-Douyon et al. (2022) expliquent que :

Le manque de reconnaissance sociale du travail reproductif accompli par les femmes a deux conséquences majeures. Tout d'abord, il augmente leur vulnérabilité face aux changements climatiques et à leurs effets puisque leur charge mentale et économique individuelle augmente et que leur qualité de vie s'en trouve amoindrie. Ensuite, il contribue à l'invisibilisation de mesures potentielles d'adaptation et d'atténuation puisque la réalité et les voix des femmes sont sous-représentées, voire ignorées face aux possibles actions et prises de décisions (Khosla et Masaud, 2010) (p.18).

1.2.2. Dimension économique des inégalités de genre

Dans un deuxième temps, malgré qu'elle ne soit pas l'unique dimension accentuant les inégalités sociales face aux changements climatiques, la pauvreté en demeure une structurante (Deldrève, 2020). Une interaction complexe s'établit ainsi entre le genre et la pauvreté et façonne les vulnérabilités des femmes (Pearse, 2017).

À ce sujet, une étude réalisée à Toronto démontre qu'en raison de leurs plus faibles revenus, les femmes sont davantage sujettes à vivre des conséquences négatives des changements climatiques (Williams, 2018). Vivant dans des logements à prix plus modiques et, par le fait même, moins résistants aux intempéries, leurs habitations sont plus facilement inondables (Williams, 2018). Or, étant rarement propriétaires, ces dernières ne sont pratiquement jamais éligibles aux subventions gouvernementales offertes pour les infrastructures endommagées par des intempéries (Williams, 2018). Par ailleurs, pour nombre de ces femmes, le logement constitue l'essentiel de leur patrimoine (Guivarch et Taconet, 2020). Conséquemment, puisque la plupart n'ont pas d'assurance leur permettant de réhabiliter ou reconstruire, les changements climatiques ont l'effet d'un cercle vicieux, en appauvrissant davantage les femmes déjà précarisées économiquement (Guivarch et Taconet, 2020).

En outre, plusieurs études démontrent qu'en raison du plus faible niveau socio-économique des femmes, elles sont plus nombreuses à vivre dans les ilots de chaleurs urbains (Bélanger et al., 2013). Elles ont aussi plus difficilement accès à des mesures d'atténuation de la chaleur, comme la climatisation, ce qui contribue à augmenter le risque de décès lié à la chaleur (Duncan, 2008). Les conditions de vie des femmes sont ainsi fragilisées en contexte de changement climatique, considérant que les vagues de chaleurs accablantes se font de plus en plus fréquentes.

Finalement, les enjeux de sécurité alimentaire ne sont pas étrangers à la pauvreté des femmes. En effet, les ménages ayant à leur tête une femme monoparentale vivent davantage d'insécurité alimentaire (Tarasuk et al., 2013). En 2013, au Canada, près de 40 pour cent de ces familles en souffraient (Tarasuk et al., 2013). Or, cet enjeu est sujet à s'aggraver avec la crise climatique. En effet, les chercheurs de l'Université de Guelph et de Dalhousie précisent que les producteurs agricoles du Canada devront faire face à des défis liés au rendement des récoltes, et ce, en raison des dérèglements du climat (Charlebois et al., 2020). Par le fait même, le rapport annuel sur les prix alimentaires canadiens fait état d'une forte augmentation du coût des denrées alimentaires (Charlebois et al., 2020). En 2020, les prévisions annoncent une hausse annuelle de près de 500 dollars par famille pour un panier d'épicerie (Charlebois et al., 2020). Il s'agit de la plus forte augmentation en 10 ans (Charlebois et al., 2020). Évidemment, cette hausse survient alors que les salaires des Canadiens restent stables (Charlebois et al., 2020). Ce sont ainsi les individus ayant un faible revenu qui en seront le plus affectés étant donné que l'accès à un panier d'épicerie répondant aux besoins de base sera plus difficile.

1.2.3. Dimension politique des inégalités de genre

Comme mentionné précédemment, les gouvernements se saisissent des enjeux climatiques et proposent différentes politiques et stratégies pour atténuer le réchauffement de la planète et permettre aux populations de mieux s'adapter. Toutefois, plusieurs auteurs soulèvent que les politiques en matière de changements climatiques contribuent, le plus

souvent, à renforcer les inégalités, plus qu'à les atténuer, et ce, malgré les principes d'équité et de solidarité sociale qui sont énoncés (Deldrève, 2020).

L'agglomération urbaine de Bordeaux en est l'exemple parfait avec ses mesures mises en place pour devenir une ville durable. *A priori*, on ne peut désapprouver les mesures voulant réduire la consommation d'énergie et limiter la circulation automobile en favorisant les déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun. Tandis que ces stratégies semblent, aux premiers abords, faire consensus, une analyse plus poussée révèle que les expériences vécues par les femmes ont été occultées lors de l'élaboration et la mise en œuvre (Raibaud, 2015). La résolution sur les déplacements à pied, adoptée à l'unanimité par une assemblée d'hommes, illustre bien ce propos. En effet, cette stratégie complique largement les réalités des femmes qui ont des trajets plus complexes que ceux des hommes, devant, notamment, faire les courses, aller au travail et reconduire les enfants à l'école (Raibaud, 2015). Il en va de même avec le transport en vélo. Effectivement, l'étude de Raibaud (2015) met en lumière que les standards de présentation physique que l'on attend d'une femme professionnelle sont incompatibles avec la pratique du vélo (jupes, tailleurs, talons, coiffure, maquillage, etc.). D'autres obstacles à l'utilisation de moyens de transport alternatifs à l'automobile sont évoqués. Il semble que les femmes craignent également de devoir faire face à des réflexions, moqueries, sifflets, comportements sexistes ou misogynes, et ce, qu'elles soient en transport en commun, en vélo ou à pied (Raibaud, 2015). Il apparaît ainsi qu'elles ne bénéficient pas du même accès aux différents moyens de transport. Le constat est clair, ces résolutions, ne tiennent pas compte des modes de vies des femmes et ne visent guère un meilleur partage des responsabilités familiales, ni des moyens pour assurer leur sécurité, ce qui faciliterait, par ailleurs, leurs déplacements écoresponsables (Raibaud, 2015). Au final, l'auteur estime que « les bonnes pratiques de la ville durable pourraient bien n'être que de nouveaux habits de la domination masculine (Raibaud, 2015, p. 46) ».

De plus, les politiques climatiques des pays du Nord semblent également être silencieuses quant aux effets différenciés des changements climatiques. Effectivement, la tendance des politiques orientées selon la logique du pollueur-payeur se répand (Deldrève,

2020). Celle-ci est à la source de stratégies misant sur la responsabilisation individuelle des consommateurs, comme la taxe carbone qui vise à augmenter les coûts des biens et services qui produisent une quantité importante de gaz à effets de serre, mais qui sont essentiels à la plupart des ménages (Pearse, 2017). Or, ces mesures affectent de manière disproportionnée les personnes et les familles à faibles revenus. Puisque les femmes y sont surreprésentées, le fardeau de la taxe carbone leur incombe, ces dernières n'ayant accès à d'autres alternatives moins polluantes, faute de revenus (Pearse, 2017). Manifestement, ce genre de politiques appauvrit davantage les femmes et amplifie, par le fait même, les inégalités.

En somme, les dimensions sociale, économique et politique témoignent des multiples vulnérabilités auxquelles les femmes sont confrontées en contexte de changements climatiques. Ces enjeux, comme la charge mentale des femmes, les conditions socioéconomiques précaires et l'absence de considération des expériences de vie des femmes dans l'élaboration de politiques sont tous des exemples qui ont pour effet d'exacerber les inégalités de genre. Cette section articule ainsi que les femmes vivent des impacts spécifiques et différenciés qu'il importe de prendre en considération dans l'organisation de la lutte et des stratégies d'adaptation à mettre en place pour une transition socioécologique. Par ailleurs, s'il est vrai que les femmes vivent des enjeux, face aux changements climatiques, qui leur sont spécifiques, il est d'autant plus vrai que ces dernières ont des manières singulières d'agir en cohérence avec la transition socioécologique qu'il importe de considérer en vue d'une justice environnementale (Côté-Douyon et al., 2022).

1.3. Question et objectifs de recherche

La problématisation de l'objet de recherche a permis de dégager clairement que le genre a une influence sur la vulnérabilité des individus face aux conséquences des changements climatiques et sur la manière dont sont envisagées les stratégies d'adaptation et d'atténuation. De ce fait, puisque les initiatives de transition socioécologique se présentent comme des alternatives soucieuses des enjeux d'égalités à travers la lutte aux

changements climatiques, il est pertinent d'explorer la sensibilité des initiatives aux situations d'inégalités vécues par les femmes. La démarche proposée dans ce mémoire aspire donc à répondre à la question suivante : de quelles façons les initiatives locales de transition socioécologique tiennent-elles compte des enjeux relatifs au genre au moment de leur élaboration ? Concrètement, l'objectif général de cette recherche est de saisir la manière dont les enjeux spécifiques à la dimension du genre sont intégrés dans la phase d'élaboration des initiatives locales de transition socioécologique. De manière plus spécifique, la recherche vise à :

- Documenter la compréhension et la sensibilité des actrices et acteurs responsables des initiatives locales de transition socioécologiques aux enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes.
- Analyser la manière dont les enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes sont considérés lors de l'élaboration des initiatives locales de transition socioécologique

Chapitre 2. Cadre théorique

Devant les impacts spécifiques présentés ci-haut, plusieurs autrices dénoncent le fait que les inégalités de genre soient amplifiées par les changements climatiques (Ligue des droits et libertés, 2018). En effet, les mouvements féministes, étant imprégnés de différents courants et postures, se sont saisis des enjeux climatiques à travers les théories écoféministes. Ces dernières conçoivent notamment l'établissement d'un lien étroit « entre les différentes formes de domination présentes dans le rapport entre hommes et femmes d'un côté, humain et nature de l'autre (Raïd, 2015, p. 54) ». La mobilisation d'un cadre conceptuel écoféministe, présenté dans ce chapitre, apparaît ainsi tout indiquée pour cette recherche. Pour ce faire, son émergence, ses postulats, les différents concepts qui le définissent, de même que sa pertinence pour cette recherche seront abordés.

2.1. Émergence de l'écoféminisme

C'est sous la plume de la militante féministe Françoise d'Eaubonne qu'est introduite, pour la première fois en français, en 1972, la contraction de l'écologie et du féminisme formant le terme écoféminisme. Influencée à cette époque par l'écologie de Serge Moscovici et le féminisme de Simone de Beauvoir, l'écoféminisme de d'Eaubonne s'appuie sur l'argument central selon lequel : « [le] prolongement de notre espèce est menacé aujourd'hui grâce à l'aboutissement des cultures patriarcales [...] » (d'Eaubonne, 1972, cité dans Goldblum, 2017, p. 194). Ainsi, selon d'Eaubonne, pour sauver l'humanité, il importe que les luttes féministes et écologiques se rencontrent (Goldblum, 2017), puisque « c'est la domination des hommes sur les femmes et la nature qui fait la crise environnementale qui se résume, selon elle, en deux fléaux, soit la surpopulation et l'agriculture intensive » (Gandon, 2009, p. 5). L'auteure ancre donc, d'entrée de jeu, les causes de la destruction de l'environnement dans les rapports sociaux hiérarchiques entre les sexes (Gandon, 2009). Selon elle, la destruction de la nature est ainsi imputable aux hommes qui ont construit des sociétés « sexiste [,] scientiste et, plus largement, une société de domination » (Gandon, 2009, p. 8).

L'émergence de l'écoféminisme se contente, par le fait même, d'une analyse accablant le patriarcat, « destructeur de toute vie, chargée de haine envers la femme et envers la nature (Burgart Goutal, 2016, p. 25) ». Pour d'Eaubonne, c'est donc le système « mâle » qui est responsable de la domination croisée de la nature et des femmes, notamment en s'appropriant le corps des femmes, et en surexploitant les ressources naturelles (Burgart Goutal, 2016 ; Goldblum, 2017).

Cependant, assez rapidement vers la fin des années 1970, d'autres théoriciennes critiquent l'apport de d'Eaubonne en jugeant insuffisante son analyse. À cet effet, Ruether précise que la pensée à l'origine du concept de l'écoféminisme ne rend pas compte de l'intersection des dominations, qui selon elle, est l'objet même de la théorie (Burgart Goutal, 2016). Il lui apparaît simpliste d'amalgamer « la domination, le mal et le mâle » en une identité indistincte qu'est le patriarcat (Burgart Goutal, 2016, p. 31). La critique de Plumwood abonde également dans le même sens. Cette dernière plaide que « la réduction [...] de la source du mal à une identité simplement mâle tend à obscurcir les vrais problèmes politiques et les mesures nécessaires pour induire un véritable changement » (Plumwood, 1993, p. 68). Pour plusieurs écoféministes, il importe ainsi de nuancer les sources d'oppressions, car :

il serait faux d'affirmer que toutes les civilisations patriarcales sont écocides ou encore que toutes les civilisations respectueuses de la nature le sont des femmes. C'est d'ailleurs une critique récurrente contre les formes simplistes d'écoféminisme : leur idéalisation des sociétés vivant « en harmonie avec la nature » occulte souvent l'oppression des femmes qui peut y régner (Burgart Goutal, 2016, p. 31).

On constate ainsi que, à l'instar des courants féministes, plusieurs interprétations de l'écoféminisme existent (Warren, 1987). Effectivement, bien que les théoriciennes conçoivent que d'importantes connexions existent entre l'oppression des femmes et de la nature, l'analyse de ces dernières se confronte dans les fondements mêmes de la théorie, notamment quant à la nature des systèmes d'oppression et aux solutions envisagées (Warren, 1987). Toutefois, malgré les nuances au sein des théories écoféministes, certains

postulats sont invariables d'un courant à l'autre et définissent, par le fait même, les assises de l'écoféminisme (Warren, 1987).

2.2. Postulats de l'écoféminisme et éléments de définitions

Figure importante de l'écoféminisme, Warren (1987) propose d'appuyer la théorie sur les quatre postulats suivants :

Il existe d'importants liens entre l'oppression de la femme et l'oppression de la nature (1) ; saisir la nature des oppressions est nécessaire à la compréhension adéquate des oppressions à l'égard des femmes et de la nature (2) ; la perspective écologique doit être incluse au sein de la théorie et de la pratique féministe (3) ; les solutions aux problèmes écologiques doivent inclure une perspective féministe (4) (traduction libre, p.4).

Conséquemment, l'écoféminisme reconnaît invariablement que les différentes structures oppressives envers les femmes sont les mêmes que celles qui dominent la nature. La théorie cherche, par le fait même, à comprendre de quelle manière s'articulent ces interrelations dans les idéologies culturelles, économiques et les structures sociales. Ce courant de pensée permet, d'autant plus, d'identifier les systèmes de domination et leurs effets propres à une communauté donnée. L'écoféminisme s'articule donc différemment selon les oppressions qui se distinguent d'une société à l'autre.

Plus concrètement, bien qu'il existe « des écoféminismes », la plupart conçoivent le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme comme des structures sociales et économiques à la base de l'exploitation, la dégradation de la nature et des inégalités sociales, et donc, qu'elles sont source d'oppressions des femmes, comme de la nature (Réseau des femmes en environnement, 2018a). À titre d'exemple, l'écoféminisme souligne que le système capitaliste, fondamentalement basé sur la perpétuelle croissance économique, ne tient pas compte du travail invisible des femmes puisqu'aucune valeur économique n'y est rattachée (Pagé, 2014 ; Réseau des femmes en environnement, 2018a). Cette occultation engendre évidemment des inégalités persistantes et systémiques entre les femmes et les hommes. À l'évidence, la recherche du profit de ce régime économique exploite également l'environnement par la surexploitation de la terre, en la considérant comme une ressource gratuite (Bauhardt, 2014). De ce fait, les structures sociales de

domination sont enchevêtrées ; elles s'interalimentent et construisent ensemble des dynamiques, qui ont pour effets de marginaliser des populations plus vulnérables et de fragiliser l'environnement (Bauhardt, 2014 ; Hill Collins, 2002).

Les théories écoféministes, en appellent, finalement, à bouleverser l'organisation sociopolitique des rapports entre les sexes, les espèces et les cultures, en favorisant des idéaux altermondialistes, de solidarité et de justice écologique (Burgart Goutal, 2016). En outre, la philosophe Burgart Goutal (2016) avance que, considérant l'ancrage de ces rapports de domination dans nos sociétés et nos modes de vie, il importe d'expérimenter, à travers l'écoféminisme, d'autres manières « d'écrire et de penser, d'expérimenter, de désirer, et de ressentir (p.45) ». Ainsi, pour remédier à l'oppression des groupes sociaux, des femmes et de la nature, il est nécessaire de décoloniser nos propres pensées (Burgart Goutal, 2016). Ruether abonde également en ce sens lorsqu'elle précise qu'un remaniement radical des valeurs de base dans la société doit être envisagé pour agir en faveur de l'égalité et de l'environnement (Gournay, 2019).

En somme, malgré la présence de divers courants au sein de l'écoféminisme, les points de convergences sont qu'ils expliquent, à leurs façons, les relations entre l'oppression des femmes et de groupes sociaux d'une part, et l'exploitation de la nature, d'autres part. Néanmoins, les courants écoféministes définissent et remettent en question les causes structurelles des changements climatiques et des inégalités sociales. L'aspiration à une société égalitaire et écologique rallie, en outre, les différents courants qui façonnent l'écoféminisme (Réseau des femmes en environnement, 2018a).

2.3. L'intersectionnalité, cadre d'analyse clé de l'écoféminisme.

La mobilisation de l'écoféminisme comme cadre théorique rend nécessaire la compréhension de la perspective intersectionnelle qui lui est indissociable. Ce cadre d'analyse ayant fait sa place dans le champ des études féministes, et donc, au sein de l'écoféminisme, lui est implicite et en forme, d'ailleurs, un pilier. Les théoriciennes de l'écoféminisme convergent dans le sens des théoriciennes de l'intersectionnalité et reconnaissent l'importance accordée à l'imbrication de ces systèmes d'oppressions à

savoir que le sexisme, le racisme, le classisme, le colonialisme doivent notamment être abordés conjointement et de façon interreliée (Djoudi et al., 2016).

Selon Hill Collins et Bilge (2020) l'intersectionnalité comme cadre d'analyse étudie la manière dont les rapports de pouvoirs façonnent les catégories sociales liées à la classe, au genre, à l'âge, à l'origine ethnique, à la sexualité, aux capacités, etc. L'intersectionnalité dresse ainsi le constat selon lequel ces mêmes catégories sont construites, dynamiques, qu'elles interagissent entre elles, et qu'elles s'influencent mutuellement (Djoudi et al., 2016 ; Hill Collins et Bilge, 2020). C'est d'ailleurs les multiples intersections de ces catégories qui engendrent un positionnement social donné et qui construisent les expériences de vie des personnes marginalisées (Corbeil et al., 2018). Ce cadre d'analyse permet ainsi « d'expliquer et de comprendre la complexité du monde, des individus et des expériences humaines » (Hill Collins et Bilge, 2020, p. 13).

Trois postulats constituent ainsi l'essence même de l'analyse intersectionnelle :

- 1) les oppressions sont vécues de manière simultanée et sont difficilement différenciables les unes des autres ;
- 2) les systèmes d'oppression s'alimentent et se construisent mutuellement tout en restant autonomes ;
- 3) par conséquent, la lutte ne peut pas être conceptualisée comme un combat contre un seul système d'oppression : les systèmes doivent être combattus simultanément sans être hiérarchisés (Pagé, 2014, p. 203)

Plus concrètement ce cadre d'analyse aborde les changements climatiques comme un problème social complexe et tient compte des réalités en lien avec les oppressions multiples vécues par la diversité des femmes et des groupes sociaux. Déployé à travers la théorie écoféministe, Kaijser et Kronsell (2014) soutiennent que l'intersectionnalité a le potentiel de soulever des enjeux détournés et non considérés dans les débats et les analyses au sujet des changements climatiques. Autrement dit, l'analyse intersectionnelle dans la lutte aux changements climatiques met en lumière la manière dont les impacts des changements climatiques sont liés aux structures de dominations, aux relations de pouvoir, et par le fait même, aux inégalités qui en découlent (Kaijser et Kronsell, 2014). Ainsi, le cadre d'analyse intersectionnel est pertinent puisqu'il a comme objectif « de rendre visibles les expériences des groupes marginalisés en faisant la lumière sur leur subjectivité

et en mettant en exergue leurs voix » (Corbeil et al., 2018, p. 10). Conséquemment, en étant sensible aux expériences de vie des personnes marginalisées de même qu'aux relations de pouvoir existant au sein de la société et des divers groupes sociaux, le cadre d'analyse intersectionnel guide les stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques afin qu'elles favorisent des principes d'égalité et de justice sociale (Kaijser et Kronsell, 2014).

De plus, en considérant les différents systèmes d'oppression qui affectent une diversité de femmes vivant dans des contextes distincts, l'intersectionnalité permet de guider la mise en place de stratégies d'adaptation aux changements climatiques adéquates, équitables et soucieuses du fait que toutes et tous ne sont pas impactés de la même manière ni par les mêmes systèmes de domination (Gournay, 2019).

Cette perspective évite aussi de cantonner les femmes dans une catégorie statique immuable, car les systèmes d'oppression ne s'additionnent ni ne se cumulent (Bilge, 2009 ; Hill Collins et Bilge, 2020) ; ils opèrent plutôt en relations dynamiques avec plusieurs déterminants comme l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, l'âge, la classe sociale, etc. (Gournay, 2019). Cette nuance est essentielle à l'analyse écoféministe intersectionnelle des changements climatiques, puisque ces déterminants influencent différemment la vie des femmes notamment selon leurs contextes de vie, leurs territoires et ressources, leurs privilèges et contraintes, et modèlent leurs rapports aux problématiques environnementales (Gournay, 2019).

2.4. Pertinence du cadre théorique écoféministe intersectionnel.

Puisque cette recherche s'intéresse à la place du genre dans les initiatives de transition socioécologique la mobilisation de la théorie écoféministe avec une perspective intersectionnelle prend tout son sens, car elle est particulièrement sensible à la complexité des rapports de pouvoir selon les positions sociales occupées dans un système social hiérarchisé. Elle évite ainsi de réduire l'analyse féministe à la simple dualité dominant/dominée, c'est-à-dire les rapports de pouvoir binaire hommes-femmes (Plumwood, 1993). L'écoféminisme est donc nécessaire pour éviter de cantonner les

femmes dans les rôles de victime, de soignante, ou de sauveuse vis-à-vis la crise climatique (Gramme, 2016). La théorie analyse ainsi la problématique des changements climatiques en l'abordant autrement que sous l'angle réduisant les femmes aux stéréotypes qui leur sont socialement attribués et qui ont pour effet de « féminiser la vulnérabilité » (Djoudi et al., 2016 ; Gramme, 2016). Effectivement, ce cadre théorique considère plutôt les multiples facteurs influençant les rapports sociaux, comme l'âge, les conditions socio-économiques, l'appartenance culturelle et ethnique, l'emplacement sur le territoire, etc., pour qu'ensuite des mesures d'adaptation et de luttes appropriées en découlent (Djoudi et al., 2016 ; Skinner, 2012). (Djoudi et al., 2016 ; Skinner, 2012). L'écoféminisme intersectionnel se veut ainsi un outil permettant de baliser les stratégies d'adaptation mises en place afin qu'elles agissent sur les causes structurelles et systémiques qui oppriment les femmes et l'environnement, et, par le fait même, qu'elles évitent de renforcer les inégalités sociales et les stéréotypes sexuels (Djoudi et al., 2016 ; Réseau des femmes en environnement, 2018a).

2.5. L'écoféminisme pour penser l'autonomisation des femmes dans les luttes aux changements climatiques

Concrètement, l'autonomisation des femmes dans la lutte aux changements climatiques s'opère à plusieurs niveaux. D'abord, il importe que collectivement l'on renforce les capacités des femmes à faire des choix personnels et à les exécuter (Tous ensemble pour le climat, 2015). Cette dimension s'actualise notamment par l'accès aux différentes ressources, comme l'information, la technologie, les ressources économiques et financières en plus de l'accès à la mobilité (Tous ensemble pour le climat, 2015). La liberté pour les femmes de faire des choix pour elles et leurs communautés est étroitement liée à la réduction des impacts des catastrophes naturelles, à la gestion des énergies durables et à l'amélioration de la santé et la nutrition des familles (Tous ensemble pour le climat, 2015).

Ensuite, l'autonomie économique des femmes est essentielle afin de favoriser leur émancipation à travers les perturbations du climat (Tous ensemble pour le climat, 2015).

Pour ce faire, l'obtention d'un emploi décent, en plus de l'accès et le contrôle des ressources économiques et de production sont nécessaires (Tous ensemble pour le climat, 2015). Il va sans dire que l'indépendance économique des femmes a des retombées sociales majeures, puisqu'elle agit directement sur la pauvreté des femmes et des familles. Elle réduit également la malnutrition grâce à la promotion de la biodiversité et de l'agriculture saine et durable (Tous ensemble pour le climat, 2015).

L'autodétermination des femmes se déploie aussi à travers le renforcement des possibilités d'actions et d'influences collectives et citoyennes, entre autres, par l'inclusion des femmes dans les instances politiques, économiques, sociales et environnementales (Tous ensemble pour le climat, 2015). La participation des femmes dans les prises de décisions favoriserait effectivement la résilience des communautés face aux adversités climatiques. D'ailleurs, la Convention sur les changements climatiques des Nations Unies déclare que :

Women's participation at the political level has resulted in greater responsiveness to citizen's needs, often increasing cooperation across party and ethnic lines and delivering more sustainable peace. At the local level, women's inclusion at the leadership level has lead to improved outcomes of climate related projects and policies. On the contrary, if policies or projects are implemented without women's meaningful participation it can increase existing inequalities and decrease effectiveness (UNFCCC, 2019).

Finalement, le développement des capacités à faire des choix personnels, l'autonomie économique et l'inclusion dans les actions collectives et citoyennes sont trois vecteurs d'autodétermination cohérents avec la théorie écoféministe. Ces derniers permettant aux femmes de s'affranchir des structures de dominations et de réduire les impacts du dérèglement climatique sur les communautés plus vulnérables.

En somme, le cadre théorique écoféministe intersectionnel aborde les enjeux des changements climatiques sous l'angle de la justice sociale, en plaçant au cœur de l'analyse les populations les plus vulnérables (Djoudi et al., 2016). La théorie propose également de se tourner vers un système qui favorise le bien-être des personnes marginalisées et qui protège l'environnement en se positionnant non pas comme une solution absolue à la crise

climatique, mais en tant que rappel de « la possibilité de répondre collectivement à une situation catastrophique (Hache, cité dans Gournay, 2019, p. 47) ». Par le fait même, l'écoféminisme intersectionnel unit les préoccupations des mouvements des femmes et des mouvements environnementaux en suggérant une réorganisation drastique des relations sociales, économiques, politiques, et des valeurs prédominantes dans la société actuelle (Gournay, 2019). La théorie écoféministe intersectionnelle réclame, par le fait même, un système de valeur autre que celui valorisant la domination (Gournay, 2019). Finalement, la mobilisation du cadre théorique privilégié dans ce mémoire permet d'aborder les causes profondes de la vulnérabilité vis-à-vis des changements climatiques et d'envisager des solutions qui auront l'effet de réduire les injustices et les inégalités plutôt que de les exacerber (Djoudi et al., 2016).

Chapitre 3. Méthodologie

Ce chapitre présente la démarche méthodologique privilégiée pour apporter des éléments de réponses à la question de recherche et à ses objectifs sous-jacents. Pour ce faire, huit parties composent cette section. La première aborde le devis de recherche qualitatif qui a été privilégié ; la deuxième explique l'approche préconisée afin de répondre le plus adéquatement possible à la question et aux objectifs de recherche ; la troisième relate du choix de l'étude de cas ; la quatrième décrit le choix du terrain étudié et les critères de sélection qui ont permis d'en venir à ce choix ; la cinquième partie traite des méthodes de collectes utilisées ; la sixième présente les méthodes d'analyse ; et finalement, la septième et la huitième partie exposent respectivement les considérations éthiques ainsi que les forces et les limites de cette recherche.

3.1. Devis de recherche qualitatif

Considérant la visée exploratoire de cette recherche, il semble tout indiquer de mobiliser un devis de recherche de type qualitatif inductif. En effet, la recherche qualitative est « particulièrement recommandée lorsque le chercheur souhaite explorer ou approfondir un processus ou un phénomène complexe » (Bonneville et al., 2007, p. 154), comme c'est le cas pour comprendre comment peuvent s'articuler les enjeux de genre dans une initiative de transition socioécologique. Le devis qualitatif, jumelé à une stratégie exploratrice, est d'autant plus pertinent pour cette recherche, car ensemble, ils permettront d'aborder des thèmes qui ont peu été analysés jusqu'à présent et dont on ne peut tirer de portrait au regard des connaissances actuelles (Gauthier, 2016 ; Savoie-Zajc, 2006).

De plus, comme le stipule Gauthier (2016), l'étude de cas s'avère être une approche de recherche qualitative exploratoire pertinente et adaptée, notamment afin d'approfondir, dans toute sa complexité, un sujet tel que la prise en compte des enjeux de genre dans les initiatives de transition socioécologique. Le choix d'une recherche qualitative exploratoire permet ainsi de « s'imprégner de l'essence d'une situation [du point de vue des personnes concernées], d'en capter la complexité et d'en interpréter le sens » (Gauthier, 2016, p. 164).

3.2. Approche de recherche : l'étude de cas

L'étude de cas de type descriptive se définit comme « une approche de recherche qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, une organisation ou un groupe d'individus bien délimité, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes » (Roy, 2016, p. 199). Dans le cadre de cette recherche, il s'agit d'étudier en profondeur la manière dont les enjeux de genre sont considérés dans une initiative locale de transition socioécologique, soit celle du Grand dialogue régional pour la transition écologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean. C'est précisément pour comprendre et décrire une situation bien particulière, soit, la manière dont les enjeux de genre sont intégrés au sein du Grand dialogue que nous avons fait le choix de mobiliser l'étude ce cas comme approche de recherche (Merriam, 1998 cité dans Alexandre, 2013).

3.2.1. Sélection du cas à l'étude

Le cas faisant l'objet de cette recherche a été sélectionné « en fonction de la pertinence de [ses] caractéristiques par rapport aux objectifs de la recherche » (Mukamurera et al., 2006, p. 130). Par le fait même, puisque cette recherche s'intéresse à l'intégration des enjeux vécus par les femmes dans les initiatives de transition socioécologique sur le territoire québécois, il était logique que le cas soit choisi selon des critères qui définissent ce qui est entendu par « transition socioécologique ». À cet effet, l'initiative sélectionnée l'a été notamment à partir de quatre critères définis par l'organisme *Territoires innovant en économie sociale et solidaire* (TIESS) qui balise, dans un cadre de référence, ce qui est entendu par *initiative de transition socioécologique* (Territoires innovants en économie sociale et solidaire, s.d).

Premièrement, l'initiative répond, par la nature de sa mission (exemple : protection, restauration des milieux écologiques), ou, par l'entremise de ses activités, à une problématique environnementale. Deuxièmement, celle-ci vise l'amélioration des conditions de vie de la population concernée en menant des actions qui favorisent une plus grande équité et justice sociale. Troisièmement, le cas choisi considère la nécessité d'une transformation en profondeur du système afin de faire face aux changements climatiques

et aux inégalités sociales. Quatrièmement, les citoyen.nes étaient au cœur même des prises de décisions qui déterminent les orientations de l’initiative, notamment en adoptant les principes d’une gouvernance démocratique. En résumé, selon la définition de la transition socioécologique entendue par le TIESSS, la sélection du Grand dialogue régional pour la transition écologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean comme cas à s’est appuyée sur des critères liés à l’environnement, l’équité la justice sociale, la volonté d’apporter des changements systémiques et la gouvernance démocratique (Territoires innovants en économie sociale et solidaire, s.d).

D’autres critères devaient toutefois être pris en considération afin de s’assurer que le cas choisi nous permette de documenter adéquatement et rigoureusement la question de recherche et ses objectifs sous-jacents. Puisque la pertinence du caractère local des initiatives de transition socioécologique a été énoncée dans la problématique, il était pertinent que le cas à l’étude en soi un ancré dans la ou les localités d’une région donnée. Enfin, le choix de l’initiative étudiée a été conditionné par l’approbation obtenue par les personnes porteuses de l’initiative, de même que par l’accessibilité de la documentation produite par l’initiative. En ce sens, l’initiative choisie en est une ayant répondu favorablement à la demande de recherche nous permettant de la mener à bien.

Afin d’en arriver à la sélection du cas qui sera décrit dans le prochain chapitre, une recension des différentes pratiques répertoriées, en mai 2021 à partir de la *cartographie d’initiatives en transition et de luttes socioécologiques* que l’on retrouve sur la plateforme collective *Passerelles*, portée par le TIESSS, a été réalisée. À l’issue de cette recension, l’initiative sélectionnée s’est avérée la plus pertinente à étudier, d’une part parce que sa description répondait aux critères définis par le TIESSS. D’autre part, elle a été sélectionnée en raison de l’ampleur de sa démarche, de sa portée escomptée dans la communauté, de son caractère innovant et unique et pour son potentiel d’inspirer d’autres villes, MRC ou région à emboîter le pas de la transition socioécologique.

Par ailleurs, afin de confirmer le choix de l’initiative et d’assurer le bon déroulement de l’étude, une préenquête a été effectuée (Roy, 2016). Une première

invitation à la collaboration a été envoyée par courriel à l'initiative ciblée. Cette communication, expliquant la démarche entreprise par l'étudiante-chercheure, invitait une personne clé de l'initiative à une courte rencontre en vidéoconférence afin de clarifier le projet de recherche et les possibilités de collaboration. Cette rencontre a également permis de confirmer la crédibilité du cas choisi, notamment en s'informant davantage sur l'initiative pour s'assurer qu'elle réponde aux critères de sélection. En parallèle, une courte revue de la documentation, facilement accessible via Internet a été réalisée. À cette étape, le site web de l'organisation a été consulté, ainsi que la page Facebook, de même que divers articles de journaux au sujet du cas à l'étude. Finalement, cette préenquête a été bénéfique, considérant qu'elle a permis d'indiquer les sources d'information pertinentes à consulter, la nature du matériel à traiter et son envergure (Roy, 2016). Elle a aussi permis d'anticiper les obstacles pouvant entraver le bon déroulement de la recherche, comme la période de recrutement, et, conséquemment, d'élaborer un plan de recherche réaliste, cohérent et rigoureux (Roy, 2016).

3.3. Méthodes de collecte de données

3.3.1 Entrevues individuelles semi-dirigées

La collecte de données constitue une étape centrale dans la démarche de recherche. À cet effet, pour cette recherche, les entrevues semi-dirigées ont été la principale méthode de collectes de données réalisées. De manière plus précise, les entrevues semi-dirigées consistent en

une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé (Savoie-Zajc, 2016, p. 340).

Les entrevues semi-dirigées permettent de mieux comprendre l'importance accordée à l'intégration des enjeux de genre par les actrices et acteurs dans l'initiative de transition socioécologique. En effet, puisque les personnes rencontrées sont celles qui sont engagées dans l'élaboration de l'initiative de transition socioécologique, il s'avère incontournable

d'entendre la manière dont elles perçoivent la manière dont le genre est intégré dans l'initiative. Les participant.es ont ainsi été en mesure de « décrire, de façon détaillée et nuancée [leurs expériences, leurs savoirs, leurs expertises] » (Savoie-Zajc, 2016, p. 343). Cette méthode de collecte de données permet ainsi une co-construction de la pensée alors que l'étudiante-chercheure tente de bien comprendre le sens donné par chacun.e des actrices et acteurs en ce qui a trait l'objet de recherche (Savoie-Zajc, 2016).

Toutefois, l'entrevue semi-dirigée comporte également des limites. Parmi elles, on comprend le biais de désirabilité sociale, c'est-à-dire qu'il est possible que les personnes participantes forment des réponses stéréotypées ou en conformité avec les attentes du chercheur (Bonneville et al., 2007 ; Savoie-Zajc, 2016). Cette limite pose ainsi la question de la crédibilité de l'information recueillie. Il peut également exister des blocages dans la communication ou y avoir des sujets tabous, rendant, par conséquent, difficile l'établissement d'un véritable dialogue (Savoie-Zajc, 2016). Une autre limite attribuée aux entretiens semi-dirigés est le risque que les propos des personnes répondantes dérivent vers des thèmes non appropriés vus leur grande liberté lors des entrevues (Boutin, 2018). La recherche a cependant été menée en tenant compte, le plus possible, de ces mises en garde.

Afin de documenter la manière dont les enjeux de genre sont considérés lors de l'élaboration de l'initiative de transition socioécologique, les personnes rencontrées étaient les actrices et les acteurs impliqué.es dans celle-ci.

Les critères d'inclusion pour participer à la recherche étaient : 1) être âgé.e de 18 ans et plus ; 2) être impliqué.e dans un ou plusieurs cercles du *Grand dialogue régional pour la transition* ; 3) maîtriser la langue française.

Les personnes participantes ont été recrutées grâce à la collaboration d'une personne clé dans l'initiative. Cette dernière a transmis le courriel de recrutement (ANNEXE A) destiné aux actrices et acteurs impliqués. Afin d'assurer la confidentialité des personnes participantes, celles intéressées devaient communiquer directement avec l'étudiante-chercheure. La période de recrutement s'est déroulée entre septembre et

décembre 2021 comprenant la période de transmission du courriel d'invitation à tout le réseau d'actrices et d'acteurs impliqués, la prise de contact par courriel avec les personnes intéressées, la transmission et la signature du formulaire de consentement (ANNEXE B) et la réalisation des entretiens. Une relance courriel par la personne clé de l'initiative a également été réalisée en novembre permettant de recruter les dernières personnes nécessaires à la constitution de l'échantillon. Au total, sept entrevues ont été réalisées. À cette période, la pandémie de la COVID-19 sévissait toujours, et donc les entrevues à distance ont été privilégiées. À la convenance des personnes, celles-ci se sont déroulées en vidéoconférence ou par téléphone et ont durées entre 60 et 90 minutes.

Pour mener à bien ces entrevues, un guide d'entretien (ANNEXE C) a été conçu à partir des objectifs généraux et spécifiques de cette recherche. Le processus de conception de ce guide a été itératif. En effet, après la première et la deuxième entrevue, des ajustements ont été apportés essentiellement pour reformuler ou préciser des questions.

3.3.2. Journal de bord

Cet outil décrit plus tôt a été utilisé par l'étudiante-chercheuse tout au long de la collecte de données et de l'analyse des résultats. L'étudiante-chercheuse a particulièrement consigné ses réflexions en regard des objectifs de recherche, ses questionnements, ses expériences et ses intuitions, de même que ses ébauches d'explications. Cet outil de collecte a particulièrement été aidante lors de l'analyse des données. Il en sera davantage question dans la section sur les méthodes d'analyse privilégiée.

3.3.3. Recherche documentaire

La recherche documentaire a été utilisée principalement dans le but de bien décrire l'initiative à l'étude. La documentation consultée a permis de présenter les buts, les objectifs, la structure et le fonctionnement du cas à l'étude. La recherche documentaire a aussi permis de mieux saisir le contexte socioterritorial dans laquelle s'inscrit le *Grand dialogue régional pour la transition* ainsi que sa genèse. Cette dernière a consisté en la

collecte et la lecture des différents documents internes (comme le document fondateur, des demandes de subventions et le rapport d'activité) et externes (infolettre, site internet, page Facebook et Balado de l'initiative, conférence de presse de lancement en rediffusion) produits par l'initiative. Des articles de journaux locaux ont aussi été consultés. L'ensemble de ces sources d'informations ont permis à l'étudiante-chercheure de développer une meilleure compréhension du cas à l'étude afin d'en faire une description détaillée.

3.3.4. Rigueur scientifique

Cette recherche s'inscrit dans un paradigme interprétatif. Conséquemment, la crédibilité et la transférabilité sont des critères qui ont été mobilisés afin d'atteindre une rigueur scientifique (Gohier, 2004). En ce qui concerne le paramètre de la crédibilité, celui-ci renvoie à « la congruence entre le sens véhiculé par [les sujets] et le sens dégagé par le chercheur, notamment dans la collecte, l'analyse et l'interprétation des données » (Bourgeois, 2016, p. 9). La transférabilité, quant à elle, réfère au fait que les conclusions de la recherche puissent faire sens dans un contexte différent que celui étudié (Mukamurera et al., 2006).

Différents outils méthodologiques et d'analyse ont été utilisés par l'étudiante-chercheure afin d'atteindre une rigueur scientifique au regard des critères susmentionnés. Il s'agit de la tenue d'un journal de bord, de la multiplication des méthodes de collecte de données et de la description détaillée du cas à l'étude.

Pour ce qui est du journal de bord, ce dernier « [contient] les notes générales, les difficultés rencontrées sur le terrain, les réflexions personnelles, les ébauches d'explication, les descriptions globales et les questions [notées] au fur et à mesure des travaux » (Roy, 2016, p. 213). Le journal de bord est un outil pertinent qui accompagne le chercheur tout au long de la démarche. Cet outil est notamment utilisé afin que le chercheur puisse « [...] colliger des mesures spéciales qui lui permettront de vérifier ses observations surtout lorsqu'elles concordent avec ses idées de départ » (Roy, 2016, p. 213). En conséquence, le journal de bord aidera notamment l'étudiante-chercheure à

augmenter la crédibilité des résultats et la profondeur de ses interprétations (Roy, 2016). Effectivement, pour Miles et Huberman (1994) et Point et Voynnet-Fourboul (2006), « les notes qu'il contient permettent de faire la part des choses entre les données et les interprétations et traitements effectués. [...]. Il permet ainsi d'établir les liens entre les données et les analyses fondant la fiabilité de ses résultats » (cité dans Valéau et Gardody, 2016, p. 81). Le journal de bord est également utile afin de mettre en évidence les réflexions, les biais et les présupposés de l'étudiante-chercheur. Cet outil en est donc un qui contribue aussi à la fiabilité de la recherche (Bourgeois, 2016).

Quant à la multiplication des corpus de collecte de données, cette stratégie consiste en la combinaison de différentes sources d'information, soit celles partagées lors des entrevues individuelles semi-dirigées ainsi que les informations issues d'une recherche documentaire (Roy, 2016). Par conséquent, en faisant appel à plusieurs méthodes et sources de données cela permettra de trianguler les informations, et ainsi, de « dégager une vision plus riche d'une thématique » (Pegwendé Sawadogo, 2021 ; Savoie-Zajc, 2019). La triangulation rendue possible grâce à la diversification des sources d'informations participera donc à renforcer la crédibilité de la recherche (Savoie-Zajc, 2019).

La troisième stratégie déployée est en lien avec la transférabilité. Afin de répondre à ce critère, il était essentiel d'assurer la pertinence de l'initiative de transition écologique choisie (Mukamurera et al., 2006). De plus, puisque ce critère de rigueur « se partage entre le chercheur et celui qui cherche à utiliser les résultats de la recherche dans son milieu » (Bourgeois, 2016, p. 9), le cas à l'étude devra faire l'objet d'une description détaillée afin que « l'utilisateur » puisse déterminer la similitude entre le cas présenté et d'autres terrains d'action sur lesquels il souhaiterait transférer les conclusions (Mukamurera et al., 2006). De plus, la transférabilité des résultats dépendra du niveau d'abstraction atteinte dans l'analyse. Pour ce faire, l'analyse devra dépasser le niveau de la spécificité des comportements et des événements pour arriver à atteindre un « bon niveau de concept générique qui rend intelligibles, au-delà de l'ici et maintenant, les processus sociaux et humains en jeu » (Mukamurera et al., 2006, p. 131).

3.4. L'analyse qualitative des données

Aux termes de la collecte de données, le processus d'analyse inductive a débuté. Ce processus est particulièrement adapté pour mener à bien une analyse de données portant sur des objets de recherches à caractère exploratoire (Blais et Martineau, 2006). Elle permet de résumer les données brutes, d'établir des liens entre les objectifs de la recherche et les catégories qui émanent de ces données et de développer un cadre de référence ou un modèle à partir de catégories émergentes (Blais et Martineau, 2006). Pour arriver à « donner un sens » aux données recueillies, quatre principales étapes ont constitué le cœur de la démarche de l'analyse inductive. Rappelons que le corpus d'analyse est constitué des entrevues individuelles, des données consignées dans le journal de bord et des écrits rassemblés lors de la recherche documentaire. À chacune des étapes, les notes inscrites dans le journal de bord ont été prises en considération.

D'abord, chaque entrevue individuelle a été enregistrée avec le consentement des personnes participantes. Ces entrevues ont ensuite été retranscrites au fur et à mesure sous la forme d'un verbatim. Par la suite, l'étudiante-chercheuse a procédé à une lecture flottante des sept entrevues en prenant en notes dans son journal de bord des mots clés lui paraissant significatifs. Une seconde lecture approfondie a permis de se familiariser avec les données brutes et d'avoir une vue d'ensemble des sujets couverts dans les entrevues et du contenu qui en ressort.

Cette deuxième lecture a ainsi mené à la troisième étape d'analyse : la codification des entrevues avec l'utilisation du logiciel Nvivo. Il est à noter que ce processus de codification a donné lieu à plusieurs relectures des entrevues qui ont engendré la réorganisation et la précision de différents thèmes initiaux afin de s'assurer que ceux-ci traduisent adéquatement le sens donné par les actrices et acteurs rencontrés. Cette démarche inductive a ainsi permis l'élaboration d'un arbre thématique (ANNEXE E) regroupant différents codes émergeant des discours des actrices et des acteurs (Paillé et Mucchielli, 2021). En effet, le processus de catégorisation de l'information consiste à l'identification et à la description des premières catégories. Pour ce faire, « [l'étudiante-

chercheure a identifié] des segments de texte qui présentent en soi une signification spécifique et unique » (Blais et Martineau, 2006, p. 7). Cette étape constitue, selon Gaudet et Robert (2018), l'analyse verticale des données. Elle nécessite d'examiner le contexte dans lequel l'information a été produite et de réduire les données brutes en fonction des différents sens qu'elles prennent à la lumière de la question de recherche (condensation sémantique) (Gaudet et Robert, 2018). Cette troisième étape est également composée de l'analyse horizontale qui consiste à « comparer et à différencier les unités de sens présentes ou absentes des différents documents. Elle permet de cerner des notions incontournables pour comprendre le phénomène à l'étude » (Gaudet et Robert, 2018, p. 145).

Finalement, la quatrième étape du processus d'analyse inductive est l'analyse théorisante. Cette dernière étape consiste à poursuivre la révision et le raffinement des catégories pour en arriver à une proposition de la théorisation émergente. Autrement dit, cette étape permet de faire des liens entre la revue de littérature scientifique (les enjeux spécifiques vécus par les femmes par rapport aux changements climatiques), le cadre théorique (écoféministe intersectionnel) et les discours des actrices et acteurs rencontrés. Ainsi, cette dernière étape permet de dégager des tendances, de mettre en lumière certains détails et d'identifier des pistes de recherches futures (Gaudet et Robert, 2018)

3.5. Considérations éthiques

La démarche de recherche présentée dans ce mémoire a été balisée par plusieurs considérations éthiques. D'abord, cette recherche a respecté l'ensemble des directives de la *Politique d'éthique de la recherche avec des êtres humains* de l'Université du Québec en Outaouais (UQO, 2022). Cette recherche a d'ailleurs été soumise au processus de certification éthique et a obtenu un certificat d'approbation du Comité d'éthique de la recherche (CER) de l'UQO (Annexe D) pour toute la durée de réalisation de la collecte de données et la rédaction du mémoire. Le rôle de ce comité est notamment d'étudier la proposition de recherche ainsi que tous les documents remis aux personnes participantes, et ce, dans l'objectif d'éviter que les personnes participantes vivent des conséquences

négatives (Gaudet et Robert, 2018). Par le fait même, le CER a analysé la lettre d'autorisation de collaboration et de transmission de la documentation interne, le courriel de recrutement, le formulaire de consentement et le guide d'entrevue.

Parmi les considérations éthiques, le consentement libre et éclairé à la participation à la recherche était primordial. Ainsi, les actrices et acteurs étaient invités à participer à la recherche en toute connaissance de cause (les buts et objectifs de la recherche, de même que la nature de leur implication leur était présentée dans le courriel de recrutement). À l'évidence, les personnes étaient libres d'y participer ou non. Aucune incitation monétaire n'a été proposée en compensation.

Concernant la confidentialité une attention particulière a été portée, dans les transcriptions, à l'anonymisation des informations recueillies qui auraient pu révéler l'identité des personnes participantes. En ce sens, les noms et toutes autres données qui auraient pu contribuer à les identifier ont été supprimés. Les noms des personnes rencontrées ont également été remplacés par des pseudonymes. Les formulaires de consentement, de même que les entretiens enregistrés et les verbatims ont été conservés dans un ordinateur sécurisé auquel seule l'étudiante-chercheuse a accès. Les fichiers numériques sont aussi sécurisés à l'aide d'un mot de passe. Comme mentionné dans le formulaire de consentement et en conformité avec les normes éthiques, les données seront conservées cinq ans après le dépôt final du mémoire, advenant une contestation de la recherche. Après ce délai, l'étudiante-chercheuse s'engage à détruire l'ensemble des enregistrements, des verbatims et des consentements.

3.6. Forces et limites de la recherche

La recension des écrits a mené au constat que les enjeux de genre liés aux changements climatiques sont, somme toute, bien documentés à l'international, particulièrement dans les pays des Suds, indiquant clairement l'importance de considérer les vécus spécifiques des femmes dans l'élaboration de stratégies d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques. Toutefois, la recension révèle aussi que la dimension du genre est moins documentée au Québec. En effet, peu d'études

ancrées dans le contexte québécois explicitent la nécessité d'être sensible aux enjeux de genre dans la lutte aux changements climatiques et encore moins les pratiques à adopter dans l'élaboration des initiatives de transition socioécologique pour éviter de reproduire les inégalités vécus par les femmes. Par le fait même, l'une des forces de cette étude est sa contribution à l'approfondissement des connaissances sur un sujet en pleine émergence au Québec. De plus, les pistes de réflexion discutées dans l'interprétation des résultats ont le potentiel de servir et d'être transférables à d'autres initiatives de transition socioécologique qui souhaiteraient emboîter le pas d'une transition sensible au genre.

Néanmoins, cette recherche n'est pas dépourvue de limites. Il importe d'abord de souligner la binarité de genre qui est centrale dans notre lecture des enjeux. En effet, bien que l'étudiante-chercheure reconnaisse que le genre est une construction sociale et que celui-ci se situe sur un vaste spectre, cette recherche investit la perspective des femmes et s'appuie sur une conception binaire (homme/femme) du genre. Cette limite est notamment attribuable au fait que la recherche repose sur une littérature scientifique qui, elle-même s'appuie sur des données s'inscrivant quasi uniquement dans une conception binaire du genre (Lazoroska et al., 2021). Nous sommes ainsi conscientes que notre regard est porté, dans le cadre de cette recherche, uniquement sur les réalités et les enjeux vécus par les femmes, ce qui laisse dans l'ombre différents enjeux liés au genre. Il demeure cependant pertinent de s'intéresser à l'intégration des enjeux de genre sous la perspective spécifique des vécus des femmes en lien avec la lutte aux changements climatiques. L'étudiante-chercheure tient à souligner la pertinence que de futures recherches permettent d'ouvrir sur la diversité sexuelle et de genre.

Ensuite, une autre limite se situe au point de vue méthodologique. Il aurait effectivement été intéressant que l'étudiante-chercheure combine aux entrevues individuelles, à la recherche documentaire et au journal de bord, l'observation en agissant, par exemple, à titre d'observatrice complète (Martineau, 2016) lors de la rencontre d'un des cercles du Grand dialogue, ou encore, à l'occasion d'une activité d'animation. Cela aurait eu l'effet d'enrichir l'analyse en s'imprégnant notamment de la culture de travail et de la dynamique entre les actrices et acteurs.

Dans un autre ordre d'idées, cette recherche s'est intéressée uniquement à la parole des actrices et acteurs impliqués dans la structure du Grand dialogue. En ce sens, elle documente la considération des enjeux de genre seulement de leur perspective. L'inclusion d'autres types d'acteurs, comme des femmes participantes, aux activités d'animation aurait pu permettre de documenter, sous un autre angle, la sensibilité aux enjeux de genre. Cela pourrait toutefois faire l'objet d'une future recherche qui documenterait les effets des pratiques inclusives et sensibles au genre mises en place par les actrices et acteurs du Grand dialogue.

Finalement, comme il avait été annoncé lors de la présentation des entrevues semi-dirigées comme méthode de collecte de données, la présente recherche n'a pu éviter la limite de la désirabilité sociale. Sans prétendre que le discours des personnes rencontrées est faussé, certains éléments moins bien acceptés socialement ont pu être invisibilisés (Savoie-Zajc, 2016).

Chapitre 4. Présentation du cas à l'étude et des personnes participantes

Ce chapitre a comme objectif de décrire le cas à l'étude. Cette présentation permettra ainsi de contextualiser et de comprendre les résultats relatifs aux objectifs de la recherche. Dans cette section, quelques éléments du contexte socioterritorial de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean sont exposés, ce qui permet de mieux comprendre les circonstances d'émergence de l'initiative. Sont abordés ensuite, la genèse du Grand dialogue, ses objectifs, les activités réalisées, ainsi que sa structure et son fonctionnement. Les informations présentées ci-dessous ont notamment été collectées à partir des documents publics du Grand dialogue, tels que leur site web, leurs réseaux sociaux (Facebook et Instagram) et leur balado disponible sur la plateforme *BaladoQuebec*, sous le nom *Grand dialogue régional pour la transition SLSJ*. Des articles de journaux locaux ont également été consultés, ainsi que des documents internes produits par l'initiative, par exemple le *Document fondateur* (accessible sur le site web de l'initiative), des demandes de subventions et le rapport d'activité 2021. De plus, les entrevues semi-dirigées réalisées auprès des actrices et acteurs ont permis de nuancer et de préciser différents éléments du contexte territorial et du déroulement de l'initiative. Finalement, certaines données provenant de la littérature grise sur le territoire et le développement économique de la région ont également permis de produire ce portrait du Grand dialogue.

4.1. Contexte socioterritorial du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Afin de bien situer l'initiative de transition socioécologique, il importe d'aborder les contextes territorial, économique et social dans lesquels elle s'inscrit. En effet, cette dernière prend racine sur un territoire donné, à un moment précis. Elle est d'autant plus habitée et indissociable de la culture et de l'histoire de la région que sont celles du Saguenay–Lac-Saint-Jean (SLST).

Situé sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent, le SLSJ s'étend sur 95 761 km² (Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie, 2023a) et est encerclé par la Côte-Nord, le nord du Québec, la Mauricie et la Capitale nationale. Sa superficie fait de la région la troisième ayant la plus vaste étendue du Québec. Son territoire est caractérisé

par une forte dépression du Bouclier canadien dans laquelle dominent les deux immenses plans d'eau que sont le lac Saint-Jean et la Rivière Saguenay (Vallin, 2006). En outre, plus de 35 000 lacs et des milliers de cours d'eau composent le paysage de la région, équivalant à 7,4 % de la superficie totale de la région (Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2011 ; Gagné et al., 2006). Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est également riche de ses ressources forestières (comme la forêt boréale) qui recouvrent 80 % du territoire régional (Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2011).

La composition du territoire n'est pas étrangère au développement économique de la région. En effet, avec la colonisation « l'industrie de la forêt et de la métallurgie, soutenue par les ressources hydrauliques du bassin versant de la rivière Saguenay, de même que l'industrie bioalimentaire, ont été les grandes responsables du développement et du peuplement de la région » (Gagné et al., 2006, p. 41). Encore aujourd'hui, la structure économique du SLSJ repose, dans une proportion deux fois plus grande que dans l'ensemble du Québec, sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles (Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie, 2023b). À cet effet, la région maintient, à travers les années, sa renommée pour l'industrie de l'aluminium qui génère 36 % de la production canadienne (Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie, 2023 c). L'économie régionale tend toutefois à se diversifier et d'autres secteurs d'activités contribuent de plus en plus au développement et au rayonnement du SLSJ, comme l'agroalimentaire, le tourisme, les ressources énergétiques, le savoir, les arts (Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie, 2023 c).

Quant à son organisation administrative, le SLST est composé de 5 municipalités régionales de comté (MRC), dont la ville de Saguenay qui en forme une à elle seule, de 49 municipalités, de 11 territoires non organisés et d'une communauté innue. En dépit de son étendue, c'est majoritairement en bordure du lac Saint-Jean et le long de la rivière Saguenay que se concentre la population de la région. De plus, près du quart (24,3 %) de la population habite en milieu rural. En 2022, cette dernière était d'ailleurs évaluée à 282 330 habitants. De ce nombre, 49 % sont des femmes et 51 % sont des hommes

(Institut de la statistique du Québec, 2023). Une forte concentration de citoyen.nes est également observée dans la ville de Saguenay. Avec ses 147 174 habitants, elle rassemble plus de la moitié de la population régionale (Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie, 2023a).

Le profil populationnel de la région se démarque en raison de ses enjeux démographiques qui se distinguent du reste du Québec. En effet, les données gouvernementales démontrent que l'âge moyen de la population du SLSJ (45 ans) est au-dessus de celle du Québec (42 ans) (Institut de la statistique du Québec, 2023). Le pourcentage en 2020 de personnes âgées de 65 ans et plus (24 %) est aussi plus élevé pour la région que pour l'ensemble du Québec (20 %) (Le Québec économique, 2021). Les projections démographiques prévoient un vieillissement plus marqué des Saguenay-Jeanois.es que des Québécois.es, d'ici 2041. En effet, la proportion des 65 ans et plus devrait avoisiner 32 % au SLSJ, comparativement à 26 % au Québec (Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2022). Le vieillissement de la population régionale s'accompagne également d'une décroissance populationnelle anticipée de 5,6 %, tandis qu'une hausse de 10,6 % est projetée pour le Québec (Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2022). En ce sens, si les projections se confirment, dans les 20 prochaines années, le SLSJ continuera de voir décroître sa population totale ainsi que le nombre de citoyen.nes âgé.es de moins de 65 ans, tandis que la proportion d'individus de 65 ans et plus, elle, continuera d'augmenter (Le Québec économique, 2021).

Hormis les enjeux démographiques du vieillissement de la population, le portrait de la santé et du bien-être de la population du Saguenay–Lac-Saint-Jean avant la pandémie de la COVID-19 évalue qu'environ 14 % des Saguenay-Jeanois.es vivent une situation de défavorisation sociale liée à une faible scolarisation ou un faible revenu (Arth et al., 2022). Pour la moitié d'entre eux, il apparaît que le niveau de défavorisation matérielle est plus accentué, se traduisant par un très faible revenu, des prestations d'aide sociale et de l'insécurité alimentaire (Arth et al., 2022). D'ailleurs, le portrait révèle que plus de

33 000 adultes et environ 7 800 enfants de la région ont insuffisamment de nourritures ou sont inquiets d'en manquer (Arth et al., 2022).

Enfin, en ce qui concerne le niveau de scolarité de la population, en 2021, 19 % de la population régionale ne détenait aucun certificat, diplôme ou grade (Statistique Canada, 2023). Cette proportion est quasi identique entre les femmes et les hommes. Les citoyen.nes de la région sont moins scolarisés comparativement à la moyenne québécoise (Institut de la statistique du Québec, 2022). En effet, au Québec, 9,9 % de la population femmes et hommes confondus, ne possèdent aucun diplôme (Institut de la statistique du Québec, 2022). Dans la région du SLSJ, en 2021, la majorité de la population (60,2 % des femmes et 62,2 % des hommes) possédait un diplôme d'études postsecondaires, comme d'une école de métier ou d'un niveau collégial (Statistique Canada, 2023). De plus, 14,7 % de la population de la région détenait un diplôme d'études universitaires, tous cycles confondus. Parmi ces personnes, 2,3 % détenaient un diplôme de maîtrise et 0,4 %, un doctorat (Statistique Canada, 2023).

4.2. Le Grand dialogue régional pour la transition : sa genèse et son développement

La mise en contexte socioterritoriale présentée permet de mieux comprendre la genèse du Grand Dialogue. En effet, vu l'occupation historiquement prédominante des secteurs industriels dans l'économie de la région, le SLSJ était un terreau fertile à l'émergence de grands projets d'ingénieries tels qu'Énergie Saguenay pour promouvoir le développement économique de la région. Or, à travers les années, ces projets industriels ont suscité de vives tensions et une polarisation du débat au sein de la population, opposant ainsi des visions contraires de développement régional basé sur l'économie, au détriment l'environnement. C'est donc en réaction à ce climat, et motivé par un désir de surmonter collectivement cette division, que le Grand dialogue régional s'est enraciné dans la communauté afin d'identifier les points de convergences qui permettront de repenser le développement régional.

Également convaincu que la manière dont les sociétés se sont développées, d'hier à aujourd'hui, engendre des effets dévastateurs pour l'ensemble du vivant, et ce, tant à

l'échelle planétaire que régionale (les changements climatiques, l'exacerbation des inégalités, le déclin de la biodiversité, la pollution et les pathologies émergentes n'en sont que quelques exemples), le Grand Dialogue se voit comme une alternative à cette voie empruntée depuis des décennies pour réfléchir « autrement » la région, c'est-à-dire, en dehors du développement industriel. Se positionnant comme un mouvement non partisan, la démarche du Grand dialogue s'inscrit comme une initiative citoyenne inclusive « qui ne vise pas à prendre le pouvoir, mais à le réformer par la base » (Del Fa et Marchand, 2021) et qui ne prend pas position sur les grands projets industriels. En effet, l'initiative « tente de sortir des clivages, et de n'être ni "contre" ni "pour" le projet, mais de proposer une troisième voie qui envisage une tout autre trajectoire » (Del Fa et Marchand, 2021). Conséquemment, le Grand dialogue se définit comme une alternative, un moteur d'action, un appel à discuter collectivement des perspectives d'avenir afin de redéfinir les structures sociales, économiques, politiques dans une optique de transition sociale et écologique.

Les personnes instigatrices de l'initiative avaient ainsi comme volonté de départ de rassembler des citoyen.nes de partout sur le territoire du SLSJ qui sont déjà mobilisé.es « à agir concrètement, à innover, à expérimenter des initiatives et des modes de vie en cohérence avec les systèmes écologiques et humains » (Le Grand Dialogue, 2020, p.4). En réunissant une douzaine des personnes issues de différents champs professionnels, des « têtes de réseaux », des leaders dans leurs secteurs d'activités, l'initiative a pu constituer son noyau départ et ainsi réfléchir à une initiative qui transcende tous les secteurs d'activités.

4.3. Description, buts, objectifs, stratégies du Grand Dialogue

Tel que décrit sur leur site web, le Grand dialogue se définit comme étant « une initiative citoyenne de transformation sociale et d'autodétermination » (Grand dialogue régional, s.d.) accompagnée de très près par la recherche universitaire grâce à l'étroite collaboration de l'Université du Québec à Chicoutimi. Il s'agit d'une démarche audacieuse qui fait le pari de créer, collectivement, un nouveau récit pour l'avenir de la région en construisant ses propres véhicules de transformation qui lui permettront de

concrétiser une transition sociale et écologique. Le Grand dialogue aspire ainsi se doter d'une vision régionale de la transition sur un horizon de 10 ans. L'initiative propose donc de « documenter les actions et aspirations des individus, des organisations et des communautés de la région. [Le Grand dialogue veut également] mobiliser l'intelligence collective pour définir une vision réaliste et pertinente de la transition, puis élaborer une feuille de route concertée pour y arriver » (Grand dialogue régional, s.d.). Pour ce faire, toute personne croyant en la nécessité de transformer les systèmes politiques, économiques et culturels est ainsi conviée à se joindre au mouvement. La mobilisation citoyenne est donc au cœur de cette démarche qui permettra, d'ici 2026, de coconstruire ce plan d'action dans lequel les grands chantiers de transition, les actions à mener, les responsabilités ainsi que les échéances seront déterminés (Grand dialogue régional, s.d.).

La mobilisation de la population sur l'ensemble du territoire a été réfléchi de manière à ce que l'initiative progresse dans le temps et en amplitude. Cette dernière se veut décentralisée, organique et à l'image de la croissance d'un arbre : de la germination à la forêt. La métaphore représentée en cinq phases illustre à la fois l'évolution de la démarche du Grand Dialogue et sa structure en ce qui a trait à la mobilisation citoyenne autour de l'initiative qu'il souhaite voir grandir:

- **La germination.** La germination représente l'étincelle, l'émergence. C'est le comité de démarrage, constitué d'une douzaine de personnes, qui propose la démarche et en assure le lancement.
- **Le cotylédon.** Ce sont les premières feuilles de la plante, qui vont capter l'énergie nécessaire à la croissance. Le cotylédon mobilise les personnes les plus actives de la transition dans un ensemble de comités thématiques organisés en cercle de travail, afin d'assurer le pilotage de la démarche.
- **Les ramures.** Ce sont les branches et les tiges qui s'étendent dans toutes les directions de manière à capter un maximum d'ensoleillement. Ce sont quelques milliers de personnes engagées pour la transition, qui vont participer activement au dialogue et mobiliser leurs milieux.
- **Le feuillage.** C'est la multitude, la pluralité, la diversité de formes, de tailles et de couleurs. Le feuillage, c'est la mobilisation générale de la population régionale afin qu'elle alimente le dialogue avec ses connaissances, ses idées, ses rêves.

- **La forêt.** C'est le territoire sur lequel se déroule la scène. C'est notre écosystème dynamique. C'est le panorama que l'on souhaite voir se transformer.

(Grand dialogue régional, 2020, p. 10)

Dans le Grand dialogue, la germination va entraîner la formation du cotylédon, qui va mobiliser les ramures, qui vont à leur tour rejoindre et mobiliser le feuillage, afin de transformer la forêt (en l'occurrence la société et le territoire).

4.4. Favoriser le dialogue : les activités d'animation

Croyant fortement que la région dispose de tout le nécessaire pour concrétiser une transition à l'image des personnes qui habitent le territoire et devenir un modèle pour la province, le Grand dialogue est officiellement lancé, en octobre 2020, sous le slogan *On le sait, on a tout, on le fait*. Pour l'occasion, les membres du comité de germination ont réalisé une conférence de presse rejoignant plus de 4000 personnes (Hélène). Étant la première activité officielle de l'initiative, les instigatrices et instigateurs ont profité de cette tribune pour présenter la démarche et inviter la population à s'impliquer au sein de l'organisation du Grand dialogue, ou encore à se joindre aux activités de dialogue.

Ces dernières prenant différentes formes ; elles ont toutes pour objectifs de récolter les rêves, les aspirations et les propositions de l'ensemble de la population sur différents sujets liés à la transition socioécologique. Pour ce faire, 21 thématiques permettent aux citoyen.ne.s de dialoguer au sujet de la transition sociécologique à travers différents enjeux de la vie quotidienne pour lesquels des changements en faveur d'un mieux-être social et écologique sont souhaités. Les thèmes suivants ont été soumis aux activités de dialogue : l'alimentation, la santé collective, le territoire, la nature, la mobilité, le travail, l'économie, la consommation, le vivre-ensemble. Une grande importance est également accordée à l'idée d'échanger sur les liens sociaux, soit les relations interculturelles, notamment avec les populations autochtones du territoire, et les relations intergénérationnelles en s'intéressant aux aspirations des jeunes comme des personnes âgées. Les autres thèmes se concentrent sur la résilience, les arts et la culture, le pouvoir d'agir collectif, la posture d'ouverture et d'inclusion, l'éthique, les loisirs, les principes

qui favorisent des débats constructifs, de même que le rapport de la région au reste du monde (Grand dialogue régional, 2020).

En raison du contexte sociosanitaire, la première série d'activités de dialogue fut proposée virtuellement, via zoom entre mai et octobre 2021. Les participant.es étaient alors amené.es à imaginer leur situation rêvée en lien avec la thématique discutée. Un échange s'en est suivi afin d'identifier des actions concrètes pour atteindre cette vision idéale d'ici les 10 prochaines années. Parmi les thématiques ayant suscité le plus d'engouement et de mobilisation citoyenne, on retrouve l'alimentation, la santé, le territoire, la nature et la mobilité. Il s'agit des thématiques qui se sont révélées interdépendantes les unes des autres. 25 séances de dialogue ont été animées sous cette formule, rejoignant plus de 350 personnes.

Au courant de l'été 2021, le Grand dialogue a également été à la rencontre des citoyen.nes de la région, toujours dans l'optique de récolter leurs rêves, mais cette fois-ci, dans une formule plus informelle, par le biais d'un Vox pop. Au moment des entrevues réalisées dans le cadre de cette recherche (entre septembre 2021 et janvier 2022), ces activités étaient encore en cours.

Certaines activités ont également permis de rejoindre une population précise, notamment grâce à la collaboration avec des institutions ou des organismes du territoire. À titre d'exemple, au printemps 2021, près de 100 étudiant.es en éducation spécialisée du Cégep de Jonquière ont été amenées, dans leur cours de gérontologie, à réfléchir aux personnes âgées en termes de définition, de besoins, de rêves, et de projets à mettre en place pour améliorer leur place dans la société. Les étudiant.es ont, par la suite, été à leurs rencontres, ce qui a permis de récolter la vision pour l'avenir d'environ 200 aînés. D'autres activités ont également permis de cibler plus spécifiquement les jeunes, parfois en collaboration avec des maisons de jeunes, d'autres fois avec les bibliothèques, des écoles primaires, des camps de jour, etc.

D'autre part, le Grand dialogue est un espace créatif qui sait saisir les opportunités afin de rejoindre la population. À cet effet, les actrices et acteurs de l'initiative ont su

profiter de l'Halloween afin de réaliser une activité dans un décor immersif au cœur d'un village dans la MRC du Lac-Saint-Jean afin d'entendre la voix des jeunes sur différents sujets liés à la transition socioécologique.

Une multitude d'autres activités ont été réalisées partout sur le territoire de la région au cours de la première année et demie d'existence de l'initiative, passant de la projection de courts-métrages, à l'assemblée de cuisine virtuelle, ou encore, aux activités d'art, sans oublier le déploiement des trousseaux d'activités autonomes, qui peuvent être animées dans différents contextes, avec la famille, les ami.es, ou encore au travail. Par ailleurs, au moment des entrevues, de nombreuses autres activités étaient en développement, entre autres, un projet de recherche qui permettra d'aller à la rencontre de groupes de la population moins entendus².

Outre les activités d'animation organisées auprès de la population, la vie organisationnelle du Grand dialogue est tout aussi animée. C'est grâce aux différents cercles de travail que les rêves et les aspirations de plus de 1400 personnes ont pu être récoltés et documentés (Bilan des activités, 2021). La prochaine section s'attardera d'ailleurs à décrire la structure et le fonctionnement de ces cercles de travail, de même que leurs rôles au sein de l'initiative.

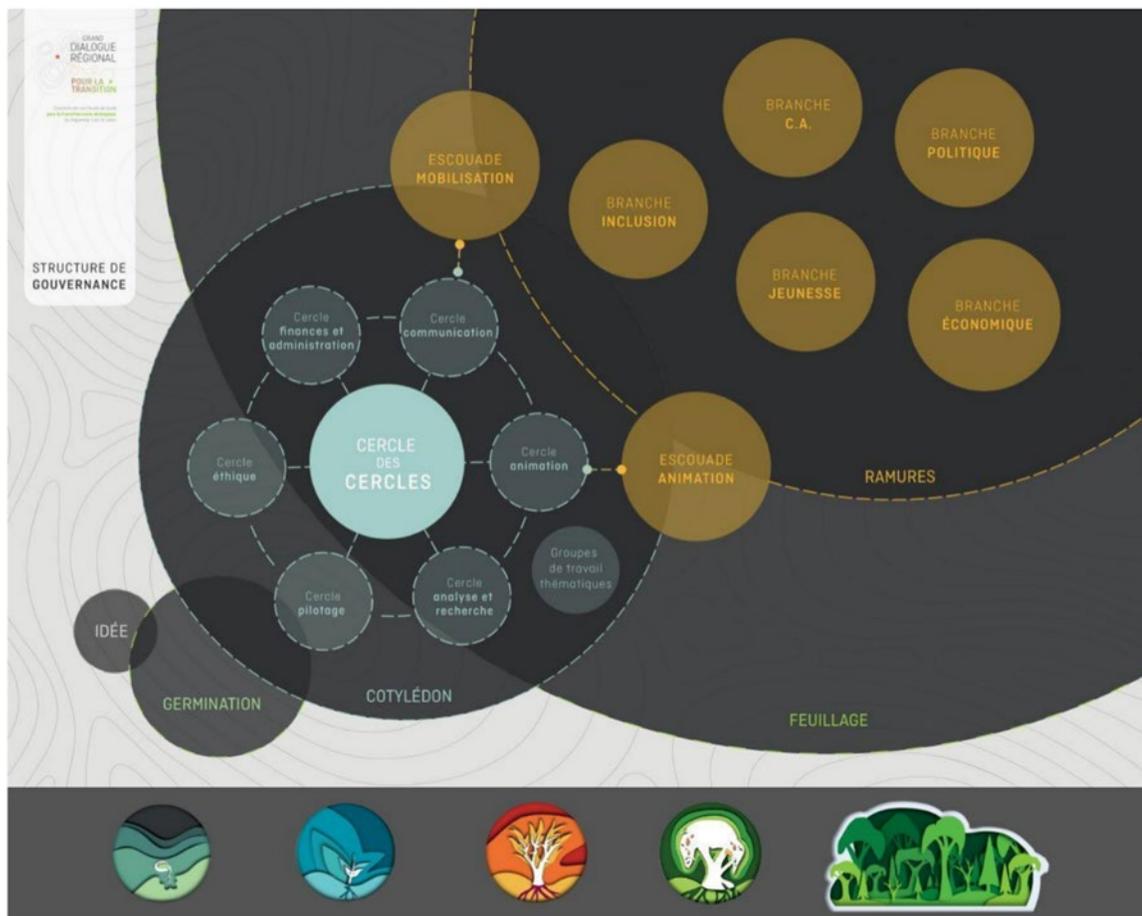
4.5. Structure – fonctionnement du Grand dialogue

Au moment de la collecte de donnée, le Grand dialogue est composé de différents cercles de travail qui, tout en ayant chacun des rôles particuliers, agissent de manière interdépendante. Comme présenté dans le schéma ci-dessous, la structure de l'initiative illustre sa métaphore de croissance, passant de la germination à la forêt. Il est toutefois à noter que la structure du Grand dialogue n'est pas statique. Celle-ci est appelée à évoluer au rythme auquel se développe l'initiative.

² Projet financé grâce à une subvention de la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC).

Figure 2

Schéma de la structure du Grand dialogue



(Bilan des activités, 2021)

Le premier cercle, celui de la germination, constitue le groupe de citoyen.nes instigateur.trice.s de l'initiative. Ce cercle, composé des personnes ayant un vaste réseau de contacts qui sont issues de divers milieux répartis aux quatre coins de la région, a évolué au rythme de la croissance du Grand dialogue et s'est transformé en *Cercle de pilotage*. Au sein de l'initiative, son rôle est d'« assurer une cohérence entre les divers groupes de travail et [d']aligner une stratégie globale afin de répondre à la mission du Grand dialogue » (Le Grand dialogue, 2021, p. 23). Sans être un cercle plus important que les autres, il occupe un rôle stratégique en étant le gardien des grandes orientations de

l'initiative. Le *Cercle pilotage* veille donc à ce que l'ensemble des actions soit en cohérence avec la volonté initiale du mouvement. Il assure le réseautage et les liaisons avec des partenaires et collaborateurs. Ce cercle s'est enrichi par la présence de nouvelles personnes qui s'y sont jointes à la suite du lancement, et il continue de grandir, tout comme chacun des autres cercles du Grand dialogue. Il est un lieu où les responsables de chacun des autres cercles sont présents. Pour l'année 2021, ce sont 19 personnes qui y ont contribué. Parmi les réalisations du *Cercle de pilotage*, l'obtention d'un soutien financier de la Fondation Béati a permis l'embauche d'une première personne salariée permanente ayant des fonctions de coordination et de liaisons. Une collaboration avec le Front commun pour la transition énergétique a aussi rendu possible une deuxième embauche afin d'assumer les aspects liés aux communications, à l'administration et aux finances. Le *Cercle de pilotage* a également élaboré une politique de transparence et d'inclusion au sujet des collaborations, ce qui permet à l'initiative de maintenir un dialogue inclusif et dans l'ouverture. Cette politique a donné lieu à la création d'un registre, rendu public, des organisations ayant contribué, d'une manière ou d'une autre (par leur soutien financier, par exemple) au Grand dialogue.

Étant une initiative accompagnée de très près par la recherche, la mise en place d'un *Cercle analyse/recherche* allait de soi. Ce dernier possède le double mandat de participer et d'accompagner la collecte des données qui alimentent la feuille de route pour la transition socioécologique, en plus de documenter et d'analyser la mise en place du Grand dialogue pour améliorer les connaissances, notamment sur l'engagement citoyen et la reprise du pouvoir collectif. 25 personnes se sont impliquées dans ce cercle en 2021. Différentes activités de co-construction d'une mission et d'une vision commune du cercle ont permis d'assurer la compréhension commune des thématiques animées auprès de la population et de vulgariser les enjeux de transition d'une part, et d'autre part, d'entamer une démarche de recherche-action citoyenne.

Quant au *Cercle animation*, son objectif est de créer des activités afin de récolter les rêves et les visions des Saguenay-Jeanois.es pour leur région. Il travaille en étroite collaboration avec l'escouade animation qui se mobilise pour animer les ateliers dans les

différents milieux. Ce cercle, des plus vivants a su mobiliser 198 citoyen.nes prenant part à une ou plusieurs des 24 rencontres qui ont permis l'organisation des activités d'animations. Parallèlement à ce cercle, différents sous-groupes de travail appelés *branches*, ont été mis en place dans l'objectif de rejoindre des milieux spécifiques. Par le fait même, une branche jeunesse du Grand dialogue s'est développée. Cette dernière élabore également des activités participatives, mais dans un souci de les adapter aux différentes populations jeunesse afin d'inclure leurs voix, leurs rêves et leurs revendications. Étroitement liée au *Cercle animation*, la branche inclusion s'est aussi développée dans le souci d'inclure toutes les voix dans l'élaboration de cette vision régionale. Cette branche nouvellement déployée lors de la collecte de données permettra notamment de cibler qui sont les personnes non rejointes jusqu'à présent par l'initiative.

Le *Cercle administration et finances* et le *Cercle communication* jouent, pour leur part, des rôles tous aussi essentiels qui contribuent à concrétiser la mission du Grand dialogue régional. Le premier a notamment la charge du développement des outils de gestion internes ainsi que de l'identification des sources de financement potentielles. Ce cercle a mobilisé une douzaine de personnes différentes au cours de l'année 2021. Le deuxième, lui, veille à orienter et planifier les communications dirigées vers les différents publics cibles du Grand dialogue. Il est d'ailleurs en étroite collaboration avec les autres cercles afin de déterminer et vulgariser les contenus d'informations à diffuser, comme la promotion des activités, ou encore la diffusion des résultats de l'analyse des données. Environ 10 personnes ont participé à ce cercle.

Pour ce qui est du *Cercle éthique*, 11 personnes s'y sont impliquées. Ses fonctions sont principalement orientées vers deux angles de travail, soit la définition de l'éthique générale du Grand dialogue et le développement de mécanismes et d'outils pour maintenir le dialogue et la co-construction au sein de tous les cercles de l'initiative. De nombreuses réflexions ont ainsi été initiées par le *Cercle éthique*, notamment en ce qui a trait à la définition des valeurs de l'initiative, au sens donné à l'inclusion, aux limites du dialogue, ou encore, des réflexions liées à la gestion des conflits, aux prises de décisions difficiles et à la mise en place d'endroits sécuritaires pour discuter.

Comme illustré dans la cartographie du Grand dialogue, chacun des cercles de travail est en interrelation et converge chacun vers le *Cercle des cercles*. Cet organe, se retrouvant au cœur du cotylédon, est un espace démocratique et de codécision qui rassemble tous les actrices et acteurs du Grand dialogue, mais aussi plus largement, toutes personnes curieuses d'en apprendre sur la dynamique de l'initiative et son fonctionnement. Le *Cercle des cercles* assure ainsi une cohérence entre les actions de chacun des groupes de travail et permet de partager les avancements de chaque groupe, tout en étant un lieu d'échange et de discussion où il est possible d'observer la création d'une synergie et un maillage entre les différents cercles et branches. En 2021, 6 rencontres de ce cercle ont eu lieu, rejoignant entre 15 et 25 personnes à chaque séance.

En complément de cette cartographie, l'initiative a choisi d'illustrer, dans sa métaphore, les liens avec la communauté innue Mashteuiatsh avec l'arbre des Premières Nations. Le Grand dialogue choisit ainsi de laisser la communauté de Mashteuiatsh mener ses propres démarches tout en établissant des liens et en s'assurant que les actions du Grand dialogue n'interfèrent pas et soient complémentaires.

Finalement, la cartographie illustre la gouvernance du Grand dialogue. Celle-ci est décrite dans les documents de l'initiative et par certain.es actrices et acteurs rencontrés lors des entrevues comme étant sociocratique. Il s'agit d'une gouvernance partagée. Ainsi, les fonctions liées à la gestion, à la planification et à l'organisation sont exercées collectivement grâce à la mise en place de balises de fonctionnement et de périmètres clairs pour chacun des cercles. En ce sens, dans la structure du Grand dialogue, chaque cercle est considéré comme une entité autonome qui définit sa mission, ses valeurs, ses mécanismes décisionnels, tout en étant relié aux autres par une même mission et un fonctionnement commun. Les prises de décisions sont donc distribuées dans l'ensemble de la structure. Les décisions sont d'ailleurs prises par consentement. À l'inverse du consensus où toutes les parties prenantes doivent être en accord, les décisions prises par consentement impliquent que personne ne soit en opposition à la proposition.

Enfin, les informations exposées dans la description de l'initiative permettront une meilleure compréhension des résultats issus des entrevues réalisées auprès des actrices et acteurs du Grand dialogue, qui d'ailleurs, seront présentés dans la section suivante.

4.6. Présentation des acteurs.trices

Cette section présente les personnes participantes à la recherche qui ont été rencontrées lors des entretiens. Dans la composition de l'échantillon, une attention a été portée afin d'obtenir une participation paritaire de femmes et d'hommes à la recherche et d'en tenir compte dans l'analyse. Ainsi, 4 femmes et 3 hommes ont été rencontrés. Le bref portrait sociodémographique ci-dessous montre le haut niveau de scolarité qui se dégage du profil des actrices et acteurs rencontrés. Parmi ces derniers, plusieurs ont également contribué au démarrage de l'initiative en faisant partie du comité de germination et, pour la majorité, leur implication est rémunérée. Il est à noter qu'afin d'assurer l'anonymat et la confidentialité des actrices et acteurs participant.es, des noms fictifs leur ont été attribués.

Tableau 1

Profil sociodémographique des actrices et acteurs.

Actrices et acteurs participant.es	Identité de Genre	Tranche d'âge	Niveau de scolarité	Temps d'implication	Nature (rôle) des implications (actuelles ou passées)
Hélène	Femme	50-59	Doctorat	2 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de germination <i>Implication non rémunérée</i>
Philippe	Homme	40-59	Doctorat	2 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de germination • Cercle de pilotage • Cercle recherche • Cercle animation <i>Implication rémunérée</i>
Mathieu	Homme	40-59	Doctorat	2 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de germination <i>Implication rémunérée</i>
Marie-Ève	Femme	30-39	Maitrise	1 an	<ul style="list-style-type: none"> • Cercle recherche <i>Implication rémunérée</i>
Sophie	Femme	40-49	Maitrise	2 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de germination • Cercle de pilotage • Cercle administration et finances • Cercle communications <i>Implication rémunérée</i>
Guillaume	Homme	18-29	Baccalauréat	1 an et demi	<ul style="list-style-type: none"> • Cercle éthique • Cercle recherche • Cercle de pilotage <i>Implication non rémunérée</i>
Mélanie	Femme	30-39	Maitrise	1 an	<ul style="list-style-type: none"> • Cercle animation • Cercle recherche <i>Implication rémunérée</i>

Les personnes rencontrées ont également exprimé leurs motivations à s'impliquer dans une telle initiative. La croyance en la nécessité d'agir sur des enjeux qui les préoccupent, comme les enjeux environnementaux, est un moteur d'action. Pour quelques personnes, le fait que l'implication soit rémunérée leur permet également de conjuguer leur pratique professionnelle à leurs convictions personnelles.

Tableau 2

Motivations des actrices et acteurs

Actrices et acteurs rencontrés	Motivations à s'impliquer dans l'initiative
Hélène	L'implication d'Hélène au sein du grand dialogue lui permet de concilier des objectifs professionnels. Son implication au sein d'un mouvement citoyen lui procure un grand sentiment de liberté. Cela lui permet d'agir pour « <i>changer les choses pour les individus qui se butent, pour en tout cas, pour les personnes qui vivent dans des situations vraiment vulnérabilités à toutes sortes d'obstacles</i> » sans être confrontée à la résistance du système dans lequel elle exerce sa profession.
Philippe	L'envie de réfléchir et concrétiser une telle initiative vient entre autres du désir de créer des liens entre les actrices et acteurs de la région déjà actifs pour changer le monde dans lequel les saguenay-jeannois.es vivent. Selon lui, des centaines, voire des milliers de personnes sur le territoire œuvrent, pour le bien commun, tant dans les secteurs de l'éducation, de l'alimentation, de la santé, du tourisme, de la protection des paysages. Il constate toutefois que les initiatives ne se connaissent pas entre elles. Il souhaite donc que, par le biais du Grand Dialogue, ces individus travaillant déjà à la transition se mobilisent « dans quelque chose qui est plus collectif, plus régional, plus trans sectoriel qui pourrait vraiment accélérer les transformations pour lesquelles on travaille tous et toutes ».
Mathieu	Pour Mathieu, son implication au Grand Dialogue s'avère être la suite logique à ces implications passées. Il est d'autant plus motivé par une volonté de mise en action. Selon lui, le slogan « on le sait, on a tout, on le fait » du Grand Dialogue représente bien les motivations qui le conduisent à s'investir dans cette initiative. Par ailleurs, il est motivé par un sentiment de colère vis-à-vis « d'un système qui, ouin, c'est ça, qui a de la difficulté à se rendre compte du fait qu'il détruit ».

	Face à cette indignation s'oppose toutefois « un [fond d'espoir], parce que les deux se confrontent en même temps, mais y'a vraiment un espoir qu'on est capable de faire les choses autrement, parce que ça se fait déjà à petite échelle ».
Marie-Ève	Pour Marie-Ève, son implication dans le Grand Dialogue est arrivée par la voie professionnelle avec l'équipe de recherche d'une université qui accompagne l'initiative du Grand dialogue. En étant rémunéré par des fonds de recherche, cela permet à Marie-Ève de se joindre à l'initiative à titre de professionnelle.
Sophie	Sophie explique qu'elle est impliquée et militante depuis de nombreuses années dans les milieux environnementaux et de défense des droits humains au Québec. L'initiative est en cohérence avec ses valeurs et ses convictions. Elle lui permet d'agir sur des enjeux qui la préoccupent profondément. Sa motivation vient d'autant plus de la croyance que collectivement, il est possible d'opérer des changements.
Guillaume	Guillaume a fait de nombreuses lectures d'essais socio-économique et socio-environnementale et il retient que s'impliquer concrètement dans un mouvement faisait partie des pistes de solutions à la portée des citoyens citoyennes. Guillaume s'est senti interpellé lors du lancement du Grand dialogue sur les réseaux sociaux. Son implication est une façon pour lui de faire avancer les enjeux sociaux et la transition socioécologique.
Mélanie	Le fait d'être salariée est ce qui lui permet de s'impliquer au sein de l'initiative. Mélanie précise qu'elle croit fondamentalement en l'initiative, mais qu'elle n'aurait pas la capacité de s'y investir à titre de citoyenne. Par ailleurs, ses collègues au Grand dialogue sont des personnes qu'elle connaît bien et qu'elle apprécie. Cela est d'autant plus une motivation à s'engager dans la démarche. Pour elle, le Grand dialogue est l'opportunité « d'amener [ses] préoccupations personnelles de citoyennes à l'intérieur du projet et de ne plus juste le faire comme bénévole, pouvoir le faire comme professionnelle payée ». Elle y voit donc la possibilité de faire avancer professionnellement ses souhaits et convictions personnelles et citoyennes.

Chapitre 5 Présentation des résultats

Ce chapitre présente les résultats recueillis lors des entretiens semi-dirigés réalisés auprès de 7 personnes impliquées dans le Grand Dialogue pour la transition socioécologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Les prochaines pages exposeront les données organisées et catégorisées de manière à mettre en lumière les informations significatives permettant de répondre à la question et aux objectifs de recherche. À titre de rappel, l’objet de cette recherche est l’intégration des enjeux spécifiques vécus par les femmes lors de l’élaboration des initiatives de transitions socioécologique. Les entrevues visaient ainsi à documenter la compréhension et la sensibilité des actrices et acteurs responsables des initiatives de transition socioécologique aux enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes et à analyser la manière dont ces derniers sont considérés lors de l’élaboration des initiatives de transition socioécologique.

La présentation des résultats s’appuie sur l’émergence de thèmes issus des entrevues réalisées, permettant ainsi de mettre en lumière le sens donné par les actrices et acteurs à l’intégration des enjeux de genre dans l’initiative. La démarche générale a été réalisée dans la perspective de refléter de la manière la plus fidèle possible les discours des actrices et des acteurs. En ce sens, la vision de la transition, l’apport de la structure de l’initiative, la préoccupation pour le genre, les mécanismes d’inclusion et les défis, la posture des acteurs et actrices ainsi que l’impact de la recherche sont les grandes thématiques émergentes qui seront abordées dans les lignes qui suivent.

5.1. Vision de la transition : prendre soin des gens et de l’environnement

Les différents enjeux liés à la transition socioécologique étant au cœur de cette recherche, il est pertinent de débiter la présentation des résultats en s’intéressant à la signification qu’accordent les actrices et les acteurs rencontrés à ce concept. Cette section est ainsi articulée autour du sens donné à la transition, soit l’amélioration des conditions de vie, la participation citoyenne et les processus individuel et collectif qu’elle implique.

5.1.1. Amélioration des conditions de vie

Il semble que l'émergence de l'initiative du Grand dialogue s'appuie sur un désir de développer une vision alternative du développement de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Les entrevues révèlent une certaine cohésion dans la perception qu'ont les actrices et acteurs du Grand dialogue de ce qu'implique une transition sociale et écologique. En effet, les sept personnes rencontrées abordent la question de la transition du point de vue de l'environnement physique et de l'environnement social. Les participant.es accordent ainsi une valeur particulière à la mise en place d'une structure sociale qui favorise un mieux-être collectif. Les grandes questions de justice, d'équité, d'inclusion et d'une meilleure répartition des richesses sont donc au cœur de leurs discours. C'est d'ailleurs ce qu'exprime Sophie : « [...] des fois, les gens voient la transition comme si c'était surtout environnemental, mais pour nous, le côté social est très important aussi. Fait que oui, y'a les changements climatiques, mais y'a toutes les autres inégalités sociale, politique, culturelle, économique, à côté ». Philippe va dans le même sens. Il ajoute que la transition socioécologique, c'est : « mieux prendre soin des gens, mieux prendre soin de notre environnement ». Plus concrètement, ce qui émerge du discours des participant.es est la croyance en laquelle la transition résulte en l'amélioration des conditions de vie des citoyens citoyennes. À cet effet, Hélène stipule que c'est :

[...] une rencontre des besoins de base essentiels, pour tout le monde, le logement, l'accès à l'éducation, l'accès à une nourriture saine pour tous, à un revenu stable, à des écosystèmes stables, à la paix, tu sais, à une, une organisation du vivre ensemble qui permet d'actualiser les aspirations de tout un chacun. Le mieux possible (Hélène).

En ce sens, la nécessité de la transition n'est pas uniquement en réponse aux changements climatiques. Bien que ces dernières sous-tendent l'initiative et qu'ils en soient l'un de ses fondements, Sophie conçoit que les perturbations du climat sont des « [phénomènes] qui [arrivent], qui [contribuent] à des inégalités déjà existantes et qui [vont] les exacerber de plus en plus [...] ». C'est en ce sens que les actrices et acteurs du Grand Dialogue perçoivent que la transition doit être globale.

Par ailleurs, en abordant la vision que les actrices et acteurs ont de la transition, certaines personnes ont précisé leurs compréhensions des inégalités sociales en lien avec les transformations du climat. À cet effet, Guillaume et Hélène expriment que des disparités existent entre les populations et que certains groupes sont susceptibles de vivre plus difficilement les conséquences des changements climatiques. Ces disparités ne sont pas étrangères aux conditions dans lesquelles vivent les citoyen.nes :

Bien, écoute, c'est sûr que tous ceux qui vivent des situations de discriminations, de vulnérabilité, ils ressentent plus durement les changements climatiques que les autres, parce que ça vient jouer sur ta marge de manœuvre, c'est quoi ta capacité d'adaptation. Si tu n'en avais déjà pas, t'es foutu (Hélène).

Déjà si on pense aux ilots de chaleur au centre-ville. Ben là, les populations défavorisées n'ont pas d'argent pour s'acheter un air climatisé l'été, euh, c'est peut être pas dans leur priorité non plus, y'a ces trucs-là, ce qui est beaucoup des décisions politiques aussi, d'urbanisme, d'augmenter la Canopée urbaine si tu veux réduire tes ilots de chaleurs, d'avoir un plus grand terrain, pour avoir plus d'arbres, mais là ça coûte plus cher, fait que c'est sûr que les personnes défavorisées iront pas vers ça, fait que non c'est sûr que c'est pas toute les, c'est sûr qu'il y a des disparités en fait des populations sur les enjeux (Guillaume).

En ce sens, ils et elles sont sensibles aux enjeux que peuvent vivre les personnes en situation de pauvreté, notamment. Cette analyse semble partagée par les sept (7) actrices et acteurs qui reconnaissent que sur différents plans, certains groupes au Québec sont sujets à vivre plus difficilement les conséquences des changements climatiques. Alors que les participant.es partageaient leurs perceptions des conséquences des changements climatiques sur les différentes populations, deux (2) actrices ont aussi évoqué des liens avec les inégalités vécues par les femmes. Selon Hélène, la charge mentale et les rôles sociaux traditionnellement attribués aux femmes sont en partie en cause :

[...] les femmes on a aussi, c'est documenté, qu'on a une grande charge mentale pis que les enfants sont beaucoup atteints avec l'écoanxiété pis tout, t'sais toute la nouvelle génération quand elle prend conscience de ce qui, ben dans l'avenir, prennent conscience en fait de l'avenir qui est devant eux, c'est assez troublant [...]. Fait que, mais t'sais c'est ça, c'est sur que dans les aspects, je trouve que les femmes on est beaucoup impactées par tout ça, car on a à soutenir aussi t'sais par notre rôle juste, dans la sphère reproductive

t'sais, avec les enfants et tout, on a cette préoccupation-là peut être, vraiment, je dis pas que c'est pas exclu que les hommes l'ont, mais avec autant d'acuité, des fois parce qu'on porte un enfant pis qu'on a cette responsabilité-là aussi, on la sent encore plus, c'est dans nos trippes, qu'on la sent. À quoi je le soumetts cet enfant-là qui vient, quel type d'avenir il va avoir, t'sais. Donc, c'est sûr que je trouve que, et si on regarde juste une des conséquences des changements climatiques c'est aussi les pandémies, les zoonoses, pis la pandémie actuelle, mais le nombre de pandémies qu'on risque d'avoir aussi si on change pas les choses, bien encore là, on l'a vu, toute les travailleurs essentiels, y'a beaucoup de femmes au niveau du travail essentiel, fait que c'est elles qui ont eu à vivre beaucoup, à rester dans le milieu du travail à s'exposer à des risques, t'sais donc, voilà.

Mélanie, quant à elle, distingue les impacts des changements climatiques de ceux occasionnés par des crises climatiques. En effet, selon elle, les conséquences des changements climatiques sont davantage générées dans les pays des suds, alors qu'au Québec, celle-ci estime que les impacts ne sont pas distincts entre les femmes et les hommes. Elle précise toutefois que les crises environnementales engendrent des effets différenciés selon le genre :

Si je regarde les enjeux, est-ce que je me dis ça semble toucher plus les hommes que les femmes, au Québec, j'ai pas l'impression qui a un genre qui est tant que ça plus touché par les conséquences négatives des changements climatiques au Québec. T'sais ça me saute pas aux yeux. Mais t'sais, si on mettait ça la réflexion plus large, t'sais à l'échelle internationale, ma réponse elle va être bien différente [...] Si tu veux que je te fasse le lien avec changement climatique, moi je trouve que, de façon générale, sans dire qu'il n'y [a pas de différences entre les femmes et les hommes], je trouve que [...], je dirais que c'est pas très signifiant. C'est pas ceux qui me saute aux yeux en tout cas, personnellement. [...] quand la route érode et que ton chemin est barré pour la communication de ton entreprise, hommes comme femmes vont être impactés. Fait que c'est pour ça que je dis je vois pas vraiment de lien direct. Mais si tu me parles de crises environnementales, là je vais te faire des liens beaucoup plus, qui vont plus se distinguer. Les crises environnementales, les crises sociosanitaires, oui c'est les femmes qui vont être plus impactées, parce que même s'il y a une plus grande équité entre le travail domestique homme femme, y'a quand même plus de femmes qui vont avoir la tâche de s'occuper des enfants en bas âge, ou de primaire secondaire que de pères qui vont le faire, en termes de proportion, selon moi [...](Mélanie).

En continuité, Marie-Ève croit que les impacts inégaux des changements climatiques se construisent sur les inégalités sociales déjà existantes, comme celles fondées sur le genre. Elle conçoit ainsi que ces enjeux doivent être considérés dans la transition : [...] les femmes sont un public beaucoup plus vulnérable de manière générale, de par mille et une raisons, pis je pense que forcément, les enjeux climatiques ne peuvent pas se, comment je pourrais dire [ne pas] se construire sur ces vulnérabilités-là qui sont déjà présentes, t'sais fait que je pense que forcément tant qu'on travaille pas de, sur le fond, sur la question des inégalités de genre, ça va être difficile après ça de pouvoir réfléchir à une égalité de traitement, et une égalité d'impact au niveau du genre [...] (Marie-Ève).

Le discours de Marie-Ève demeure toutefois vague lorsqu'elle aborde les enjeux climatiques vécus par les femmes en lien avec leurs vulnérabilités.

5.1.2. La participation citoyenne, concept clé de l'initiative de transition socioécologique : qui sont les personnes rejointes ?

Afin d'arriver à bâtir et à actualiser cette vision de la transition dans la région, les actrices et acteurs du Grand dialogue comptent sur la participation citoyenne. Ils et elles espèrent rejoindre une multitude de personnes issues de milieux aussi variés les uns des autres afin de dresser un portrait le plus complet possible des rêves, des aspirations, des défis rencontrés ainsi que des pistes d'actions possibles qui mobilisent les citoyens et citoyennes de la région du Saguenay Lac-Saint-Jean. À cet effet, les actrices et acteurs croient avoir rejoint un nombre intéressant de personnes grâce aux activités d'animation.

Néanmoins, les actrices et les acteurs estiment que les personnes ayant participé aux animations du Grand dialogue sont celles qui sont conscientes des enjeux traités par l'initiative et « qui croient déjà à la transition » (Sophie). Ces dernières sont ainsi représentatives d'une certaine strate de la société : « c'est pas quelqu'un dans le fond de son rang sur sa ferme laitière qui a participé à ça » (Sophie). En effet, d'après Mathieu, l'initiative a rejoint, jusqu'à présent « majoritairement des jeunes, blancs, hommes femmes assez bien représentés, diversité économique, quand même, mais du monde éduqué. Fait qu'il reste quand même une base privilégiée qui participe à ça [...] » (Mathieu). Il est aussi intéressant de constater que, selon les partages des interlocuteurs.trices, les femmes semblent répondre à l'appel de participation aux activités

de l'initiative dans un ratio plus élevé que les hommes. De fait, une actrice émet l'hypothèse que le Grand dialogue est peut-être « l'opportunité pour les femmes de partager davantage leurs opinions » (Mélanie). Tandis qu'une autre croit que les femmes sont particulièrement rejointes par la démarche puisqu'« [elles sont] particulièrement sensibles à ce changement-là social qui est nécessaire » (Sophie). Néanmoins, Philippe constate que le profil des participantes est relativement homogène et qu'il serait important que la démarche tente de rejoindre une diversité de femmes.

Y'a beaucoup de femmes qui s'impliquent ou qui participent dans le Grand dialogue, mais c'est des femmes de 30 à 50 ans qui sont souvent éduquées, qui sont souvent en milieu urbain, fait que d'aller chercher bien c'est ça, l'intersectionnalité, aller chercher la voix des femmes, en milieu rural, moins éduquées, on les veut ces voix-là, et on veut pas qu'elles s'estompent. (Philippe)

Malgré la conscience que le profil des femmes interpellées par l'initiative est plutôt homogène, il ne semble pas être une priorité pour les actrices et acteurs de rejoindre une plus grande diversité de femmes, notamment celles vivant à la croisée d'une ou plusieurs oppressions, à travers les activités d'animation. En effet, il semble que « les femmes », toutes confondues, soient considérées comme un public parmi d'autres, et donc, qu'une attention n'est pas particulièrement portée à ce que leurs voix, dans toutes leurs diversités, soient spécifiquement entendues. Par conséquent, cette actrice précise qu'elles ne sont « pas encore vraiment nommé comme tel, [comme] un public cible à faire parler plus, même si on est conscient, par contre [des inégalités que vivent les femmes] » (Mélanie).

Par ailleurs, les actrices et acteurs sont sensibles au fait que toutes les populations qui caractérisent le territoire n'ont pas encore été rejointes. Il s'agit d'un aspect qui les préoccupe, et c'est pourquoi les différents cercles réfléchissent à des stratégies afin de « sortir [du réseau] de personnes motivées » (Mélanie). Les personnes rencontrées sont d'avis que les populations à rejoindre doivent être davantage ciblées selon les réalités des territoires de la région. Cela implique, par exemple, de se rapprocher des groupes qui ne sont pas nécessairement en lien avec la transition, comme le « monde de *Quad* pis de quatre roues » (Mathieu) ainsi que les personnes en milieu rural.

C'est pas juste pour les genres, c'est pour les générations, c'est pour les milieux, t'sais des fois la personne dans un groupe, la personne ostracisée ça va être celle qui travaille pour Rio Tinto là, bien non, on veut l'entendre cette personne-là, son avis est important, est pertinent pour nous aussi. Fait qu'on a vraiment cette, tous les groupes en fait [...] Diversité sexuelle, minorités culturelles, personnes avec limitations fonctionnelles, physiques ou mentales, Premières Nations, jeunes, aînés, fait que t'sais c'est vraiment ça qu'on va aller explorer pour être sûr d'entendre tout le monde . [...] Je veux pas que ces voix-là s'estompent dans le portrait général t'sais j'aimerais ça qu'on soit capable de garder un peu la trace des préoccupations des groupes spécifiques là, surtout si leurs préoccupations se distinguent du reste t'sais. Je veux vraiment qu'elles soient entendues ces voix-là. (Philippe)

À ce propos, une nouvelle source de financement obtenue par la Fondation Lucie Andrée Chagnon permet de multiplier les collaborations avec des organisations déjà en contact avec différents groupes ciblés afin que ces publics prennent part aux réflexions de l'initiative.

[...] ce qu'on essaye de faire là maintenant, peut-être que je saute une étape, mais ce qu'on essaye de faire c'est essayer d'aller, de créer des espaces de dialogue avec des groupes qui s'adressent directement avec LGBTQ, avec des personnes qui sont immigrantes, toute toute la diversité qui existe, y'a pleins de monde qui travaille et qui s'occupent, qui se solidarise avec tout ça, fait que nous on va essayer de voir comment est-ce qu'on peut à travers ceux qui font déjà, ce relais. On va pas créer tout ça, ça serait un peu ridicule, on est pas du tout expert, fait que l'idée d'aller connecter avec la diversité c'est en allant se connecter à la diversité, c'est en allant cogner à la porte de dire ok, bien nous on a envie de savoir ce qui se passe dans votre groupe x, vous avez accès à des jeunes dans la rue, par exemple, bien eux autres, comment ils pensent ça le territoire, vu qu'ils sont plus ou moins nomades là, t'sais. Le monde qui font du taxi, qui connaissent la ville comme leur poche, je veux dire, eux on leur pose jamais la question comment on peut gérer des flux de véhicules dans une ville, des pistes cyclables, mais pourtant ils ont une connaissance. Fait que t'sais y'a comme pleins de dialogues un peu hors du commun à aller chercher comme ça, pis après ça, comment inclure réellement. (Mathieu)

Enfin, les discours des actrices et acteurs témoignent en partie de la volonté qu'une diversité de personnes se sentent interpellées par l'initiative de participation citoyenne. À l'heure actuelle, il ne semble pas prioritaire, pour les actrices et acteurs du Grand dialogue, de rejoindre spécifiquement une plus grande diversité de femmes. Ces dernières

sont confondues dans l'ensemble de la diversité des personnes recherchées. Malgré cette volonté d'entendre des voix multiples, il n'en demeure pas moins que l'initiative rejoint un certain public homogène qui n'est pas représentatif de l'ensemble de la population de la région.

5.1.3. La transition vue comme un processus individuel et collectif vers un mieux-être commun

Si des participant.es expliquent leur vision de la transition socioécologique comme une fin en soi, comme un climat social, un mieux-être collectif, un idéal à atteindre une fois les transformations systémiques opérées, Mathieu en parle en termes de processus qui sont multiples. En effet, pour cet acteur, il semble que la transition implique d'abord une dimension personnelle dans laquelle chaque individu s'engage dans un cheminement introspectif qui lui permet de revisiter ses manières d'être, de faire et d'agir.

C'est de créer cette idée-là qu'on est interconnecté et que cette interconnexion elle amène de l'empathie elle amène de la volonté de solidarité, elle amène cette espèce de dire, « ah bien la manière dont moi je pensais la vie, bien finalement, c'était la mienne. À côté, elle vit une tout autre réalité, là. J'ai toujours construit dans mes préjugés de, je sais pas moi d'Innu, bien tout d'un coup, ben non, finalement cette personne-là, c'est une personne ». Si on est capable de faire ça, pour moi c'est de la transition là (Mathieu).

En ce sens, l'on comprend que la transition socioécologique trouve son origine dans une volonté d'opérer, individuellement, sa propre transition, ce qui nécessite de remettre en question ses présupposés, de développer de nouvelles connaissances, de réfléchir son rapport à soi, aux autres et à la nature, en plus de se mettre concrètement en action :

C'est un processus la transition, tu sais, je veux dire, faut réfléchir avec la tête [...] faut comprendre les théories [...] faut se décoloniser l'imaginaire, tu sais, on a des préjugés, faut travailler sur nos savoirs, nos connaissances, mais c'est pas suffisant, faut aussi travailler avec les mains. Faire les choses, se relier avec les gens, être sur le terrain, jardiner [...] whatever [...], mais faire des trucs, pis y'a aussi le cœur qui dit comment est-ce que je suis capable de me relier avec moi, les autres, et la nature. Comment je me relie avec moi-même, comment je me parle en dedans ma tête. Je suis tu en train de me dire que « je suis pas bonne », que « je suis pas belle », que « je suis

pas bon », que « je me trouve gros » ou whatever, comment que je me situe avec moi-même là. Pis c'est quoi mon rapport avec les autres. Est-ce que j'essaie d'impressionner, j'essaie-tu de convaincre. Est-ce que je suis dans l'ouverture, est-ce que je suis craintif. [...] pis c'est quoi mon rapport avec la nature, c'est quoi mon lien avec les animaux, les autres que humains là (Mathieu).

Toutefois, ce participant rappelle que la transition ne peut pas reposer que sur un processus individuel. Elle doit s'accompagner d'un cheminement collectif qui met en réseau les actions individuelles, locales et régionales dans l'optique d'en faire des projets structurants qui seraient déployés à plus grande échelle. C'est d'ailleurs ce que le Grand dialogue souhaite accomplir, selon lui. Il précise ainsi que la mise en lumière de différents constats émanant des discussions du Grand dialogue favorisera le réseautage et le développement de liens entre différentes initiatives et/ou organisations déjà existantes qui ont le potentiel de consolider des projets qui répondent aux préoccupations des collectivités et qui visent une transformation sociale. Il demeure toutefois critique quant à la mise en place d'actions locales, qu'il juge insuffisantes pour opérer une transition socioécologique, bien que pertinente et fort nécessaire :

[...] parce que c'est ça, l'autre perspective du Grand dialogue. C'est-à-dire que oui les actions individuelles, oui les actions locales, mais si on veut transformer les systèmes, parce qu'à notre avis on est rendu là, bien, il faut qu'on change d'échelle. C'est bien d'avoir 15 fermes bio dans la région, mais là, ce qu'il faut c'est avoir un système alimentaire qui permet de produire décemment, de vendre à des prix qui sont corrects et justes dans des réseaux de distribution accessibles, donc c'est ça le changement d'échelle, mais ça, inclus aussi d'avoir des potagers à la maison et d'avoir des poules pis d'avoir de l'agriculture urbaine [...](Mathieu).

Bien que nommé autrement, cette vision à plus long terme d'un changement d'échelle est soutenue par la plupart des actrices et acteurs rencontrés. Elles et ils estiment d'ailleurs qu'il est un élément essentiel à la transition, et que pour y arriver, il requiert de faire percoler les préoccupations pour les enjeux socioécologiques dans la société, afin de susciter la transition vers les organisations qui ont le pouvoir de l'actualiser concrètement. Pour Philippe, ce changement d'échelle s'appuie notamment sur le fait de « mobiliser les bonnes organisations, les bonnes personnes [...] pour amener une transformation en

profondeur au niveau régional » (Philippe). Hélène va dans le même sens. Elle en parle en termes de « maillage » auprès de « l'ensemble des parties prenantes qui ont plus d'autorité, disons qui sont des acteurs leviers dans chacune des communautés [...] ». Elle précise ensuite que l'intérêt de soulever, à ces acteurs clés, les enjeux issus des constats qui font suite aux dialogues avec les citoyens.nes est « dans [la] perspective de propulser la région vers une démarche de développement social [et de] développement des communautés » (Hélène).

Enfin, les sept (7) personnes rencontrées sont d'avis que, pour arriver à concrétiser la transition décrite plus haut, des changements en profondeur doivent s'opérer, notamment sur le plan du système de valeurs de la société afin que cette dernière prône davantage l'inclusion, la justice sociale et environnementale et l'équité. Cela nécessite ainsi de remettre en question les systèmes politiques et la structure économique capitaliste pour laisser place à « une économie qui se préoccupe plus du bien être [...] » (Hélène). Par ailleurs, ces derniers croient que le Grand dialogue peut être un vecteur qui contribue à ces changements systémiques. C'est notamment ce que soutient Philippe : « [au] Grand dialogue, on aimerait ça amener des transformations systémiques. On veut pas mettre des pansements sur les bobos ».

Pour plusieurs actrices et acteurs interrogés, le Grand dialogue semble être une opportunité pour amorcer ce processus. En effet, Hélène, Mathieu et Sophie parlent du Grand dialogue comme d'un espace qui permet d'expérimenter « ici et maintenant » ce que peut vouloir dire [la transition]: « [...] quand on parle de transition, on essaye vraiment de la mettre en pratique au sein de nos groupes de travail et des décisions », explique Sophie. Mathieu abonde dans le même sens :

[l]e but c'est d'essayer de faire ici et maintenant un monde en transition pis l'idée c'est de le faire, c'est pas d'attendre là. T'sais l'idée du Grand dialogue, oui on jase, mais c'est pas genre, c'est pas comme discuter pour discuter, c'est un dialogue qui est transformatif tout de suite. Les choses se passent là maintenant, t'sais. Tu l'apprends là que quand tu dis telle chose à une personne trans, bien là tu sais maintenant de plus t'adresser, là tu le fais maintenant, c'est ça aussi t'sais ici et maintenant. C'est pas genre rénover la

ville au complet et avoir des autobus toutes électriques, oui. Mais, t'sais, aussi, c'est pas juste ça. (Mathieu)

Pour ce faire, il semble que la structure, les mécanismes de fonctionnement et la gouvernance dont s'est dotée l'initiative sont des éléments clés qui favorisent l'actualisation de la vision de la transition véhiculée par les actrices et acteurs rencontrés.

5.2. Une structure organisationnelle inclusive comme vectrice de la transition au sein de l'initiative

Sans revenir sur la définition de la structure organisationnelle du Grand dialogue et sur ses composantes décrites plus haut, les entretiens révèlent qu'en privilégiant des mécanismes organisationnels faisant la promotion de l'inclusion, cela favorise l'expérimentation de la vision qu'ont les actrices et acteurs de la transition. À cet effet, les personnes rencontrées évoquent notamment le rôle de la démocratie participative, du fonctionnement horizontal ainsi que des principes éthiques qui structurent les interactions et le rapport aux autres comme étant des éléments de la structure organisationnelle inclusifs qui soutiennent la vision de la transition socioécologique.

5.2.1. Un modèle démocratique qui tente d'être le plus inclusif possible pour contrer les inégalités

Selon plusieurs actrices et acteurs, la démocratie participative et les processus décisionnels qui en découlent sont au cœur du fonctionnement du Grand dialogue. Elle est également perçue comme ayant un rôle à jouer dans l'actualisation de la transition socioécologique, notamment en faisant la promotion de l'inclusion, l'équité et l'égalité. En effet, alors que les personnes répondantes étaient questionnées sur la contribution du Grand dialogue à la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes, trois (3) participant.es mettent de l'avant le rôle de la structure organisationnelle. Plus précisément, ces acteurs et actrices indiquent que la démocratie participative et les processus décisionnels mis en place permettent de promouvoir des rapports égalitaires et contribuent ainsi à l'objectif de concrétiser cet élément essentiel de la transition.

Deux (2) répondants.es expriment ainsi que la démocratie participative est un levier qui, d'une part, permet de porter une attention particulière aux différents rapports de pouvoir qui peuvent s'opérer dans les relations entre les différents acteurs qui participent au Grand dialogue et, d'autre part, d'identifier des mécanismes pour y remédier. En ce sens, Mathieu et Sophie considèrent que la démocratie participative met en valeur l'importance de l'écoute au sein du dialogue et éveille la conscience notamment sur le fait que tous les groupes, dont les femmes, ne sont pas entendus de la même façon :

Fait que y'a toute la question de la démocratie aussi dans le Grand dialogue. Cette idée-là de, bien t'sais le dialogue c'est une forme de communication qui permet de rentrer en relation avec les autres, qui est pas de l'argumentation, qui n'est pas du débat, qui est pas de la persuasion. C'est du dialogue. Ça, ça veut dire que faut que tu écoutes, faut que tu répondes et que tu te laisses un peu pénétrer par les idées des autres. Le dialogue, ça devient un échange. Y'a de l'écoute, pis ça, bien ça se traduit dans nos pratiques politiques aussi [...], mais c'est comme une organisation politique dans lequel l'idée de la démocratie participative est au centre, pis dans cette idée de démocratie participative ce qui est au centre aussi c'est la capacité ou la reconnaissance que les voix ont pas toutes la même portée. C'est-à-dire qu'une voix autochtone, une voix d'une minorité visible, d'une femme, a pas la même portée, et ça, bien il faut y porter attention, au moins dans nos mécanismes à nous pis dans nos structures de dialogue qu'on va proposer. D'intégrer en fait dans cette écoute-là pis de rendre possible les voix plus, pas minoritaires, mais, moins fortes on va dire, qui portent moins, mais qui ne sont pas pour autant pas importantes. (Mathieu)

Sophie partage une compréhension similaire. En effet, celle-ci croit que l'initiative n'est pas épargnée par les dynamiques de pouvoir omniprésentes dans la société. Elle estime toutefois que la structure démocratique prônée par le Grand dialogue peut être précurseur de relations plus égalitaires :

Certainement qu'il y a des dynamiques de pouvoir ou de c'est ça, qui se reproduisent dans nos groupes militants, pis tu sais, la transition, c'est aussi beaucoup ça finalement de réussir à déconstruire nos façons de faire. [...] J'ose espérer que malgré les difficultés que je disais peut-être qu'on reproduit, mais inconsciemment, que dans notre intention d'avoir des espaces de travail pis un modèle organisationnel qui tend le plus possible à être ouvert et inclusif pis euh, c'est ça là, les mots que j'ai nommés au début, horizontal, décentralisé, j'ose espérer que ça peut contribuer aussi à défaire

ces inégalités-là, ces patterns-là sociaux qui valorisent davantage peut-être la voix d'un homme que celle d'une femme par exemple [...]

Par ailleurs, Mathieu ajoute que la démocratie participative nécessite d'accorder une importance à toutes les inégalités afin d'éviter de les reproduire dans les processus. Il fait alors référence à une étude réalisée à Bordeaux :

[...] cette étude-là elle m'a fait vraiment un super déclic dans ma tête. J'ai dit, heille, dans nos processus même, qu'on se veut ouvert, démocratique, participatif, si on fait pas attention pis qu'on nomme pas les affaires comme il faut, bien l'avis des femmes là, elle va être moins bien prise en compte, ou elle va être reléguée à une sphère domestique qui sera pas considérée dans la transformation de la ville. Wow.[...] l'exemple là-dedans qui m'avait fait comme capoter c'est l'éclairage. On va comme fermer l'éclairage à comme 10 heures ou 11 heures pour sauver sur l'économie énergétique, mais après ça j'ai dit ouin, mais nous dans une ruelle, pas d'électricité, pas de lumière, genre on capote. Ah, mais ça, t'sais ça c'est une injustice là. Ça, dans le Grand dialogue, je pense qu'il faut apprendre de ces erreurs-là [...] nous on peut apprendre de ça, de dire, ok, comment est-ce qu'on peut essayer de pas reproduire ça [...].

Aux réflexions sur l'apport de la démocratie participative pour contrer les inégalités au sein du Grand dialogue, s'ajoutent les propos de Philippe. Celui-ci évoque que ce fonctionnement transparait dans l'importance accordée aux idées, au vécu et à la valeur de chaque personne qui participe ou qui s'y implique :

On est hyper bienveillant. T'sais, on le voit des femmes monoparentales qui sont à leurs premières implications, on les accompagne, on prend le temps, on les encourage, on les coachs, des fois leurs idées sont comme pas bien *caster*, c'est pas grave, c'est pertinent, on peux-tu travailler ça, amener ça plus loin, fait que y'a comme une bienveillance collective pour prendre soin de ces paroles-là pour intégrer ces enjeux-là. (Philippe)

Cohéremment, cette reconnaissance de la valeur de chaque personne teinte le processus décisionnel qui est intrinsèquement lié à la démocratie participative prônée par l'initiative. À cet effet, Sophie exprime, en parlant du mécanisme de prise de décisions, que le Grand dialogue souhaite que ces dernières soient prises de manière « participative » avec le souci « [...]d'inclure le plus le gens possibles qui ont la motivation à participer à ce modèle-là ». Elle précise ensuite que les décisions sont prises de façon juste en les qualifiant d'« équitables [...] dans le sens que c'est pas tout le monde qui est à la même

place [et] dans la valorisation de la valeur de chaque personne, justement, peu importe d'où elle provient, peu importe son milieu ». C'est ainsi que les participant.es perçoivent qu'au sein même de l'organisation du Grand dialogue une place importante est accordée à la voix de chaque personne, que ce soit dans le fait d'entendre et de considérer les préoccupations des tous et toutes, ou dans les périodes de travail collaboratif.

Nonobstant la volonté des actrices et acteurs de créer un climat favorable à la concrétisation des principes de la transition au sein même de son organisation, soit, en mettant en place une structure démocratique et des processus décisionnels qui permettent à tout un chacun de s'émanciper, les personnes répondantes mentionnent quelques défis persistants, voire même engendrés par cette structure, et qui gênent l'actualisation d'une réelle sociocratie

5.2.2. Défis engendrés par la structure du Grand dialogue

L'un des défis rencontrés en lien avec la structure du Grand dialogue est notamment lié à son fonctionnement singulier et inhabituel. Bien que son caractère innovant soit mobilisant pour certains, comme c'est le cas pour Guillaume, d'autres actrices et acteurs reconnaissent que « ce mode de fonctionnement là peut parfois être intimidant » (Mathieu).

[P]our avoir participé à d'autres initiatives collectives, des fois j'ai l'impression, j'ai des échos aussi de personnes extérieures au Grand dialogue que ça peut être intimidant comme structure étant donné que c'est pas habituel, fait qu'en tout cas, il y a pleins de défis (Sophie).

En outre, il semble que toutes les personnes impliquées dans l'initiative ne soient pas confortables avec la proposition de participer à la co-construction du mouvement. À cet effet, Philippe mentionne avoir été surpris d'observer des résistances de la part d'actrices et d'acteurs qui ne souhaitaient pas être impliqués dans les prises de décisions :

Une des choses qu'on observe, par exemple, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui s'impliquent dans le grand dialogue, mais qui veulent pas être décisionnels. T'sais eux autres ont envie de mettre du temps. Dites-moi quoi faire, pis je vais le faire. Ça nous a surpris un peu, parce qu'on voulait vraiment un mouvement très coconstruit, inclusif dans la co-construction et

tout ça, mais y'a vraiment des gens qui ont dit, moi ça me déstabilise bien raide. Tu me demandes de venir participer à des rencontres où on doit décider ensemble qu'est-ce qu'on doit faire. Non, moi je suis pas à l'aise. Dites-moi quoi faire pis je vais le faire [...] (Philippe).

Par ailleurs, il semble que malgré la volonté d'adopter une structure horizontale et égalitaire, plusieurs personnes sont d'avis que le *Cercle de pilotage* exerce un rôle singulier, voire stratégique. Cela lui confère une certaine notoriété, et par le fait même, contribue à ce que les personnes impliquées le perçoivent, officieusement, comme un cercle détenant un quelconque pouvoir décisionnel. Qui plus est, l'intégration au sein du *Cercle de pilotage* semble devoir s'accompagner d'une certaine expérience, d'une appropriation du mouvement et d'un sentiment de légitimité comparativement à d'autres cercles pour lesquels l'implication semble plus accessible, mais peut-être moins influente.

Dans un autre ordre d'idée, le fait qu'à quelques exceptions près, l'initiative fonctionne sur une base d'implication bénévole s'avère être un défi important afin d'assurer le bon fonctionnement des cercles et de susciter un engagement plus soutenu des personnes en termes d'heure et en termes de durée. En effet, il semble que l'avancement des travaux de certains cercles soit compromis par l'impossibilité d'avoir une personne qui assure un leadership dans le cadre de ses fonctions professionnelles, comme en témoignent ces récits :

[I]es cercles qui fonctionnent bien souvent c'est ceux qui sont capables de l'intégrer dans leurs tâches professionnelles, parce que le bénévolat, ça a ses limites. (Mélanie)

[Le] *Cercle recherche* qui est un peu au point mort là, qui est un peu en perte de mobilisation [...] on avait une personne aussi qui avait plus le lead de ce cercle-là, pis qui est rendu à temps plein dans un nouvel emploi, fait que puisqu'elle est moins disponible, on dirait que ça retombait sur ses épaules et ça s'est un peu, c'est ça là, ça c'est un peu perdu de par son absence [...] (Marie-Ève).

[Y] » a certains groupes de travail qui a des personnes qui sont rémunérées qui aide à faire un peu la coordination de l'avancée des rencontres et tout ça, fait que ça, on constate que c'est moins facile quand y'a personne qui a du temps dégagé finalement pour faire ça (Sophie).

À ce sujet, il sera présenté plus loin, dans la section abordant l'apport spécifique

des femmes dans le Grand dialogue, que les femmes semblent être plus nombreuses à être rémunérées par l'initiative afin d'assurer le fonctionnement des différents cercles.

Enfin, malgré les défis générés par la structure du Grand dialogue, il semble que ceux-ci ne ternissent pas, aux yeux des actrices et acteurs, l'atmosphère et la dynamique que l'initiative souhaitait mettre de l'avant. Les entrevues révèlent ainsi une appréciation certaine de l'ambiance qui se dégage du mouvement.

5.2.3. Une dynamique coconstruite et positive

Guillaume et Mélanie estiment que la structure mise en place est cohérente avec la gouvernance du Grand dialogue, qui est décrite par ces derniers comme étant « ouverte », « transparente » et « horizontale ». À cet effet, pour les personnes rencontrées, le *Cercle des cercles* représente un organe informatif et décisionnel inclusif qui favorise les processus décisionnels déhiérarchisés, qui encourage les rapports égalitaires et qui contribue à ce que tout un chacun.e se sente légitime de prendre des initiatives et du leadership. C'est d'ailleurs ce que précise Guillaume :

« tout le monde peut prendre du leadership, peu importe son statut. [...] c'est un leadership partagé, c'est comme celui qui veut prendre le leadership fait comme amener son projet et prendre le lead, fait que, y'a comme pas de poste, c'est un peu fucké comme structure, c'est assez déstabilisant en fait au début, mais c'est ça, on a pas de poste vraiment. T'es citoyen impliqué, ou pas genre (Guillaume).

Mélanie, quant à elle, souligne que :

[le] *Cercle des cercles* c'est comme le média de communication. [...] c'est un cercle de communication où on se partage tout ce qui se passe dans les autres sphères pis c'est super le fun en termes de transparence et de partage de l'information. Fait que ça c'est, je trouve que c'est un bon moyen de, de partage de pouvoir, de transparence, d'opportunité de prendre du leadership (Mélanie).

Dans un autre ordre d'idées, ce fonctionnement démocratique et non hiérarchique semble susciter chez les personnes impliquées un sentiment de respect et d'inclusion. Effectivement, lors des entretiens, une partie des interlocuteurs.trices ont fait mention de leur appréciation de la dynamique coconstruite du Grand dialogue. L'on comprend de

leurs partages que ces derniers perçoivent l'initiative comme un espace sécuritaire pour dialoguer :

[...] mettons spécifiquement pour moi, [...] c'est un espace de dialogue et de discussion. Comment je dirais, un peu déconcertant dans le sens où les gens sont tellement accueillants pis tellement bienveillants et inclusifs que ça fait comme une dissonance avec ce qu'on est habitué de côtoyer dans la société (Guillaume).

[...] c'est facile de rentrer en communication, la parole elle est disponible, c'est pas compliqué de parler dans le grand dialogue, parce que, pis de s'y impliquer, parce que justement, c'est horizontal (Mathieu).

Mélanie abonde également dans le même sens. Elle nuance toutefois le rôle de la structure et spécifie que les personnes impliquées, particulièrement celles en position de leadership, jouent un rôle appréciable dans l'instauration de cette dynamique :

Je trouve qu'on, je nous trouve vraiment fonctionnels en fait comme grosse équipe multipartie prenante là, parce qu'on est quand même beaucoup de personnes impliquées à différents niveaux d'implication aussi, mais je trouve ça vraiment le fun de voir comment ça évolue. Pis moi je me sens très bien en tout cas là-dedans en termes de fonctionnement pas hiérarchique. Pas hiérarchique formel en tout cas là. C'est probablement un mixte entre les, j'interprète que c'est un mixte entre les personnalités pis la structure. Parce que la structure est l'fun pis les personnes qui prennent du leadership croient à ce fonctionnement-là qui est non hiérarchique, fait qu'ils donnent de la place. Je pense que les compétences humaines sont super importantes pour que ça fonctionne. (Mélanie)

Tout comme Mélanie, Guillaume estime que les personnes impliquées ont un impact positif dans l'énergie qui se dégage de cette initiative :

[Moi] ce que je sens en fait c'est que, y'a une ouverture comme au day to day, je rentre dans un nouveau cercle de travail, les gens sont accueillants, sont bienveillants dans leur écoute, ils appliquent comme l'éthique du dialogue, un peu comme un lifestyle je dirais. Comme, je sais pas, c'est dans l'attitude générale, peut-être que le mouvement attire ce genre de gens là qui sont prêts à créer un espace de dialogue, fait que quand tu entres dans cet espace-là, tout le monde est déjà comme curieux de voir qu'est-ce que ça donnerait un espace où est-ce que tout le monde serait bienveillant, tout le monde est bienveillant. C'est comme un cercle vertueux là. Je dirais c'est probablement la manifestation de l'inclusion que je pourrais le plus constater là.

Dans cet extrait, Guillaume attribue une part de son appréciation de la dynamique à l'éthique du dialogue. Ce principe mérite que l'on y accorde une attention particulière, car plusieurs actrices et acteurs en font mention comme d'un ensemble de valeurs collectivement défini, qui est inhérent à la structure du Grand dialogue et qui favorise un climat égalitaire.

5.2.4. L'éthique du dialogue : une voie vers l'inclusion de tous et toutes

Plus concrètement, l'éthique du dialogue est utile afin d'encadrer les échanges entre les différentes parties prenant part à l'initiative, que ce soit à titre d'actrices et acteurs de l'initiative ou comme citoyen.ne participant aux activités d'animation. Ce principe indique aux personnes “d’être très [respectueuses] et [vise à] faire sentir aux gens qu’[ils sont] tous également importants, et qu’[ils ont] tous une place à s’exprimer” (Hélène). Ainsi, les acteurs et les actrices y font régulièrement référence dans l'introduction des différentes rencontres afin de baliser les échanges qui suivront. Cette dimension faisant partie intégrante des mécanismes organisationnels de la démarche :

[Au] début on leur dit, y'a comme une éthique dans la façon de se parler. Fait que t'sais on parle de la parole bienveillante, on parle de l'écoute empathique et ouverte. On explique que les idées marginales nous intéressent, t'sais ont veut vraiment pas sortir d'ici que tout le monde soit d'accord. Au contraire, on veut que vous sortiez enrichi dans des visions différentes de la vôtre, fait que tout ça, on le précise et on en prend soin dans les animations. T'sais si quelqu'un dit quelque chose « oui, mais là ça marche pas », non, c'est pas la place pour dire non ça marche pas. C'est la place pour écouter et dire ok y'a quelque chose là de différent. Fait que tout ça on en prend beaucoup soins aussi. Pis, ça amène aussi des gens qui sont moins habitués à prendre la parole à se sentir plus en confiance de le faire (Philippe).

Alors que l'inclusion de chacun.e occupe une place importante dans le discours des actrices et des acteurs, ceux-ci qui semblent considérer que l'éthique du dialogue en est le vecteur. En effet, pour Mathieu, l'éthique du dialogue est un outil faisant la promotion de l'inclusion qui permet de libérer la parole en offrant un “format [pour discuter dans les] conditions les plus sécuritaires [...] ouvertes, sensibles, dans l'accueil [...]” (Mathieu). À cet égard, Mathieu estime que l'écoute est centrale :

[...] l'éthique du dialogue qui est comme une espèce d'application éthique de dire ok dans le Grand dialogue, l'écoute elle est vachement importante. Deux oreilles, une bouche c'est pour écouter deux fois plus qu'on parle, pis l'écoute elle est extrêmement importante. Pis l'écoute, ça peut impliquer aussi qu'il faut, des fois [...] suspendre ton jugement plutôt que de juger la personne quand elle parle et tout de suite contre argumenter. Desfois faut juste écouter. Après, tu pourras argumenter. Tu peux ne pas être d'accord, mais écouter. Pis après ça, la parole. Prendre soin de quand on parle, quand on parle beaucoup comme moi, bien être conscient que je parle beaucoup pis avoir le réflexe de moins parler, ou ceux qui parlent moins, être capable d'aller solliciter leurs paroles. Pis au moins, leur donner la possibilité. S'il veut pas parler, il peut dire non j'ai pas envie de parler, mais la possibilité est là. Donc solliciter la parole aussi, pis là tous les murmures, les voix moins entendues ça entre aussi, fait que si l'écoute est importante c'est parce que des voix qui portent moins fort [...] (Mathieu)

Ainsi, dans la vision d'inclusion qu'offre l'éthique du dialogue, plusieurs personnes estiment qu'en misant sur des valeurs basales comme l'écoute, la bienveillance et le respect, cela dresse des conditions favorables à ce que tous les individus, peu importe leurs groupes d'appartenance et leurs conditions sociales, se sentent confortables au sein de l'initiative et soient respectés de manière équitable :

[...] nos règles d'éthique du dialogue on les rappelait tout le temps, tout le temps, tout le temps, pour être sûr de bien encadrer les choses, de dire, pis d'être très respectueux et de faire sentir aux gens qu'on est tous également importants, et qu'on a tous une place à s'exprimer (Hélène).

L'éthique du dialogue positionne, par le fait même, plus concrètement la vision de certaines actrices et acteurs quant aux enjeux de genre et à leur perception de la sensibilité du Grand dialogue à ceux-ci.

5.3. La préoccupation du genre dans le Grand dialogue

Le discours des actrices et acteurs est révélateur quant à leur perception de l'intégration du genre au sein de l'initiative. Ce troisième thème révèle que la sensibilité aux enjeux de genre se décline à différents niveaux. D'une part, les discours des actrices et acteurs suggèrent que l'initiative, par son souci d'être inclusive, et grâce aux mécanismes dont elle se dote (comme l'éthique du dialogue), est nécessairement sensible aux enjeux vécus par les femmes. D'autre part, il semble que la sensibilité au genre repose

sur la position des individus impliqués dans l'initiative. Aux dires de certains.es, les actrices et acteurs interpellés par la mission ou les activités du Grand dialogue embrassent des valeurs liées au féminisme. Ainsi, malgré le fait que cette position ne soit pas clairement annoncée, ce principe est acquis et ne nécessite pas d'y porter plus d'attention, selon certains.es. En outre, la représentation des femmes au sein de l'organisation ou encore, parmi les participants.es semble également être significatif de l'intégration des enjeux de genre et de l'inclusion, selon quelques répondants.es.

5.3.1. L'inclusion, le sens donné à la sensibilité au genre

Une première thématique émergente du sens donné par les actrices et acteurs à la sensibilité au genre est inhérente à leur compréhension de l'inclusion. Certes, presque unanimement, les personnes établissent des liens entre le souci qu'a l'initiative d'être inclusive, et la sensibilité au genre. Les actrices et acteurs émettent l'hypothèse qu'en veillant, de façon générale, à ce que tous les humains gravitant autour du Grand dialogue se sentent accueillis, écoutés et respectés, cela contribue, indubitablement à être sensible au genre.

Je pense que c'est justement de sortir des catégories pis d'aller chercher des valeurs un peu plus fondamentales, t'sais plus universel au niveau du dialogue t'sais, parce qu'avant de se dire on est tu inclusif vis-à-vis des femmes, moi ma question c'est on est tu inclusifs vis-à-vis, est-ce qu'on se respecte, dans la place qu'on laisse à l'autre t'sais dans les discussions comme humain t'sais, pis, c'est tellement central dans les activités, t'sais dans le dialogue qu'on établit avec les activités citoyennes, pis dans nos rencontres aussi, que je pense qu'à partir du moment où t'es t'as cette valeur-là d'écoute active, t'sais de l'autre dans ton dialogue, bien forcément t'as cette écoute-là du genre (Marie-Ève).

En cohérence avec les propos de Marie-Ève, Hélène formule sa préoccupation que le Grand dialogue réponde aux besoins et aux enjeux de tous, et non pas seulement à ceux d'un groupe particulier. Elle est d'avis de ne pas fragmenter les enjeux et de proposer, au sein de l'initiative, des thématiques qui affectent tout le monde de manière à ce que tous profitent des changements. Elle croit ainsi à des actions structurantes qui auront une influence sur la qualité de vie de l'ensemble des individus. Elle rejoint alors Marie-Ève

dans ses réflexions en estimant que l'amélioration générale des conditions de vie bénéficiera aussi aux femmes. Pour illustrer ses propos, Hélène partage un exemple de sa vie professionnelle :

[...] [On] peut faire des plans d'action pour tous les enjeux, pour tous les types de clientèles, mais un moment donné on s'y perd et les financements tombent, puis finalement on spin. Pour moi là, c'est qu'on spin dans le beurre, parce qu'on dilue tellement tout, on veut tellement tout toucher, que les grandes choses structurelles qui ferait du bien à toutes ces clientèles-là on les aborde pas. [...] J'entendais le représentant, celui qui avait piloté la démarche [nom de la démarche], parce qu'ils viennent de publier leur plan d'action qui intègre 7 autres plans d'action qui étaient destinés à des clientèles spécifiques pis y'a dit que c'était vraiment pas simple, que toutes ces clientèles-là étaient très apeurées que leurs besoins ne soient pas pris en compte, pis sa trame implicite, il l'a jamais explicité, mais sa trame implicite c'était vraiment les besoins de la pyramide de Maslow, donc les besoins de base, et les besoins après ça d'accomplissement, t'sais. Et quand ils ont formulé ça de cette manière-là et qu'ils ont commencé à présenter les résultats du plan d'action après les consultations et tout, bien ça s'est beaucoup apaisé, parce que chacun des groupes y trouvait son compte. Quand tu parles de l'accès à la nourriture, quand tu parles du logement, quand tu parles de renforcer le filet social, quand tu parles de faciliter l'accès aux services de proximité, peu importe que tu sois un homme ou une femme, un immigrant, euh, une personne âgée, une personne avec un handicap, tu vas trouver ton compte. Donc, ça ramène à, pis, mais eux ils prennent aussi une approche ADS, par contre là, dans leur plan. Ce que moi j'ai pas fait encore. J'suis pas rendue là. [...] c'est de grosses patentes des fois de faire des différenciations comme ça, [...] un moment donné, t'sais ça va plus. Moi j'ai un vrai souci que ça va pu, pis là aux grands maux, les grands remèdes. Pis y'est comme temps qu'on agisse sur le vivre ensemble, les grandes approches structurelles qui vont faire vraiment un changement pour tout le monde, plutôt que de faire des petites actions à la pièce, pis qu'au final, y'a rien qui change, le système reste pareil, avec ses oppressions, avec ses différenciations systémiques, ses discriminations, ses iniquités, pis aussi, ah non, j'suis plus capable moi. Je suis vraiment plus capable. (Hélène)

Elle ajoute ensuite, en réponse à la question *de quelle façon les activités du Grand dialogue sont-elles sensibles aux inégalités sociales, particulièrement celles entre les femmes et les hommes ?* que le grand dialogue adopte, selon elle, davantage une vision humaniste, basée sur les besoins essentiels communs à tous les humains plutôt que de différencier selon le genre.

[...] De par le fondement même de comment [les activités] sont construites où on ramène aux besoins humains de base, ce fondement-là humaniste, les valeurs aussi, qui sont à la base, c'est sur que ça porte peut-être moins le regard dans une perspective ADS, disons là, puis sur le genre, mais, les valeurs, le fait de nous baser sur les besoins humains, les grands besoins humains, que t'es un humain noir, que t'es un humain jaune, que t'es un humain handicapé, ou que t'es un humain qui se définit avec un genre différent qu'un homme et une femme, t'es un humain qui vit de l'itinérance, ou t'es un humain qui vit des conditions qui vit des conditions riches, t'es un humain, t'es toujours un humain. (Hélène)

En résumé, les enjeux liés au genre font partie des préoccupations des actrices et acteurs « comme les enjeux liés à tous les types de discriminations pas plus, pas moins », ajoute Hélène.

Dans cette même logique, Guillaume estime, quant à lui, que la sensibilité au genre et, par le fait même, aux inégalités vécues par les femmes se manifeste dans le désir d'apprendre à connaître les réalités vécues par les uns et les autres. Cela dit, Guillaume précise que cette ouverture est générale, et non pas spécifique aux femmes, mais que, par la bande, elle permet au groupe de prendre conscience de différents enjeux qui peuvent être partagés par les personnes concernées :

Ben, agir contre les inégalités, je dirais que déjà d'aller à la rencontre de l'autre pis de savoir c'est quoi son besoin pis de s'éduquer soi-même sur sa différence si on veut, pis de faire un effort de compréhension, c'est plus dans sa mission, peut-être pas éducative, j'ai pas de souvenirs que ce soit un des scoops du grand dialogue, d'éduquer, mais déjà d'ouvrir le dialogue pis d'aller vers c'est quoi son besoin, c'est quoi sa réalité, c'est quoi ses rêves à lui. Plus dans cette ouverture-là, ça va comme démystifier un peu sa réalité pis nous aider à incorporer sa réalité dans notre réflexion pis dans notre résolution de problème. Je dirais de cette manière-là. Spécifiquement pour les femmes, à part la même réponse, mais je sais pas en fait, spécifiquement je pourrais pas dire. (Guillaume)

Dans son partage, Guillaume apporte une nouvelle dimension en précisant que la sensibilité au genre réside également dans le fait que les individus ont l'espace pour partager les enjeux qui les préoccupent afin de les intégrer à l'initiative et éventuellement mener des actions en ce sens.

5.3.2. Sensibilité au genre, une responsabilité individuelle des personnes concernées ou préoccupées

Ce deuxième thème émergeant des échanges avec les actrices et les acteurs met en lumière que la sensibilité aux enjeux de genre relève, pour ainsi dire, d'une certaine responsabilité individuelle. En effet, d'autres répondants.es partagent une vision similaire à celle de Guillaume quant au fait que les individus participant au Grand dialogue, ont l'espace pour exprimer leurs préoccupations, et que si les enjeux de genre en font partie, les personnes sont libres de les nommer afin qu'ils soient entendus dans le processus de consultation, comme l'illustre cette participante :

[...] c'est vraiment d'essayer de contourner tout ce qui pourrait emmurer la parole finalement, pis que chacun se sente à l'aise de parler pis ait l'espace pour le faire [...]. Pis après si y'a des enjeux qui sont nommés là-dedans, bien qu'ils soient nommés et qu'on puisse travailler là-dessus. Pas vouloir être des experts justement des enjeux pis vouloir les aborder, mais savoir qu'ils sont là pis tout. T'sais les experts vont se manifester d'eux-mêmes, les experts, par expérience et pas par formation, ceux qui vivent ces choses-là (Marie-Ève).

En suivant cette logique, il semble que les enjeux de genre sont considérés à condition qu'une actrice ou une participante en fasse la mention, ce qui, au moment des entrevues, ne semblait pas avoir été le cas. Sophie considère toutefois que cela ne rend pas la démarche moins sensible au genre, car une fois mis de l'avant, elle estime que ces préoccupations seront prises au sérieux, tout comme les enjeux concernant les Premières Nations l'ont été :

Je pense que c'est juste une question de, comment je dirais, de pas avoir pris le temps pis que ça l'ait pas été nommé peut-être. T'sais par exemple je prends la branche politique, bien c'est parce qu'il avait des gens qui avaient des intérêts forts vers ça pis qui ont, pis y'avait un contexte, y'avait les élections municipales qui s'en venaient donc on voyait une pertinence de mettre ça en place à ce moment-là. Les Premières Nations c'est quelqu'un qui a dit : « hey, ça serait important de pas attendre que ça fasse trois ans qu'on existe pour considérer cet enjeu-là, cette dynamique-là ». Fait que je pense que c'est, je dirais que c'est pas un obstacle spécifique aux enjeux des femmes sinon qu'un obstacle général de la mission du grand dialogue qui est très large pis qui veut embrasser tous les enjeux en fait. [rires] ouais c'est ça, pis y'a juste pas eu une personne en particulier qui s'est dit : « ah, j'ai envie

de prendre cette voie-là en particulier » pis de, parce que c'est clair que si y'avait quelqu'un qui le faisait tout le monde trouverait que c'est une bonne idée. Ça j'en doute pas » (Sophie).

Guillaume est du même avis :

Ça va être celles qui sont impactées par [ces enjeux-là] qui vont porter le message, qui vont amener l'importance de s'intéresser à ces enjeux-là. Pis après ça ben le mouvement va constater qu'effectivement c'est important parce que, je sais pas comment dire ça, quelque va lever sa main, « hey ça c'est important », « ah bien oui c'est vrai ». On pousse ça dans la machine à faire des activités, mettons (Guillaume).

À cet effet, les personnes rencontrées croient que la démarche du Grand dialogue vise à faire émerger les multiples enjeux vécus par les différentes personnes rencontrées. Une actrice estime notamment que la démarche aurait pour l'effet d'exclure des personnes si elle consultait les citoyens.nes sur des enjeux prédéterminés, ne laissant pas la chance à tous et à toutes d'exprimer leurs réalités. Marie-Ève précise que le rôle du Grand dialogue est toutefois de s'assurer que le processus soit inclusif à l'égard des femmes :

L'idée c'est que les enjeux ressortent du processus. C'est pas que le processus serve à questionner les enjeux parce qu'encore là, ça serait exclusif de dire on va s'intéresser aux enjeux du genre, pis on va pas s'intéresser aux enjeux, t'sais on a pas une approche orientée comme je te disais orienté genre t'sais ou autre [...]

Un dernier élément en lien avec la responsabilité qu'ont les personnes concernées (en l'occurrence, les femmes) de faire en sorte que la démarche soit sensible aux enjeux vécus par les femmes, réside dans le fait que celles-ci sont, selon Guillaume, plus enclines à porter ces préoccupations dans les activités qu'elles développent. L'on comprend effectivement de ses propos que, par essence, les femmes sont plus susceptibles de déployer des actions, d'aborder ou de démontrer une sensibilité aux enjeux liés au genre, considérant qu'elles-mêmes sont concernées. Il estime, à cet effet, qu'une action proposée par une femme résout « nécessairement, avec son regard et sa perspective [...] un enjeu plus discriminant du genre ».

5.3.3. Une sensibilité au genre tacite et informelle

Un troisième thème se dégage du sens donné par les personnes rencontrées quant à la considération du genre. En effet, plusieurs sont d'avis que l'initiative est sensible au genre, mais cela reste « très implicite [et] très intégré[e] au mouvement de base », mentionne Marie-Ève. En ce sens, bien que cette sensibilité au genre ne soit pas exprimée formellement, les actrices et acteurs estiment qu'elle est sous-entendue, notamment parce que « les personnes qui croient à la transition socioécologique [...] [ce sont] des personnes qui souvent fondamentalement vont être dans une approche d'équité » (Mélanie). En outre, Marie-Ève nomme que le féminisme fait partie, selon elle, des valeurs de base qui ont collectivement été embrassées. Ainsi, son expérience au sein de l'initiative lui permet de constater que les personnes de son équipe sont toutes conscientes de « ces enjeux-là » (Marie-Ève) et qu'elles travaillent de près pour réduire les inégalités et favoriser l'inclusion de tous et toutes.

En continuité, Hélène reconnaît que l'une des grandes qualités du mouvement est sa « [lucidité] par rapport aux grands enjeux auxquels [les femmes] ont à faire face, et dans ces grands enjeux-là, y'a la charge mentale des femmes [et y'a] pleins [d'autres] enjeux qui sont spécifiques aussi à ce que les femmes peuvent vivre ». Elle nuance cependant, qu'à son avis, la démarche ne s'imprègne pas explicitement de l'approche féministe, malgré le fait que les deux instigateurs hommes aient toujours eu le souci de réduire les inégalités vécues par les femmes.

La sensibilité des instigateurs étant fréquemment identifiée comme l'une des origines de cette sensibilité au genre, les répondants.es estiment qu'« il va [donc] de soi » (Mathieu) que la démarche du Grand dialogue tient compte des enjeux vécus par les femmes, bien que cela ne semble pas avoir fait l'objet d'une orientation officielle.

[...]. Y'a une grande sensibilité à ça, parce que les personnes qui ont démarré le projet sont bien conscientisées, pis en tout cas, pour 2 des 7 qui ont démarré [...] je les entends dire qu'ils veulent être des bons alliés aux féministes et ils sont cohérents dans leur démarche [...]. Fait que oui y'a une grande sensibilité [à l'égalité] (Mélanie).

Conséquemment, les actions développées sont empreintes de cette sensibilité, notamment puisque les actrices et acteurs veillent à ce que les obstacles à l'égalité ne prédominent pas dans la démarche. En effet, selon Mélanie, les personnes impliquées dans l'initiative portent attention à ce que ceux-ci ne se reproduisent à travers le processus du Grand dialogue :

Bien premièrement ils sont capables de le nommer, même en rencontre d'équipe, je veux dire des fois, t'sais, ils vont se nommer, le genre d'accueil qui veulent pas, parce que y'en a un qui est particulièrement une grande gueule, mais il s'est dit « hey là j'ai l'impression que je parle toujours et que j'ai coupé la parole a deux filles pis c'est juste des gars qui parlent » [...] t'sais [ils se font] ces rétroactions-là, pis vont le nommer en voulant dire excusez. (Mélanie)

De plus, il semble que la sensibilité des individus impliqués dans le Grand dialogue fait en sorte que, sans nécessairement aborder de front la question du genre les personnes adoptent « [...] une posture de faire attention aux inégalités de genre qui peuvent ressortir » (Marie-Ève), que ce soit dans le développement des actions ou encore dans le déroulement des cercles de travail. Ce point de vue traduit également la pensée de Guillaume qui précise que les activités sont développées par des gens qui sont préalablement intéressés aux inégalités, incluant celles vécues par les femmes. Il ajoute que les actrices et acteurs interpellés par ces enjeux « s'[éduquent] et [incorporent leur sensibilité] dans leurs méthodes d'actions » (Guillaume), cela permet, selon lui, de réduire la possibilité de reproduire des inégalités de genre.

Par ailleurs, la sensibilité implicite aux enjeux de genre se manifeste également par des échanges informels. En effet, les personnes rencontrées expliquent que les multiples enjeux vécus par les femmes ne font pas partie des discussions planifiées et intentionnelles, ni dans les groupes de travail ni dans les thématiques d'animation. Or, tout comme c'est le cas pour d'autres enjeux, il arrive que la question du genre émerge parfois des discussions :

Moi, j'ai pas peur de le nommer y'a plusieurs personnes qui n'ont pas peur de le nommer, fait que je te dirais que c'est pas structuré et planifié et intentionnel, mais ça va constamment *repopper* t'sais. Encore là au même

titre que d'autres enjeux, un moment donné on parlait d'utiliser l'art comme vecteur de transmission et y'a des gens qui disaient, mais attendez, les artistes là, on est pauvres, on est marginalisés, on est dans l'insécurité, fait que t'sais dans le fond y'a de la place pour entendre, fait qu'eux autres c'était pas les femmes, c'était les artistes, mais un moment donné il est sorti pendant la discussion, ouais, pis particulièrement les artistes femmes, regardez les têtes d'affiche dans la région, c'est des gars souvent, t'sais fait qu'on est encore plus, fait que t'sais, ça va sortir plus spontanément [...]. Mais encore là comme je te dis, on n'a jamais organisé de discussion, et ça je fais vraiment la nuance entre le fait que ça puisse être nommé dans certains moments comme plus spontanément et le fait qu'on n'a pas encore plongé frontalement comme dans une réflexion complète, organisée là-dessus. C'est très spontané, c'est ça, ça sort beaucoup comme ça [...] (Philippe).

D'autres fois, Philippe constate que les enjeux de genre apparaissent dans les échanges comme des mises en garde qui permettent de rappeler aux personnes impliquées de rester attentif à la place des femmes dans les différents processus de l'initiative, et ainsi, éviter les allures d'une démarche close réservée aux hommes : « hey attention, si on sort comme ça, on se retrouve dans la page de *décider entre hommes* » (Philippe), une page Facebook destinée à dénoncer la surreprésentation des hommes dans les sphères d'influence.

Qui plus est, il semble que le contexte pandémique dans lequel se déroulait l'initiative au moment des entrevues ait suscité quelques échanges qui, selon Mélanie, témoignent de la sensibilité de l'initiative face aux enjeux vécus par les femmes :

on va parler aussi de charge familiale, t'sais pis on va le nommer, pis on va se donner le droit, tous ceux qui sont parents, pas juste les hommes pas juste les femmes, pas juste les pères pas juste les mères, ceux qui sont parents, qu'en temps de confinement qu'on puisse être moins productifs, moins disponibles, on le nomme (Mélanie).

Quels autres exemples de sensibilité. On va parler justement de ce genre d'impact souvent que c'est plus les femmes qui ont la charge mentale, que c'est plus les femmes qui vont avoir l'éducation à la maison, souvent c'est plus les femmes qui peuvent avoir des enjeux de santé, santé maternelle, infantile, y'a comme quelque chose de biologique, quand tu allaites, quand t'es enceinte. C'est quelque chose qu'on va nommer de temps en temps fait que juste le fait de le nommer c'est quand même déjà une reconnaissance en soi [...] pour moi c'est des exemples qui sont parlant qu'il y a une sensibilité (Mélanie).

Si à l'occasion la question du genre a été discutée dans les différents cercles, une répondante fait le constat qu'en contrepartie, elle ne s'est pas démarquée dans les ateliers auxquels les Saguenay-Jeannois étaient invités à participer. « C'est intéressant de voir qu'effectivement, la question est pas ressortie plus que ça » (Marie-Ève), précise-t-elle. Cette même actrice émet aussi l'hypothèse que puisque la sensibilité au genre est vraisemblablement acquise au sein de la démarche, la manière d'amener les ateliers « efface » potentiellement la question. Elle ajoute « peut-être qu'on s'attend à ce qu'elle vienne d'elle-même pis qu'elle transcende les thématiques qui sont abordées, pis ça c'est pas vraiment vu, peut-être parce qu'il y a beaucoup de femmes encore une fois qui participent, c'est ça » (Marie-Ève).

Dans tous les cas, que ce soit dans les cercles ou dans les animations, le fait que les femmes soient bien rejointes par l'initiative semble moins inciter les actrices et les acteurs à porter une attention particulière aux enjeux qu'elles sont susceptibles de vivre. La représentation des femmes au sein de l'initiative semble être, par le fait même, un des éléments définissant la sensibilité du Grand dialogue aux enjeux de genre. C'est en ce sens qu'ont répondu deux personnes à la question *dans quelle mesure les enjeux liés aux femmes font partie des préoccupations du Grand dialogue ? Comment ça se manifeste ?*

[...] c'est une question qu'on s'est vraiment posée. Pis encore là, y'a pas de chantier femmes je pense pas, y'a pas de chantier femmes en tant que telles. Pis ça bien ça peut, on est pas sur encore que c'est la bonne idée, d'abord, mais, on est pas sûr de comment bien faire les choses, en fait. Parce que, mettons, femmes, c'est pas, je vais essayer d'articuler ma pensée comme il faut. T'sais, femmes vous êtes pas une minorité. Vous subissez en partie, totalement, de manière variable et complètement complexe, des systèmes d'oppressions, ça c'est une réalité. Fait que c'est ça qui faut essayer de voir, fait que, je sais pas où je m'en vais avec tout ça, christie là comment bien positionner l'enjeu femme dans le fond. Comment on veut en jaser en fait, là c'est pas, femmes ça veut rien dire. C'est 50 pour cent, c'est plus que 50 pour cent de la population, donc t'sais, l'inclusion, c'est normal que ça soit, que les femmes soient incluses. L'enjeu c'est qu'il y a des systèmes politiques, des systèmes de préjugés, des systèmes d'oppressions qui sont à l'œuvre qui viennent faire en sorte qu'il y a plein de problèmes. Pis c'est à ça qui faut qu'on s'attaque d'une part au système, pis qu'après ça, dans nos procédures à nous, terrain concret, on soit capable de se donner des outils pour avoir une

représentation des femmes dans nos trucs. [...] Pour l'instant [on a pas ces outils-là], mais, parce que pour l'instant, la manière que, comme je te dis, dans le grand dialogue, y'a beaucoup de femmes. Plus que 50 pour cent des personnes qui agissent, fait qu'on a déjà une représentativité. (Mathieu)

[...] de mémoire, dans nos rencontres de suivis et de planification au *Cercle animation* c'est pas des enjeux desquels on parle. On sait qui sont là, on les questionnerait en temps et lieu comme je te disais, quand il est question de parler des publics moins représentés, mais en ce moment on constate que c'est pas le cas, donc c'est pas une question qu'on a abordé vraiment. (Marie-Ève)

Enfin, l'on comprend que la sensibilité au genre, bien qu'implicite, est tout de même présente dans l'initiative ; Marie-Ève le résume ainsi : « ça se ressent dans l'énergie déagée. C'est dans les relations, dans la posture, dans les approches, dans l'écoute, mais qui est encore une fois une valeur qu'on porte dans nos processus de discussions ».

5.4. Implication/apport des femmes dans le Grand dialogue

Un quatrième thème intéressant qui émerge du discours des interlocuteurs.trices par rapport à la sensibilité du Grand dialogue aux enjeux vécus par les femmes est la qualification qu'ils et elles font de la contribution spécifique des femmes au sein de l'initiative. Il s'agit là du cinquième thème qui émerge en lien avec cette question. À la question *comment qualifieriez-vous la contribution spécifique des femmes dans le Grand dialogue ?*, la plupart des personnes rencontrées ont fait le parallèle avec l'implication importante, voire majoritaire des femmes dans l'initiative. Il est ainsi indéniable, selon elles et eux, que les femmes ont un apport particulier et notable dans la démarche. Toutefois, quelques actrices et acteurs éprouvent de la difficulté à illustrer concrètement cette contribution, comme en témoignent Guillaume et Marie-Ève :

Je sais bien pas. J'ai l'impression qui a plus de femmes que d'hommes d'impliquées. J'ai pas fait de stats. Mais ouais, j'ai l'impression que ouais, c'est majoritairement des femmes. Mais je sais pas trop comment. Je pourrais pas dire [pour leur contribution spécifique] (Guillaume).

[La contribution des femmes est] énorme, énorme, parce que c'est presque que des femmes dans le cercle animation qui sont là. C'est « [un homme] qui le lead beaucoup, t'sais c'est ça, il prend ça en charge parce que ça reste bénévole pour beaucoup de personnes pis forcément tout le monde manque

de temps. Sinon, tous les gens qui travaillent là-dessus c'est pratiquement que des femmes. [...] au niveau des autres cercles c'est à voir, mais ce que je vois moi quand on se rencontre au cercle des cercles souvent c'est qu'il y a beaucoup de femmes aussi t'sais qui sont là, qui participent, fait que, c'est très très féminin les équipes dans le Grand dialogue, j'ai l'impression. Je veux pas trop m'avancer pour les autres cercles desquels je fais pas partie, mais la contribution elle est énorme. (Marie-Ève)

Une actrice précise également que parmi les personnes rémunérées grâce à des fonds de recherche, quelques-unes sont des femmes. À cet effet, ces dernières contribuent au fonctionnement de l'initiative. Dans le même ordre d'idées, Mathieu soutient que les femmes occupent des positions déterminantes dans l'initiative et qui, par le fait même, contribuent à propulser la démarche dans la communauté et à affirmer sa notoriété. Il va jusqu'à dire que « sans les femmes, le Grand dialogue existerait pas ».

La première chose qui me vient en tête c'est qu'il y a beaucoup, quand je te parlais des personnes, t'sais qu'il y a quand même quelques personnes qui peuvent être rémunérées aussi via des fonds de recherches, si je ne me trompe pas, c'est pas mal que des femmes. Sauf exception, mais je pense qu'il y a plusieurs femmes, fait que je dirais que plusieurs femmes contribuent au fonctionnement, au suivi. Ya une reconnaissance financière aussi derrière ça [...] On dirait que c'est la principale chose qui me vient.

[...] [P]our l'instant, la coordination [c'est une femme rémunérée]. Elle a en main beaucoup de choses que si elle était pas là, bien le Grand dialogue fonctionnerait pas. La branche politique qui est une branche extrêmement dynamique actuellement, c'est, là c'est un gars, une fille qui étaient en co-leadership, mais maintenant c'est vraiment [une femme] en leadership de cette branche-là, [...] et, sans [elle] qui est aussi dans le *Cercle de pilotage* [...] la branche politique elle aurait pas l'instance qu'elle a maintenant [...] y'a des affaires qui se passe extraordinaires, pis c'est [une femme] qui a le leadership là-dedans, pis, je pense que dans notre *Cercle de pilotage*, y'a, en fonction des rencontres, y'a plus de femmes que d'hommes (Mathieu).

Alors que la plupart des personnes rencontrées semblent constater que les femmes ont une contribution particulière au sein de l'initiative, un acteur, « ne [voit] plus tant la différence » (Philippe) entre l'apport des femmes et celui des hommes. Selon lui, les femmes sont souvent associées au fait de prendre soin d'autrui, d'être attentionnées et « [d'amener] plus de *care* » (Philippe) cependant, il estime que les hommes impliqués dans l'initiative sont tout aussi « bienveillants », et donc, que cette caractéristique relative à la

socialisation des femmes est plutôt partagée entre les femmes et les hommes. À titre d'exemple, il observe que tant les femmes que les hommes "[vont] être capables de dire « ok, je pense qu'il faut qu'on prenne une pause, parce que y'a quelqu'un qui vit quelque chose » (Philippe). Il ajoute ensuite :

[t]'sais j'aurais envie de faire une généralité plate. Si on porte pas attention de ce que les filles vivent, on se prive de la moitié des cerveaux de la planète, fait que pour moi, elles amènent des idées, elles enrichissent tout en fait, pis ça amène probablement des sensibilités qu'on aurait moins, mais j'suis plus capable de distinguer en fait. T'sais, ce qu'on fait, c'est tellement coconstruit en fait, que y'a personne dans le grand dialogue qui cherche la maternité ou la paternité d'une idée. On est juste comme fier collectivement, pis ça je pense que c'est présent, même les gens qui sont en position de leadership, t'sais, ils ont pas tendance à parler au je [...] c'est du on, c'est du nous, fait que ça s'amalgame tout ça. Mais t'sais c'est sûr que le fait qu'on essaie d'être diversifié dans les groupes, bien ça enrichi, tout simplement, mais est-ce que, t'sais j'aurais du mal à cibler des trucs particuliers (Philippe).

5.5. Les enjeux de genre : non perçus comme une priorité d'action

En cohérence avec les éléments énoncés plus haut qui relatent la perception que la sensibilité au genre est implicite et acquise au sein de l'initiative, un cinquième thème ressort du discours des actrices et acteurs. Puisque les personnes rencontrées sont d'avis que la sensibilité au genre est inhérente à l'ensemble de la démarche, certain.es précisent qu'il n'est pas prioritaire d'approfondir ces enjeux. L'adoption d'une posture féministe semble faire consensus, mentionne une personne répondante :

[m]oi j'ai pas vu ça comme un enjeu majeur sur lequel on devrait se pencher. Peut-être parce que c'est comme implicite que c'est important pour tout le monde, donc on a pas mis l'accent là-dessus. [...] Mais c'est l'impression que j'ai, qu'on a tous un peu un fond féministe pis que c'est comme, ça va de soi que l'environnement c'est important, pis l'inclusion c'est important, pis les enjeux comme un peu tous ces enjeux-là sont déjà importants, c'est comme, ça, c'est réglé et on a pas à débattre là-dessus. On n'en parle pas trop (Guillaume).

Une autre répondante abonde dans le même sens puisque son expérience lui laisse croire que les enjeux liés aux inégalités de genre ne se reproduisent pas au sein de la démarche :

[...] je me sens absolument pas, je me sens pas atteinte de façon négative par cet enjeu-là, je me sens très bien acceptée, très bien valorisée, je vois pas vraiment, je n'accorde pas tant d'importance au genre t'sais je l'observe pas tant que ça, ça fait que moi j'accroche pas tant que ça là-dessus finalement. Parce que je me sens très bien dans mon cercle. Pis c'est pas les sujets qui vont le plus me préoccuper aussi. [...], moi je fais juste le constat qu'en fait, c'est peut-être pas ma principale préoccupation tout simplement [...], moi je le vois pas tant que ça, l'enjeu homme femme. On en parle un peu, mais t'sais je pense que, j'ai l'impression qu'on s'est davantage posé la question au niveau de la structure de l'équipe, pis encore là, moi je vois pas de problème. Je ressens pas, je vois pas de problème, pis je suis dans ma *dream team* de travail, fait que t'sais, je veux dire, on l'observe plus quand c'est un problème là, t'sais j'en vois pas, fait que c'est comme pas une préoccupation. Je vois pas de problème, fait que c'est pas une préoccupation que j'ai [...] (Mélania).

Cependant, la position de Mélania n'est pas partagée par Sophie. Cette dernière précise que si, au moment de l'entrevue, les enjeux de genre n'étaient pas au cœur des préoccupations de l'initiative, ils ne sont pas absents. En effet, pour Sophie, la sensibilité et la posture féministe des individus interpellés par le Grand dialogue ne devrait pas être un élément justifiant le fait de ne pas prêter attention aux enjeux de genre. Autrement dit, elle estime que c'est un piège de croire que la sensibilité des personnes rend l'initiative à l'abri de la reproduction des dynamiques de genre sont omniprésentes dans la société. Une plus grande vigilance devrait ainsi être portée à ces enjeux de genre afin d'éviter qu'inconsciemment ils ne se reproduisent :

Ça fait aussi partie [des préoccupations, le genre], mais c'est peut-être pas tant nommé. Je dirais que c'est moins nommé [...] étant donné que c'est peut-être moins nommé et qu'on l'a pas encore placé concrètement sur la table des enjeux, c'est peut-être quelque chose sur lequel être vigilant justement pour les raisons que je nommais tantôt, parce qu'on est porté entre personne qui vise un changement social, on peut prendre pour acquis que tout le monde est à la même place pis que ça peut peut-être plus nous tomber dans la face finalement. Mais, à ce stade j'ai pas, j'allais dire j'ai jamais ressenti ça, mais j'ai peut-être eu un commentaire une fois d'une personne qui, pis t'sais des fois on peut se dire, « ah, mais cette personne-là ça fait plus longtemps qu'elle y réfléchit ou elle est plus impliquée, ou elle a plus de temps à y mettre » fait que, mais finalement cette personne-là c'est aussi un homme, fait qu'est-ce que c'est vraiment juste une question de niveau d'implication ou y'a pas justement cette dynamique-là qui est en trame de

fond dans notre société tout le temps peu importe où on se retrouve finalement là. Fait que ouais, moi j'ai l'impression que ça fait partie des enjeux considérés, mais peut-être pas assez. (Sophie)

5.6. Des mécanismes mis en place pour éviter de reproduire les enjeux de genre

Bien que les enjeux de genre soient abordés plus implicitement et qu'ils n'apparaissent pas comme une priorité d'action pour certaines actrices et acteurs, il appert que différentes stratégies ou mécanismes concrets sont intégrés au fonctionnement de l'initiative afin de favoriser des rapports égalitaires, tant entre les personnes impliquées qu'envers les personnes rejointes dans les animations. Ces mécanismes, qui viennent répondre aux enjeux de genre portés à la conscience des actrices et acteurs, sont cependant considérés par certaines interlocutrices comme étant « basiques », « assez superficiels », non structurant et « pas dans de grandes choses d'éclats ».

D'abord, en référence au fait que les personnes rencontrées considèrent que les voix des femmes font partie de celles qui sont plus souvent emmurées, moins entendues ou considérées socialement, plusieurs ont fait mention de l'importance d'être attentif à ce qu'à l'intérieur des groupes de travail et des animations, la parole des hommes ne prédomine pas sur celle des femmes. Pour que ces dernières soient entendues d'une manière égale aux autres, les cercles et les ateliers fonctionnent avec un mécanisme d'alternance de la parole, comme l'explique cette répondante :

t'sais quand on fait des rencontres et qu'on anime, on essaie d'alterner la parole des hommes et la parole des femmes. Dans les groupes de discussion, si on voit que ça fait 3 gars qui parlent d'affiler, on s'est tous passé le mot, ben là si y'a un quatrième gars qui lève sa main, tu vas aller donner la parole à une femme là. Fait que t'sais on a toute comme pleins de petites pratiques comme ça à la fois dans la constitution des groupes de travail que dans la manière d'animer pour s'assurer que ces voix-là soient entendues. (Philippe)

Il semble que certains acteurs adoptent un regard critique quant à la place qu'ils occupent dans les cercles et ont le souci de valider auprès des femmes si elles ont l'opportunité d'occuper l'espace désiré :

[c'est] de s'assurer que tout le monde prend la parole aussi, t'sais quand on organise des activités y'a pas personne qui parle plus qu'un autre, t'sais on

observe pas que c'est toujours le gars qui parle dans la rencontre, même si y'a 8 filles autour de lui, quelque chose comme ça. Mais encore là, c'est, t'sais les gars que moi je côtoie dans les équipes sont tous vraiment sensibles à ça. T'sais XXX, par exemple il va toujours dire, « bien là t'sais les filles, je parle tu trop, je vous laisse tu la places » sans vouloir encore taguer tout le temps pis dire « hey vous êtes des femmes parlez, là » (Marie-Ève).

Selon Philippe, le souhait d'accorder une place égale à la voix de tous et toutes est réellement présent. Cela peut toutefois constituer un défi, considérant que la participation à l'initiative et les prises de paroles sont volontaires. En ce sens, malgré la sensibilité des actrices et acteurs de l'initiative et la mise en place de mécanismes visant à faciliter les prises de paroles, une part demeure la responsabilité des individus et est hors du contrôle du Grand dialogue.

Mais t'sais par exemple les vox pop, on se l'ai dit, on essaie d'aller autant vers les gars que vers les filles, t'sais on se donne des petites balises comme ça, mais en même temps on a pas de contrôle tant que ça, si après ça les femmes disent « non je veux pas participer », pis les gars sont bien contents de s'ouvrir la trappe pis jaser de leurs vies, on respecte ça en quelque sorte. Pareil quand on fait des animations virtuelles, c'est affiché sur Facebook ouvert à tous, on a pas de contrôle sur les personnes qui viennent. On s'assure que les personnes qui viennent ce soit équitable dans les droits de parole, ce soit accueilli écouté, etc. (Philippe).

Ensuite, la volonté d'adopter une écriture inclusive est aussi soulignée comme une stratégie rédactionnelle ou orale visant à promouvoir l'inclusion dans la démarche et à accorder une plus grande visibilité, notamment aux femmes. Bien que certains perçoivent un défi à cette utilisation, que ça ne soit « pas si simple que ça, dans le quotidien » (Mélanie), ou encore que pour d'autres l'écriture inclusive ne soit pas un « réflexe », une actrice mentionne qu'« il n'y a pas eu de remises en question quand l'idée est arrivée » (Sophie) :

Bien, y'a l'écriture, y'a le souci de l'écriture pas épïcène, mais le truc moins intense, non genré, je pense. Fait que ça, c'est dans les discussions. Je me rappelle d'avoir eu cette discussion, je ne sais plus trop là, mais dans un des cercles c'était un enjeu dans les communications écrites d'être non genré, ou d'écrire tout le temps . e . s, pis c'est ça, c'est quand même bien. Moi je trouve ça dur à faire, mais j'essaye de changer ma méthode d'écriture (Guillaume).

Néanmoins, une certaine flexibilité dans la manière d'utiliser l'écriture inclusive ressort du discours des répondants.es. En effet, des balises ne semblent pas clairement définies, ce qui permet aux actrices et acteurs de varier son application selon les différents contextes.

[...] quand on écrit c'est vraiment l'écriture inclusive, mais t'sais on le dit en blague aussi, t'sais dans un groupe où t'es juste des femmes sauf un gars, « bonjour à tous, bonjour à tous et à toutes », ça c'est comme la formule qui est souvent utilisée là, pour être inclusif, mais là t'sais la blague c'est bonjour à toutes et XXX. Pis après ça tu peux avoir, « hey on peut prendre le féminin quand vous êtes majoritairement féminin », fait que t'sais c'est comme [ça varie] (Mélanie).

Pour une actrice, il semble toutefois que ce soit une volonté d'harmoniser et d'uniformiser l'utilisation de l'écriture inclusive :

Pis là justement dans la dernière rencontre, je nommais qu'il faudrait statuer sur notre, comment nommer ça, notre façon de féminiser à l'écrit, parce que y'a plusieurs manières de le faire, je voulais juste qu'on s'entende de c'est quoi pour qui ait une cohérence d'une fois à l'autre [...] (Sophie)

En poursuivant dans les stratégies déployées par l'initiative visant, selon les interlocuteurs.trices, à enrayer les enjeux de genre au sein de la démarche, nombreux abordent l'équité de représentation comme étant un mécanisme significatif mis en place dès le démarrage du Grand dialogue.

Je peux dire que les deux instigateurs ont toujours eu le souci qu'il y ait une équité de représentation de genre à l'intérieur même du comité de pilotage. Ils ont pas invité par hasard les personnes, bien sûr c'est celles qui avaient de l'intérêt, qui démontraient une proactivité, qui provenaient du milieu de l'environnement, du milieu social, du milieu économique parfois [...] du politique et tout, mais y'ont vraiment tenté le plus possible d'avoir une équité entre la représentation homme femme (Hélène).

De plus, dans la foulée de l'alternance des prises de parole, les actrices et acteurs sont soucieux que les femmes soient présentes dans les différents organes de l'initiative, comme en témoigne Philippe :

Mais sinon au niveau des inégalités, dans l'exercice du Grand dialogue on mobilise, t'sais on a vraiment, c'est sûr qu'on travaille avec les gens qui veulent travailler, mais on a une sensibilisation pour les genres en fait, ça fait

qu'on [...] essaye autant que faire se peut d'être paritaire dans tous les groupes de travail, même dans les sous-groupes de travail, on s'assure, t'sais je me demande si y'a des groupes qui avaient juste des gars ou juste des filles là (Philippe).

Enfin, un dernier mécanisme est l'attention portée à ce qu'il y ait différentes personnes en « tête d'affiche » lors de l'ouverture d'une animation, ou encore, dans les représentations publiques. À cet effet, comme mentionné précédemment, Philippe précise que le Grand dialogue intègre les enjeux de genre en démontrant un « équilibre de ce qu'[il] projette comme image publique [...] ». Il spécifie ensuite : « on veut pas juste des faces de gars » (Philippe). Ainsi, la place est laissée, par exemple, en début d'animation, afin qu'il y ait « une diversité de visage ». Mathieu abonde dans le même sens en ce qui a trait aux représentations et à l'attention portée à ce que les femmes soient présentes :

Bien, j'ai deux exemples, pour ce qui est du *Cercle pilotage* en fait, mettons que là on a une job de représentation à faire, on a une présentation du Grand dialogue à faire dans telle place. Bien, là y'a une discussion. Qui veut y aller d'abord, c'est comme ouvert, pis dans qui veut y aller, bien, la plupart du temps on va préférer être deux à y aller et de préférence un homme une femme. Ça, c'est pour le *Cercle pilotage*. [...] Après ça y'a des mécanismes de représentations, c'est ça je te dirais pour ça, je dirais, quand on a des choses à faire qui veut le faire, on veille à ce qu'il y ait une équité [...]. Pis même quand on fait les lancements, quand on fait les trucs comme ça les interventions plus publiques là, bien on a vraiment toujours une attention que ce soit bien, que les deux genres, en tout cas, qu'hommes, femmes soient représentés. Oui, on essaie de faire ça (Mathieu).

De surcroît, le Grand dialogue tente de conscientiser d'autres mouvements à emboîter le pas et à développer cette sensibilité de représentations égalitaires. Cohéremment, il est arrivé que l'acteur refuse de prendre la parole au nom de l'initiative lors d'événements qui ne mettaient pas en valeur la parole des femmes :

[...] Je te dirais qu'on sensibilise indirectement aussi t'sais on travaille avec [...] un autre groupe au niveau national et moi ils m'ont invité récemment à participer à un panel, j'étais le troisième gars, j'étais bien non, je veux pas y aller moi [...], ajoute pas un autre gars, va te chercher une femme. T'sais, fait que t'sais, par un peu de sensibilisation, éducation aussi à l'extérieur ouais (Philippe).

Toutefois, un répondant observe que, parfois, différents obstacles rendent difficile, voire impossible d'avoir une représentation diversifiée des personnes prenant parole au nom du Grand dialogue. Ces embûches peuvent être aussi banales que l'indisponibilité des personnes, ou encore être une question de temps. Dans d'autres circonstances, il s'agit plutôt du fait que les femmes ne se sentent pas confortables ou à la hauteur pour cette tâche, une réalité intrinsèquement liée à la socialisation genrée. C'est ce qu'explique Mathieu :

Des fois, ça marche pas. Des fois, ça fonctionne pas, parce que y'a des contraintes de temps. Des fois y'a des femmes que ça leur tente pas parce qu'elles se sentent pas compétentes, elles ont le sentiment d'imposteur, pis moi comme gars je vais passer par-dessus pis je vais le faire. Ça ça arrive, ça arrive encore souvent (Mathieu).

Mathieu n'est pas le seul à partager cette réflexion. En effet, deux autres personnes estiment que l'inconfort observé des femmes à représenter l'initiative publiquement est un défi rencontré dans les efforts mis en place pour que le Grand dialogue soit sensible au genre :

On était deux trois personnes à être plus les têtes médiatiques au début t'sais pis, t'sais je le vois l'inconfort qu'ont les femmes d'aller sur la place publique, plus que les hommes, mais non, c'est pas grave t'sais, faut le faire, en fait, faut vraiment qui aient plusieurs visages, que les visages soient variés qu'ils viennent de différents milieux, que ce soit des gens de différentes générations, des gens moins à l'aise, plus à l'aise, t'sais [...]. (Philippe)

La deuxième actrice explique, elle aussi qu'elle observe « que c'est très difficile pour les femmes de prendre leur place » (Hélène), et ce, malgré la disposition de « conditions favorables » qui devraient pourtant les soutenir.

Hey seigneur! Parce qu'on est bien trop perfectionniste [rires]. On a peur de la critique, on a peur de s'exposer, on a peur de prendre la parole, t'sais on n'aime pas ça. Fait que, faut vraiment, moi je fais souvent, ça fait pas longtemps que je me sens à l'aise. [...] quand j'avais 20 ans pis 30 ans là, j'étais pas là. Là, ça fait pas des années que je me sens à l'aise de m'exprimer pis d'être soumise à la critique, pis encore là, je suis pas très sur la scène publique. Peut-être que je pognerais mon aire là t'sais, parce que c'est pas simple. On voit là les guerres, les insultes sur le net, ta ti ta ta. Faut avoir la couenne dure en tabarouette là, t'sais. Et moi je le vois, je le constate et

j'encourage les jeunes femmes en disant « écouter les filles, on est en train de vouloir changer le monde, mais on peut pas juste rêver, il faut aussi agir, pis let's go, on est capable. Pis c'est pas grave si on se trompe pis t'sais ça fera rien » pis j'encourage, pis, mais je le vois comment on est sur le break à bras, t'sais, pis qu'on laisse souvent les gars qui vont vraiment plus [rires] prendre la place. On a besoin d'être soutenue, t'sais.

Enfin, selon leurs partages, il est possible de constater que ces deux actrice et acteur estiment important de surpasser ce défi, qui selon eux, prend racine dans un contexte culturel donné et dans un système social qui maintient ces dynamiques de pouvoir, comme l'exprime ces deux répondant.e.s :

[c] » est culturel, y'a beaucoup de choses. Les petites filles parfaites, toute faut qui soit parfait, on veut pas la critique, on veut pas si, t'sais on a pas cette attitude-là nécessairement du combattant, c'est correct dans un sens, mais pas quand ça vient éteindre notre voix et la considération de nos besoins. On n'est pas obligé de le faire de façon combative, mais il faut trouver une façon que ça s'actualise aussi (Hélène).

Moi je pense que c'est systémique, c'est l'histoire c'est, c'est tous les systèmes économiques, politiques qui existent présentement ont été mis en place à une époque que c'était des gars blancs de 50, 60 ans qui décidaient toutes. Fait que t'sais, naturellement ben toute l'organisation sociale s'est construite par et pour des gens qui maintiennent leurs pouvoirs et leurs privilèges là, fait que t'sais ça rend plus difficile l'accès à toute pour les populations, t'sais, qui sont pas dans cette gang-là fait que c'est vraiment systémique (Philippe).

Ces extraits évoquent les racines structurelles des effets des rapports de genre qui posent un obstacle à la présence égale des femmes et des hommes lors des représentations du Grand dialogue. Ce défi à l'intégration des enjeux de genre n'est pas l'unique à être expérimenté au sein de la démarche. Les partages des actrices et acteurs révèlent d'autres obstacles, tant dans la structure organisationnelle que dans les activités d'animation, qui méritent d'être discutés dans la prochaine section.

5.7. Défis à l'intégration des enjeux de genre

Cette septième section décrit quelques défis perçus par les actrices et acteurs quant à l'intégration des enjeux de genre dans leur démarche. Malgré que de façon générale les actrices et les acteurs dépeignent le Grand dialogue comme une initiative inclusive et

sensible aux enjeux vécus par les femmes, certains défis persistent et complexifient l'adoption plus formelle d'une approche sensible au genre. Effectivement, lors des entretiens, quelques personnes expriment que les discussions entourant les enjeux de genre peuvent générer de l'inconfort et être source de tensions. De plus, certains acteurs se sentent illégitimes d'aborder le sujet. Les sources de financement ainsi que les ressources financières disponibles sont également nommées comme des facteurs qui influencent la disponibilité des acteurs et actrices à se pencher sur cette dimension.

5.7.1. La discussion au sujet des enjeux de genre : source d'inconfort et de tension

Certaines personnes rencontrées sont d'avis que le fait de discuter des enjeux de genre peu susciter des inconforts, tant chez les actrices et acteurs du Grand dialogue que chez les personnes participantes. Ce défi émerge particulièrement dans le discours de deux acteurs qui croient que de réfléchir au « pourquoi, au comment, aux aspects systémiques [...] » (Philippe) des enjeux de genre impliquent des remises en question individuelles et collectives et risquent d'opposer des visions lorsque les situations de privilèges dont bénéficient différents groupes seront soulevées. Les échanges avec certaines actrices et acteurs permettent également de comprendre que différentes sources d'inconforts anticipées posent un défi au fait d'aborder ouvertement la question des enjeux de genre, tant au sein de l'équipe du Grand dialogue que lors des activités d'animations auxquelles sont invité.es. les citoyen.nes.

D'abord, à l'interne du Grand dialogue, Philippe exprime qu'à son avis, l'un des obstacles limitant les discussions sur les enjeux de genre provient d'un inconfort personnel et du fait que le dialogue peut être confrontant. De fait, cet acteur ressent une non-légitimité d'aborder, en tant qu'homme, des enjeux davantage vécus par les femmes. :

[c] » est drôle hein, je vais t'en parler, mais moi t'sais, parler de ces enjeux là je trouve ça difficile pis parler de ces enjeux-là avec des femmes je trouve ça encore plus difficile, parce que c'est confrontant pour plusieurs femmes aussi. C'est confrontant pour plusieurs gars de te faire dire t'es un privilégié mon homme, pis quand tu parles, on t'écoute plus que si t'étais une femme, t'sais ça, « ben non, c'est mon expérience, pis c'est tout » oui, mais tout ça est aussi lié à tes privilèges, fait que t'sais, c'est rough pour les gars, mais,

c'est rough pour les femmes aussi. Pis quand, moi j'ai arrêté de nommer ça, je t'en parle à toi, parce que c'est ton sujet de recherche, mais t'sais moi je me sens très mal d'amener ces enjeux-là dans une discussion avec des femmes parce que je me sens pas légitime, pis je sens que c'est confrontant. [...] [P]arler aussi en profondeur de tout ce qui a de sous-jacent en arrière de ça [...] c'est délicat [...]. (Philippe)

Dans le même esprit, Mathieu reconnaît que certaines actions individuelles liées à la transition incombent davantage aux femmes. Celui-ci perçoit que dans l'équipe du Grand dialogue, les discussions sur le genre sont susceptibles de mener à des confrontations et de générer de la colère. Il croit qu'une certaine cohésion au sein des différents cercles doit s'être développée afin d'aborder sereinement ces enjeux.

Mettons y'a un enjeu qui dit, « oui, mais moi comme femme [dans] la maison, là, moi j'ai toutes les tâches esti de, comment on appellerait ça, qui sont en lien avec les produits ménagers, on veut faire du jardinage, on veut transformer, c'est tout bien beau, mais au bout du compte, c'est moi qui me tâche la transformation des tomates, des ci, des ça, du jardin ». [...] Je caricaturiste un peu tout ça, mais après ça après ça, quand tu reçois ça tu dis, moi j'ai bien beau avoir de belles idées écologistes, mais dans mon couple ma blonde elle me dit, « bien c'est injuste parce que moi les belles idées écologistes, c'est moi qui me les tape dans le zéro déchet ». Mais ça peut être vraiment confrontant. Pis si on réagit tout de suite dans la colère, on est pas plus avancé. [...] Ça peut se passer dans une discussion sur le zéro déchet, par exemple, pis je dis ça parce que ça arrive. Parce que quand ces tâches-là sont majoritairement incombées aux femmes, pis déjà que ce soit incombé aux femmes bien c'est déjà là une preuve de séparation des tâches injuste qui remonte du patriarcat pis en plus on doit se taper la bonne conscience écologiste. Ça prend une certaine forme de maturité de groupe pour en jaser tout ça là. (Mathieu)

Ensuite, les répondant.es estiment qu'il est délicat de questionner les enjeux de genre lors des activités d'animation avec la population. Il semble que la réticence d'aborder les inégalités entre les femmes et les hommes prenne racine dans le contexte socio-économique de la région. En effet l'histoire industrielle du Saguenay–Lac-Saint-Jean selon laquelle les secteurs d'emplois traditionnels pour les femmes et les hommes sont prédominants peut effectivement rendre délicat, selon Philippe, le fait de traiter de cet enjeu avec la population :

[...] C'est confrontant à la fois pour les hommes que pour les femmes pis pour les gens qui s'associent, comme je dis, ni à l'un, ni à l'autre, ou aux deux, ou à autre chose. Ça vient brasser l'identité, l'histoire. Ça donne beaucoup de remises en question, beaucoup de doutes, beaucoup d'insécurité aussi. T'sais aussi, souvent les gens veulent bien faire, mais ils savent pas comment bien faire, c'est comme si on évolue dans un train en marche, y'a plusieurs accroches, y'a plusieurs visions au sein des mouvements féministes et pour la diversité en général, fait que ouais, c'est pas des sujets faciles et ça fait qu'on les a pas tant abordés de front, pas encore.[...] c'est des sujets sensibles, confrontants, dans la région particulièrement. T'sais, on a un passé industriel là, t'sais fait que, y'a des rôles qui sont hyper campés. Les familles, le gars travaillent à l'usine, la femme reste à maison ou elle est enseignante ou infirmière. Je veux dire, je sais pas quel pourcentage des familles marche de même, mais, on a comme une histoire, culturellement, qui a construit encore plus les systèmes patriarcaux t'sais, fait que oui c'est confrontant. On se bute à des enjeux qui sont systémiques. Perdre du pouvoir c'est pas le fun pour personne. [...] Je te dis ça quand on sort du Grand dialogue, au sein du Grand dialogue, c'est plus le volet très personnel, confrontant et tout qui en fait un sujet sensible, mais pour l'externe, pour ce qu'on veut, on s'attend à rencontrer beaucoup de résistance (Philippe).

Puisque la mission du Grand dialogue est d'entendre les voix multiples et diversifiées de la région, il est incontournable, selon les répondant.e.s, de s'adresser, dans les prochaines activités d'animation, aux travailleurs et travailleuses des secteurs primaires, qui, selon Mélanie, sont un public n'ayant pas encore été entendu. Cette dernière est sensible au fait que ces personnes se sentent interpellées par la démarche. Elle croit ainsi judicieux de discuter d'enjeux plus invitants que ceux liés au genre et estime qu'il est important de développer une relation de confiance avant d'aborder des sujets sensibles :

On veut rejoindre les gens, ok comment on fait pour t'sais quand on parle de la voix des travailleurs là, c'est des hommes qui travaillent dans l'industrie extractive. T'sais comment, t'sais ça va être des questions à se poser là. Fait que t'sais une des solutions c'est d'aller ça va être d'aller plus dans d'autres types de questions en priorité là pour créer le climat de confiance et après ça si jamais on veut aller dans ces sujets-là qui pourraient être plus sensibles. [...] t'sais comment est-ce qu'on fait pour s'assurer que ce soit bien perçu qu'on n'ait pas l'air d'une gang d'hypersensibilisé.es, ouvert, pis que ça choque et qu'ils se retrouvent pas là-dedans. Fait que t'sais on peut y aller en douceur quand même je pense là (Mélanie).

Cette actrice croit également que la manière de discuter les enjeux de genre, dans une approche d'inclusion, doit être finement réfléchie afin de s'assurer, que « l'homme blanc ne se sente pas comme pris pour un méchant » (Mélanie). Cela dit, Philippe demeure optimiste que la démarche saura aboutir vers des discussions profondes où les enjeux de genre, d'égalité et d'inclusion pourront être débattus collectivement, tant au sein de l'organisation qu'avec la population.

Aller réfléchir au pourquoi, au comment, aux aspects systémiques, au sentiment d'imposture qu'on voit plus présents chez les femmes, tout ça, c'est pas encore. Si ça, ça peut finir comme émerger, moi ça je verrais ça comme une retombée vraiment positive, cette espèce de prise de conscience là autant chez les hommes que chez les femmes que chez les gens qui s'associent ni à l'un, ni à l'autre, ou aux deux, pis que ça libère un peu le discours là-dessus, que ça ouvre, moi j'aimerais ça. J'aimerais ça qu'on soit capable d'avoir sereinement, collectivement, bien, sereinement, autant que faire se peut, ces discussions-là, pis qu'il ait des prises de conscience qui soient faites là-dessus (Philippe).

5.7.2. Le manque de ressources comme une barrière à l'intégration des enjeux de genre

Au cours des entrevues, différentes personnes se sont prononcées sur cet enjeu lié aux ressources financières de l'initiative. Pour plusieurs d'entre elles, autant le financement accordé que le manque de ressources financières représentent des obstacles à une intégration des enjeux de genre plus explicite au sein du Grand dialogue.

En effet, les actrices et acteurs expliquent qu'étant financée par différentes instances³ et n'ayant pas de financement récurant, l'initiative se doit d'être stratégique et orienter les priorités de ses actions en cohérence avec celles des programmes de financement ciblés. C'est en ce sens que Hélène exprime : « c'est encore que l'argent, ça dirige beaucoup le développement » (Hélène). Si les enjeux vécus par les femmes ne sont

³ Le Grand dialogue bénéficie de différentes sources de financement ponctuelles et non récurrentes (fonds de recherche, fondations, sociofinancement, etc.). Afin d'assurer la pérennité de l'initiative et de la déployer encore plus vastement sur l'ensemble du territoire du SLSJ, les actrices et acteurs doivent poursuivre leurs efforts pour trouver d'autres sources de financement.

pas un axe prioritaire du bailleur de fonds, cela rend plus difficiles de les mettre en valeur au sein du projet qui sera financé, le cas échéant. À titre d'exemple, Philippe mentionne :

Ah oui, ça, c'est intéressant, je te fais part de cette réflexion-là. On associe beaucoup les voix moins entendues à la notion de minorité. Pis les femmes, vous êtes pas une minorité, vous êtes la moitié de la population de la planète [...] fait que ça se peut que dans la FLAC, et dans le MEI, même si on parle des voix moins entendues, la question des femmes ne soit pas mise de l'avant [...], pas parce que nous on le considère pas, mais, on pense à ceux qui vont nous lire au-dessus. (Philippe)

En ce qui concerne plus spécifiquement les sources de financement, Mélanie abonde dans le même sens en expliquant qu'il est nécessaire d'user de stratégies et d'opportunités afin d'obtenir du financement, ce qui fait en sorte que les enjeux de genre ne sont pas nécessairement au cœur des actions si ces enjeux ne font pas partie des priorités déterminées par les différents programmes de financement :

[e]n termes d'inclusion aussi, quoi d'autre, euh, inclusion, on a nommé, t'sais les enjeux est-ce que les femmes, notamment les mères on arrive à les rejoindre adéquatement ? pis en tant que femme et mère, ça me préoccupe aussi, mais c'est pas encore un cheval de bataille qu'on a décidé de nécessairement prendre de front, parce que faut qu'on fasse des choix stratégiques, bien, on fait des choix, stratégies, opportunistes là [par apport à ceux qui financent], fait que, c'est pas un sujet qu'on a encore vraiment, je veux dire approfondi, là, mais c'est un sujet qui a été nommé, pis probablement qu'on va le faire de façon plus indirecte que direct. (Mélanie)

Un autre aspect des défis à l'intégration des enjeux de genre en lien avec les ressources financières réside dans le fait qu'elles sont insuffisantes pour rémunérer des personnes dans chaque cercle de travail. C'est notamment ce qu'explique Sophie lorsqu'elle mentionne qu'au sein du *Cercle éthique*, les enjeux de genre ont été nommés, toutefois, le fait que les ressources financières ne permettent pas de rémunérer une personne qui puisse avoir le leadership de ce groupe ralenti le processus et ne permet pas de faire avancer les discussions et les actions sur ces enjeux :

[...] c'est vrai, dans le *Cercle éthique*, je sais qu'il y avait quelqu'un justement qui, qui avait participé et elle arrivait avec l'intention de, justement en termes d'éthique, de considérer les enjeux féministes, mais comme, de s'assurer que ce soit inclus en fait au Grand dialogue [...] fait que je pense

qu'au travers du *Cercle éthique* finalement, je sais que ce cercle-là c'est un des cercles qui a de la misère justement parce qu'il n'y a pas quelqu'un qui peut être rémunéré jusqu'à ce jour, qui lead les rencontres, donc qui permet que les travaux avancent à un certain rythme, puis que, finalement je me rends compte que ça a quand même été nommé dans ce cercle-là, et que via le *Cercle éthique* ça pourrait être des discussions qui auraient lieu quand le cercle va être en mesure d'être plus actif. (Sophie)

Elle résume ainsi qu'avoir « une personne qui est capable de se dégager du temps ou pour laquelle on est capable même de dégager des ressources financières » (Sophie) faciliterait la prise en compte concrète des enjeux de genre au sein du Grand dialogue.

Indirectement lié aux moyens financiers de la démarche citoyenne, le temps semble également être un frein aux réflexions et discussions spécifiquement orientées vers les enjeux de genre. Comme le précise Marie-Ève, le fait de réfléchir les animations et les actions du Grand dialogue avec une perspective sur les enjeux de genre nécessiterait d'accepter que les processus soient plus longs : [e]st-ce que ça vient avec des enjeux, bien, non, à part de prendre le temps de le faire, puis d'accepter que ce temps-là est nécessaire peut-être. T'sais, puis, que si jamais quelqu'un met le doigt sur un enjeu de genre justement puis qu'il faut le traiter puis l'aborder, puis se réfléchir les animations par la suite, ben ça va devenir peut-être un défi parce que ça va prendre plus de temps, ça complexifie la tâche de réfléchir les ateliers. Idéalement peut-être qu'il faut repenser les gens qu'on va impliquer dans la démarche, fait que je pense qu'il faut prendre le temps de le faire. Ça serait l'enjeu de temps je dirais. Mais, est-ce que c'est un sacrifice ou pas, c'est une autre question (Marie-Ève).

En résumé, il ressort des entrevues que les obstacles engendrés par les ressources financières relèvent tant des priorités d'actions des bailleurs de fonds, que des ressources humaines disponibles pour se pencher sur la question du genre ainsi que de leur capacité à investir pleinement ces enjeux au sein de l'initiative en raison du temps que cela nécessiteraient.

5.8. L'adoption d'une posture d'apprentissage pour favoriser des pratiques sensibles au genre

Ce que certaines et certains ont souligné comme l'adoption d'une posture d'apprentissage constitue le huitième thème de la présentation des résultats.

Au regard des éléments nommés quant à la structure de l'initiative, aux mécanismes d'inclusion et au défis qu'ils suscitent, les actrices et acteurs tiennent à exprimer que l'initiative progresse dans un contexte d'apprentissage et d'expérimentation de nouvelles façons de faire. Ils et elles expliquent tenter de déployer les meilleures pratiques, notamment en étant sensibles à ne pas reproduire les multiples oppressions, mais sont d'avis que les enjeux sont complexes :

[m]ais on apprend, t'sais je veux dire, tout ce que je dis là, faut vraiment mettre ça dans le contexte qu'on expérimente quelque chose, on met en place des trucs qu'on pense être les meilleurs disponibles pour le moment dans une pensée complexe qui inclue cette espèce de diversité d'oppression aussi, colonialisme y compris. Tout ça, tout est impliqué là-dedans, mais c'est dur parce que c'est toute sorte de nouvelles affaires qu'on apprend, t'sais. Y'a 15 ans moi quand j'étais un militant je veux dire y'avait toute sorte de mots qu'on employait, mais qui sont pas comme aujourd'hui, pis le fait de tout bien lier ça ensemble, c'est la job qu'on a à faire, t'sais je veux dire c'est le fun là t'sais je veux dire c'est quelque chose, t'sais on a une grosse tâche à faire [rires] (Mathieu).

De plus, l'initiative est soucieuse de se renseigner quant aux meilleures pratiques à mettre en application afin de s'assurer que le contact avec les différentes populations se fasse dans le respect de leurs réalités et enjeux qui leur sont propres :

[p]our le reste, pour ce qui est des voix moins entendues, bien là on en fait un cheval de bataille pis on a une réflexion éthique là-dessus aussi pour pas faire des erreurs de démarrage. T'sais comme se renseigner sur les bonnes pratiques, t'sais l'équipe recherche qui va comme un peu démarrer ça, on veut s'outiller fait que ça veut dire faire une formation de base, identifier dans la littérature c'est quoi les meilleures pratiques, justement pour faire les choses comme il faut au démarrage et pas se tirer dans le pied (Mélanie).

Cela dit, les actrices et acteurs jugent tout de même ne pas être à l'abri de répéter des « erreurs » ou des « faux pas » qui auraient plutôt l'effet d'exclure ou de reproduire des dynamiques de pouvoirs. Les actrices et les acteurs ont toutefois la profonde conviction que si une telle bévue se produisait, elles et ils sauraient humblement reconnaître les faux pas et mettre en place des stratégies pour éviter que cela ne se reproduise. C'est d'ailleurs ce que mentionne Guillaume et Mathieu : « c'est ça qui est fou dans le Grand dialogue c'est que chaque comme, pas erreur, mais chaque difficulté est revirée en apprentissage,

est documentée et comme diffusée si on veut. Ça sert à enseigner, ça crée des apprentissages pour les autres aussi » (Guillaume).

[...] On s'est dit qu'on allait se tromper, pis qu'on allait se mettre les pieds dans la bouche, qu'on allait faire des erreurs. Pis que ça allait arriver, mais que ça allait pas [...] nous censurer à essayer quand même. Parce que t'sais, discuter avec des personnes trans, je sais pas comment parler bien de leur univers. Je sais pas. Pis y'a des mots que je vais dire qui vont être offensant, peut-être qui vont être blessant, pis ça, je vais faire mon devoir avant, je vais lire, on va faire des trucs avant, mais, fait que si on part avec ça de dire, on va se tromper, mais que la volonté elle est vraiment, au-delà de se tromper, mais que c'est d'aller créer un contact authentique, je sais pas comment dire, ouvert, de dire bien, esti on peut pas construire un monde en transition sans parler avec le monde qui habite le monde (Mathieu).

C'est pas parce que y'a pleins de femmes dans le Grand dialogue que y'a pas quand même des mécanismes d'oppression pis de patriarcat qui se reproduisent là, pis du machisme, ça, on est pas à l'abri, mais je pense qu'on aurait, j'ose croire comme gars qui dit ça, si ça se passe, il va y avoir la place pour en discuter ouvertement. Ça va être malaisant, tout ce qu'on voudra, mais, ou peut être pas, mais j'ose espérer que si ça se passe, qu'on puisse en discuter. (Mathieu)

Bref, l'on retient que l'initiative du Grand dialogue est en constante évolution et que les actrices et acteurs sont habités par une réelle volonté d'adopter les meilleures pratiques pour s'assurer de déployer une initiative à l'image de la collectivité du Saguenay–Lac-Saint-Jean. La posture réflexive des actrices et acteurs permet également de garder une pensée critique afin d'ajuster continuellement les manières de faire, et ainsi, tendre vers une initiative juste, égalitaire et transformatrice.

5.9. Impacts de la recherche

En terminant la présentation des résultats, soulignons que quelques répondantes ont mentionné que l'entretien de recherche leur a permis de prendre un pas de recul sur leur démarche et jeter un regard critique sur la manière dont les enjeux de genre sont traités au sein de l'initiative. Ainsi, certaines personnes ressortent de l'entrevue avec une volonté d'approfondir cette thématique. L'une d'entre elles mentionne d'ailleurs avoir « le gout d'être plus attentive à [la place des femmes] dans les prochaines rencontres auxquelles

[elle participera] » (Sophie). Cette même actrice affirme d'autant plus qu'elle se : « rend compte qu'il y a un souci [d'intégrer les enjeux de genre] en trame de fond, mais que c'est vraiment pas un volet [qui a été] développé comme tel [et que c'est] vraiment à faire, de [son] point de vue [...] » (Sophie). Enfin, une seconde actrice spécifie que l'entrevue l'a mené à se questionner « à savoir comment identifier mieux peut-être ou plus spécifiquement les enjeux de genre » (Marie-Ève), puisque pendant la rencontre, cette dernière n'était « pas capable de mettre des exemples et des réalités là-dessus [...] » (Marie-Ève).

Chapitre 6. Discussion et interprétation des résultats

Le chapitre précédent présentait les résultats de l'analyse des entrevues réalisées avec sept actrices et acteurs du Grand Dialogue, croisés avec la revue documentaire réalisée sur l'initiative. Ce sixième chapitre permet ainsi d'approfondir ce processus d'analyse et d'interprétation en discutant et en mettant les résultats en lien avec les théories mobilisées, soit l'écoféminisme et l'intersectionnalité. À l'évidence, vu le petit échantillon de personnes rencontrées et le caractère évolutif de l'initiative, les résultats et leur interprétation ne représentent qu'une photo à un moment donné dans la vie du Grand Dialogue régional pour la transition socioécologique. Néanmoins, différents éléments méritent d'être discutés et permettent une meilleure compréhension des pratiques qui, au moment de la collecte de données, témoignaient en tout ou en partie d'une sensibilité aux enjeux de genre dans le Grand Dialogue. La discussion permet ainsi de soulever différentes pistes de réflexion et d'approfondir certaines dynamiques liées au discours sur le genre.

Par ailleurs, la démarche d'analyse essentiellement inductive de cette recherche a laissé place à l'émergence de thèmes non prévus initialement et a permis d'ouvrir les perspectives d'analyse en évitant de rester centré sur les aprioris de l'étudiante-chercheuse, et ainsi, mobiliser une analyse féministe des organisations. Conséquemment, l'analyse a permis de dégager différentes thématiques qui ont été présentées dans le chapitre précédent (par exemple, la vision de la transition, le sens donné à l'inclusion, la gouvernance participative, l'implicite sensibilité aux enjeux de genre, l'apport spécifique des femmes) et qui seront discutées à l'aide des éléments du cadre théorique dans les prochaines pages. Cette stratégie nous a semblé la plus appropriée pour tenter de bien saisir la complexité de l'objet de l'étude et éviter de négliger plusieurs éléments structurants dans la considération des enjeux de genre dans l'initiative du Grand Dialogue.

Plus concrètement, la discussion permettra de jeter un regard critique sur les pratiques dites inclusives de l'initiative afin de mieux comprendre si ces dernières favorisent, comme l'entendent les théories écoféministes et intersectionnelles, l'égalité

entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes. Pour ce faire, différents éléments en lien avec la structure et la gouvernance de l'initiative, de même que la place qu'occupent les femmes dans la démarche seront mise en relation avec le cadre théorique.

À première vue, si l'on tâche de répondre spontanément à la question de recherche, et sans analyse minutieuse du matériel, nous pourrions être tentées de soutenir que l'initiative étudiée n'est pas sensible aux enjeux de genre, car, d'une part, ceux-ci ne font pas partie intégrante du discours des actrices et acteurs. L'initiative n'est pas non plus explicitement élaborée autour de la réponse à ces enjeux. D'autre part, l'on pourrait être tenté d'évoquer que dans l'élaboration de la démarche, les enjeux de genre n'ont pas fait l'objet d'activités formelles de dialogue, ni dans les cercles de travail avec les personnes impliquées dans la démarche, ni dans les activités d'animation auprès de la population générale. Les actrices et acteurs précisent également que les enjeux de genre ne sont pas une priorité d'action pour l'initiative.

Toutefois, en adoptant une posture analytique et critique, qui permet de confronter ma propre logique théorique et les données empiriques, il est possible de dégager une analyse beaucoup plus nuancée au sujet de l'intégration des enjeux de genre dans le Grand Dialogue. Cette analyse révèle ainsi de nombreuses pratiques porteuses des principes écoféministes intersectionnels, sans pour autant omettre d'élaborer sur les différentes limites de l'intégration des enjeux de genre du Grand Dialogue.

6.1. Le Grand Dialogue et ses fondements communs avec l'écoféminisme intersectionnel

D'entrée de jeu, le constat qui apparaît le plus évident et qui concorde avec les perspectives écoféministe et intersectionnelle est la vision de la transition mise de l'avant par les actrices et acteurs du Grand Dialogue. En effet, tant les entrevues que les documents consultés révèlent une vision de la transition socioécologique qui considère à la fois les aspects de l'environnement physique et de l'environnement social. Au cœur de leur démarche, l'on comprend qu'une forte volonté de transformation des structures sociales, économiques et politiques et du système de valeurs motive les actions des

actrices et acteurs qui mèneront vers une définition collective d'une société plus juste, inclusive et équitable. Cette vision de la transition socioécologique coïncide ainsi avec les perspectives écoféministes intersectionnelles qui précisent l'importance de « renverser les systèmes de dominations afin de voir émerger une société juste et écologique (Casselot, 2017, p. 25) et de définir une nouvelle hiérarchie de valeurs » (Castelain-Meunier et Meunier, 2022).

Bien que les personnes rencontrées précisent que cette vision n'est pas spécifiquement ancrée dans une perspective sensible aux enjeux vécus par les femmes ni dans l'objectif précis de transformer les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes et entre les femmes elles-mêmes, les actrices et acteurs du Grand Dialogue semblent conscients des structures de domination bien établies dans la société actuelle, qui ont pour effet de maintenir une multitude de femmes et de personnes minorisées dans des situations d'oppressions. Conséquemment, les résultats montrent que les actrices et acteurs aspirent à bâtir une feuille de route pour la transition socioécologique dans laquelle les transformations proposées et revendiquées permettent d'agir sur les causes structurelles et systémiques des inégalités sociales que sont le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme. Il est donc possible de croire que la transition proposée par le Grand dialogue aura pour effet de diminuer les inégalités vécues par les femmes.

Néanmoins, si l'on s'arrête à ce lien entre la vision de l'initiative face à la transition socioécologique et la sensibilité aux vécus spécifiques des femmes, l'intégration du genre dans l'initiative demeure indirecte, voire abstraite. Effectivement, ce rapprochement est de l'ordre des principes et des paradigmes idéologique et hypothétique qui ne nous permettent pas de figurer concrètement de quelles façons les processus d'élaboration de l'initiative du Grand Dialogue sont sensibles ou non aux enjeux de genre.

Or, les actrices et acteurs expriment clairement leur volonté d'expérimenter la transition en actualisant, au sein même de leur organisation, les principes d'équité, d'inclusion et de justice qui la sous-tende. Cette intention de concrétiser la transition donne ainsi lieu à l'émergence de nombreuses pratiques visant, entre autres, à remédier

aux rapports de pouvoir et aux inégalités qui en découlent. Le choix de privilégier une structure horizontale, axée sur l'inclusion de toutes personnes désireuses de se joindre au mouvement et sur des processus de gouvernance participatifs est ainsi conséquent avec leur désir d'expérimenter une démarche représentative de la transition sociale et écologique.

6.2. La démocratie participative : une structure favorisant l'inclusion des femmes

Il semble qu'à travers les années, la démocratie participative, avec ses ambitions inclusive et égalitariste, se soit présenté comme un type de gouvernance remédiant à l'exclusion des groupes historiquement marginalisés des espaces de participation citoyenne (Paoletti et Rui, 2015). Cette gouvernance, décrite par Lacroix et Saint-Arnaud comme « l'ensemble des règles et des processus collectifs, formalisés ou non, par lesquels les acteurs et actrices concernéEs participent à la décision et à la mise en œuvre des actions publiques » (Cité dans Beaulieu, 2019, p. 317), n'est toutefois pas automatiquement garante d'une meilleure considération et intégration des besoins et enjeux vécus par les femmes, et les groupes plus souvent exclus des structures de pouvoir ni d'une réduction des inégalités (Beaulieu, 2019 ; Deldrève, 2020). Par conséquent, pour qu'un fonctionnement démocratique et participatif soit sensible au genre, celui-ci doit s'accompagner d'une volonté de transformer les rapports sociaux de sexe inégalitaires, et autres rapports de pouvoir, qui font en sorte que souvent, malgré la participation des femmes, « l'universel-neutre-masculin » (Paoletti et Rui, 2015, p. 13) prédomine encore dans plusieurs structures et organisations. Certains récits des actrices et acteurs soutiennent d'ailleurs cette réalité en montrant, d'une part, que la structure décisionnelle est l'une des stratégies élaborées par l'initiative afin de promouvoir des relations plus égalitaires étant conscient.es des différents rapports de pouvoir qui peuvent se reproduire et ayant une ferme volonté d'y remédier. D'autre part, cette structure est perçue par certaines personnes rencontrées comme une manière, pour reprendre leurs mots, de défaire des « patterns sociaux qui valorisent, peut-être, davantage la voix d'un homme que celle d'une femme » (Sophie). Pour ce faire, différentes pratiques très concrètes comme

l'alternance dans les tours de parole ainsi que la présence des femmes des événements de représentation de l'initiative découlent de cette intention de promouvoir des rapports plus égalitaires.

6.2.1. L'implication significative des femmes dans le Grand Dialogue

Les propos des actrices et des acteurs révèlent également d'autres concordances entre l'initiative et les perspectives écoféministes quant aux pratiques favorisant une gouvernance démocratique et participative sensible aux enjeux de genre. Rappelons que les écrits écoféministes s'intéressant aux structures de gouvernance estiment que la simple présence des femmes n'est guère suffisante pour atteindre l'objectif d'une démarche de transition socioécologique juste, égalitaire et sensible au genre (Alber, 2011a). Selon plusieurs auteures, la structure de gouvernance d'une initiative requiert non seulement de favoriser la participation des femmes, mais ces dernières doivent être impliquées dans les décisions, lesquelles nécessitent de tenir compte de leurs besoins et de leurs intérêts (Beaulieu, 2019 ; Rochette, Gramme et Lavigue Le Buis, 2013). Il ne s'agit donc pas que du nombre de femmes participantes, mais également « d'augmenter la qualité de leur participation [traduction libre] » (Secretariat of the Convention on Biological Diversity, 2022, p. 13). Gotelind Alber (2011) soutient aussi que les femmes doivent être partie prenante à tous les niveaux d'une démarche de participation citoyenne, incluant à son amorce, lorsque la problématique et les questions qu'elle soulève sont définies.

À cet égard, les personnes rencontrées sont assez claires quant à l'importante participation des femmes dans la structure de l'initiative. Il semble également que leurs préoccupations et intérêts soient entendus, comme l'évoquait Mélanie lorsqu'elle exprime que le Grand Dialogue est l'opportunité pour des femmes de partager davantage leurs opinions. Celles-ci sont notamment présentes dans la démarche depuis son démarrage, et elles sont nombreuses à être en position de leadership. Quelques actrices et acteurs jugent que les femmes ont une contribution notable au sein de la démarche. S'il est difficile pour certain.es répondant.es de spécifier la nature de cet apport singulier, pour l'un des acteurs, les femmes dans le Grand Dialogue sont reconnues comme des actrices de changement,

au vu des différents rôles de leadership qu'elles occupent. Il semble ainsi que la perception des personnes rencontrées considère les femmes comme des actrices en mesure d'agir face aux changements climatiques, en les positionnant comme des vectrices de la transition socioécologique. Selon le Réseau des femmes en environnement (2018 b), la reconnaissance de la place et du leadership des femmes est essentielle et se doit d'être valorisée dans l'ensemble des sphères de lutte et d'adaptation aux changements climatiques afin d'assurer leur succès.

6.2.2. Les personnes instigatrices comme vectrices de la sensibilité au genre

En continuité, plusieurs écrits expliquent qu'une gouvernance sensible au genre repose notamment sur la conscience qu'on les personnes en position de leadership de leur responsabilité de veiller à ce que l'organisation qu'elles chapeautent soit sensible aux enjeux de genre (Beaulieu, 2019). Effectivement, il semble que l'importance que les leaders accordent à l'inclusion et à la participation d'une diversité de personnes est centrale dans l'atteinte d'une gouvernance sensible au genre, et encore plus si cette priorité est fondée sur les valeurs et la culture de l'organisation (Mundy et Seuffert, 2020). De plus, selon Mundy et Seuffert (2020), les femmes sont davantage enclines à s'impliquer dans des positions d'influence si elles ont confiance en la volonté des leaders de promouvoir des actions sensibles au genre et à l'inclusion des femmes. À cet effet, il a été nommé a de nombreuses reprises par les actrices et acteurs rencontrés que le groupe de personnes instigatrices de l'initiative accorde une haute importance à l'inclusion des femmes dans la démarche et reconnaissent leur plus-value dans la démarche. Dès son amorce, la structure a d'ailleurs été réfléchi de façon à ce qu'elle soit paritaire. En outre, les femmes impliquées dans l'initiative sont reconnues pour leur grande sensibilité, leur conscience des enjeux féministes et leurs habiletés à faire en sorte que toutes et tous se sentent accueillis, non jugés et inclus au sein de la structure du Grand Dialogue.

6.2.3. Au-delà de l'implication des femmes, toutes ont-elles une voix ?

D'autres aspects sont à considérer plus particulièrement en lien avec l'intersectionnalité, afin d'assurer une démocratie participative sensible aux vécus des

femmes. À cet égard, il importe de tenir compte des multiples systèmes d'oppression dans la mise en place d'une gouvernance participative, puisque chaque expérience citoyenne est modulée par une multitude de marqueurs sociaux (Akerkar, 2001 ; Beaulieu, 2019). En effet, les femmes n'étant pas un groupe homogène, il ne faut pas supposer, malgré leur présence dans une structure démocratique, que toutes ont les moyens et les outils pour exprimer leurs priorités et leurs besoins, considérant qu'elles sont généralement « exclues des conceptions du monde dominantes » (Akerkar, 2001). Si l'on considère que leur présence est suffisante pour déterminer la sensibilité des processus démocratiques aux enjeux de genre, il y a fort à parier, qu'en fait, celles-ci ne s'expriment pas librement ou que leurs revendications ne sont pas entendues (Akerkar, 2001 ; Alber, 2011a ; Beaulieu, 2019). Effectivement, différentes contraintes peuvent influencer l'aisance des femmes à participer pleinement dans les structures décisionnelles, bien qu'elles soient vues comme démocratiques et participatives. Il appert que toutes ne vivent pas les mêmes situations : « [c]ertaines sont plus éduquées [...], issues de familles détenant davantage de pouvoir dans leur collectivité [...] ou disposent de plus de ressources que d'autres » (Beaulieu, 2019, p. 321). La classe sociale, l'âge, le niveau d'éducation, voire le nombre d'enfants sont tout autant de facteurs qui modulent l'expérience de participation citoyenne des femmes (Beaulieu, 2019). Par le fait même, les vécus des femmes étant multiples, une démocratie participative et sensible au genre ne doit pas négliger les potentielles formes d'exclusion que peuvent reproduire les pratiques de fonctionnement et le manque de ressources de même que les possibles dynamiques de pouvoir que les femmes peuvent reproduire entre elles (Akerkar, 2001).

Conséquemment, pour favoriser la pleine participation des femmes déjà présentes, pour en rejoindre d'autres qui n'occupent généralement pas ces espaces de participation citoyenne et pour s'assurer que leurs besoins et leurs revendications soient compris, il importe de déployer des stratégies, au sein des structures démocratiques, qui « [renforcent] la capacité des femmes à s'exprimer par elles-mêmes pour revendiquer des changements [et] atteindre leur propre autonomisation ainsi que le développement inclusif » (Tiessen et Delaney, 2018, p. 5). À cet effet, une attention particulière devrait être portée par

l'initiative à ce que les femmes développent une plus grande confiance dans les prises de paroles publiques à titre de porte-parole. Bien que certaines actrices et acteurs aient nommé la volonté que les représentations du Grand dialogue soient paritaires, force est de constater que plusieurs femmes sont inconfortables dans ce contexte. Il semble donc opportun que l'initiative se saisisse de cet enjeu et réfléchisse à des moyens pour renforcer la capacité des femmes à prendre la parole ouvertement pour faire valoir leurs pensées et leurs convictions. Autrement, il est à se questionner si l'initiative est réellement soucieuse de « qui parle » en son nom. Il émane assez clairement des résultats que la structure démocratique du Grand Dialogue, ainsi que les valeurs prônées, comme l'écoute, ont pour objectif de soutenir la libre expression de chaque individu. Si ces principes d'écoute et de respect de la parole de chacun et chacune se valent pour toutes les personnes impliquées dans l'initiative, il semble y avoir une reconnaissance que certains groupes, dont les femmes, sont généralement moins entendues et une réelle volonté d'élever ces voix et de considérer leurs préoccupations. Il semble également y avoir un désir d'accompagner et de valoriser les personnes, quel que soit leur parcours de vie, le milieu d'où elle provienne ou la nature de leur implication au sein de l'initiative. À cet égard, Philippe témoigne de cette volonté lorsqu'il explique que les personnes, moins familières avec ce type d'implication, sont accompagnées afin que leurs idées soient bien comprises et entendues. L'accompagnement à la participation citoyenne s'avère également une pratique porteuse, soulignée par Alber (2011), pour favoriser la participation des différentes populations. Cette chercheuse explique que les initiatives en lien avec les enjeux climatiques peuvent parfois être complexes et mener à des discours scientifiques qui ont pour effet d'exclure des structures démocratiques les personnes n'ayant pas ces connaissances. Elle estime que pour favoriser la participation de la population, les citoyen.nes doivent être soutenu.es et accompagné.es afin de prendre part au débat. Elle va également plus loin en affirmant qu'il en va de même pour les scientifiques, qui selon elle, doivent être en mesure de s'ouvrir à des visions différentes des leurs, c'est-à-dire, de croiser les savoirs dans une démarche intersectorielle est participative :

[T]he very complex specialist approach in climate science often leads to a discourse that excludes people who do not have such skills. A response to mitigate the dominance of scientific and technological approaches may be enhanced participation, and in particular meaningful participation. In other words, a quantitative balance or, for example, the involvement of women's organisations might not be sufficient. In addition, capacity-building and training is needed to enable all participants to join in the debate. This does not only refer to those who lack the scientific skills. Experts on scientific and technological fields also need training, for instance in communication skills, and a better understanding of and respect for ways of thinking other than their own scientifically rigorous approach. These questions of interaction between expert and so-called lay-people are even more important in participation processes at community level. After all, climate experts are primarily skilled on climate issues, and less on the concrete situation and coping strategies of those who are at risk from climate hazards. (Alber, 2011a, p. 21).

Ce rapprochement entre les visions citoyennes et les perspectives scientifiques est central à la démarche du Grand Dialogue. Les actrices et acteurs ont effectivement un désir d'apprendre à connaître les réalités et les enjeux vécus par les habitant.es du territoire et un souci de développer les habiletés communicationnelles et relationnelles qui leur permettront d'adapter leur approche à chacune des populations rejointes de manière à s'assurer que cette dernière favorise leur inclusion plutôt que d'accentuer la marginalisation. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un acteur conçoit que l'initiative est sensible au genre. Ainsi, l'on comprend des discours des personnes rencontrées que la démarche de l'initiative se veut une expérience humaine avant tout et s'inscrit dans une réelle volonté de créer des ponts avec la population du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Au regard des résultats en lien avec la démocratie participative, la participation des citoyen.nes est nécessaire à la démarche de transition socioécologique entamée par le Grand Dialogue, mais il n'en demeure pas moins que « la question du “qui participe” et [du] “comment [faire participer]” reste entière » (Deldrève, 2020, p. 136). En effet, au-delà de la participation des femmes, il importe, pour une initiative comme celle à l'étude, de se questionner sur les profils des personnes rejointes ainsi que sur les différents mécanismes de participation mis en place. Cela nous amène ainsi à aborder, dans une

perspective écoféministe intersectionnelle, qui sont les personnes rejointes par le Grand Dialogue.

6.2.4. Perspectives écoféministe intersectionnelles de la participation des femmes

Tandis que le Grand Dialogue s'adresse à l'ensemble de la population et que tous et toutes peuvent s'y impliquer, les acteurs et actrices rencontrés sont d'avis que les personnes rejointes, tant dans l'organisation de la démarche que dans les activités d'animation, forment un groupe plutôt homogène. Si en matière de genre, la participation semble bien répartie, les répondant.es expliquent que l'initiative rejoint majoritairement des personnes « jeunes adultes », « blanches » et « éduquées ». Le profil des femmes est également peu diversifié : celles-ci vivent en grande partie en milieu urbain, sont âgées, pour la plupart entre 30 et 50 ans et ont un haut niveau de scolarité, pour la plupart, universitaire. Or, à titre d'exemple, le profil populationnel illustré plus tôt dans la présentation du cas à l'étude montre bien qu'une faible proportion de la population détient ce niveau de scolarité. Ainsi, bien que les femmes soient plusieurs à s'impliquer ou à participer, il n'en demeure pas moins que nombreuses sont absentes de la démarche, et donc, ce qui nous amène à faire l'hypothèse que les enjeux vécus par les femmes à la croisée des oppressions, sont invisibilisés.

Cela dit, certain.es actrices et acteurs semblent d'avis qu'il est important d'aller à la rencontre de personnes non rejointes, voire marginalisées. Toutefois, dans la vision d'inclusion qui se dégage des propos des personnes rencontrées et qui consiste à adopter une approche générale d'inclusion en ne privilégiant pas un groupe au détriment d'un autre, les femmes ne s'avèrent pas spécifiquement un public à rejoindre davantage. Les actrices et acteurs sont plutôt soucieux de rencontrer des enfants/adolescents, des personnes âgées et immigrantes, des personnes en situation de pauvreté ou encore des citoyen.ne.s appartenant à la communauté LGBTQ. Dans la logique étudiée, le fait que « les femmes » ne constitue pas un groupe à rejoindre davantage pourrait être interprété comme si elles représentaient une seule communauté identitaire, déjà entendue. Or, les

femmes traversent chacun de ces groupes, et à l'intérieur même de ces catégories, leurs identités sont multiples, complexes et intersectionnelles (Moore et al., 2022). Ainsi, comme les théoriciennes de l'intersectionnalité le rappellent, il est nécessaire de mettre en lumière et de prendre en compte ces « multiples sources d'identité lorsqu'on réfléchit à la [(re)]construction de la sphère sociale » (Crenshaw et Bonis, 2005, p. 54). Par conséquent, afin que la feuille de route proposée par le Grand Dialogue atteigne ses objectifs de transformation sociale, il importe que, dans le démarchage effectué pour aller à la rencontre de différentes personnes, une attention particulière soit portée à ce que ces femmes vivant différentes formes d'oppression liées au genre et à d'autres systèmes de domination et d'exclusion, soient clairement entendues et parties prenantes des processus.

À ce propos, la stratégie de démarchage mise de l'avant par l'initiative auprès de différentes organisations s'avère intéressante pour favoriser une mobilisation inclusive et rejoindre des personnes absentes des démarches de consultations, lesquelles sont bien souvent les plus touchées par les enjeux discutés (Travers et al., 2020). Cela suppose toutefois qu'au préalable, les actrices et acteurs développent une fine connaissance de la population qui habite le territoire et qu'une analyse genrée et intersectionnelle ait lieu afin de bien identifier les populations présentes ou absentes (Travers et al., 2020).

Par ailleurs, « le démarchage ne devrait pas être une action isolée, bien qu'il puisse être la première étape permettant de dépasser le « *faire pour* et de tendre vers le *faire avec* » (Anctil Avoine et al., 2019, p. 206). Cette stratégie permet d'entendre et de considérer les voix de différentes populations non rejointes par les démarches citoyennes. Cependant, comme c'est le cas dans de nombreuses démarches collectives, une fois les personnes consultées, celles-ci demeurent rarement mobilisées à plus long terme (Anctil Avoine et al., 2019). Puisqu'au-delà de la consultation de la population, la démarche du Grand Dialogue souhaite être inclusive dans son organisation interne, le démarchage pourrait être l'une des premières étapes afin de diversifier le profil des personnes impliquées dans les cercles de travail. Toutefois, il est nécessaire qu'en parallèle soient déployées d'autres stratégies qui permettent de se questionner quant aux obstacles et aux conditions favorables à l'implication des personnes, dont celles des femmes minorisées,

dans les structures comme celle du Grand Dialogue. En ce sens, quelques pistes de réflexion quant à la charge mentale, sur la professionnalisation des espaces de participation citoyenne et sur la réelle accessibilité de la démarche sous toutes ses formes (accessibilité de l'information, accessibilité de l'environnement, etc.) peuvent porter fruit (Tiessen et Delaney, 2018 ; Travers et al., 2020). Les pratiques réflexives sont importantes afin d'assurer une sensibilité à l'inclusion de toutes les femmes. Considérant que les initiatives citoyennes bénéficient souvent de l'implication des mêmes personnes, il peut arriver, par exemple, qu'un langage commun et professionnel se développe, et donc, que les efforts de vulgarisation s'atténuent au fil du temps, car « ces citoyen.nes se spécialisent sur les enjeux qui leur tiennent à cœur » (Travers et al., 2020, p. 58). En conséquence, cela peut créer un obstacle à la participation des citoyen.ne.s qui n'ont pas développé ces expertises théoriques. En gardant vivantes les réflexions et les analyses en lien avec les enjeux vécus par les femmes, l'équité, l'égalité et l'inclusion, cela permet de rester lucide quant aux défis rencontrés dans l'inclusion des citoyen.nes se situant à la croisée des oppressions et permet également d'améliorer les pratiques (Travers et al., 2020).

6.3. Des ponts possibles entre l'inclusion universelle et la sensibilité aux enjeux de genre ?

Finalement, à la lumière des résultats présentés précédemment, la troisième piste d'analyse et de réflexion en lien avec la question de recherche est celle de l'inclusion universelle mise de l'avant par les actrices et acteurs du Grand Dialogue et sa compatibilité (ou non) avec la nécessaire sensibilité aux enjeux de genre dans la transition socioécologique.

Les éléments d'analyse énoncés plus haut permettent de constater que le sens donné à la sensibilité aux enjeux de genre est étroitement lié à la place accordée aux femmes dans l'initiative, ainsi qu'à la conscience des enjeux de genre relatifs aux dynamiques de pouvoir, qui sont susceptibles de se reproduire dans la structure organisationnelle, et aux stratégies déployées pour transformer ces rapports sociaux au sein de l'organisation. Or, les discours des actrices et acteurs ne permettent pas de

discerner leur conscience des impacts spécifiques et inégaux que les femmes vivent face aux changements climatiques et la manière dont la transition mobilise différemment les femmes. En effet, puisque la perspective d'inclusion du Grand Dialogue réside, comme mentionnée plus tôt, dans le fait de ne pas distinguer un groupe à un autre et d'adopter une approche plus universelle, l'on comprend que, malgré la sensibilité de la démarche aux dynamiques de pouvoir, celle-ci ne vise pas à développer une compréhension des enjeux différenciés des changements climatiques. Ces derniers ne sont toutefois pas à négliger, et il importe que la démarche du Grand dialogue en prenne acte, notamment afin de proposer un dialogue, à ce sujet, entre les citoyen.nes lors des activités d'animation. Cela permettrait de recueillir des pistes d'actions spécifiques pour diminuer les impacts différenciés et inégaux que vivent les femmes face aux changements climatiques et valoriserait l'importance que les femmes occupent dans cette lutte.

Ainsi puisqu'il est largement établi que la transition socioécologique va de pair avec la lutte aux inégalités sociales, dont celles vécues par les femmes, il apparaît incontournable que les initiatives de transition socioécologique s'inscrivent dans le spectre des approches transformatives sensibles au genre. Celles-ci impliquent notamment d'intégrer le genre, et ses imbrications avec d'autres rapports de pouvoir tant dans l'analyse des impacts des changements climatiques que dans les stratégies à mettre en place ; les démarches pour arriver à la transition socioécologique ne pouvant être neutre (Côté-Douyon et al., 2022 ; P. de Siqueira et al., 2021 ; Rochette, Gramme et Lavigue Le Buis, 2013). À ce propos, Skinner (2012) soutient que la transformation des rapports de genre⁴ est « une condition importante et une éventuelle *fin en soi* pour apporter des

⁴ Par transformation des rapports de genre, Skinner (2012) entend « un monde dans lequel les femmes ne sont pas affectées de manière disproportionnée par le changement climatique, dans lequel les hommes et les femmes sont à égalité de voix lors des prises de décision sur le changement climatique et dans le cadre de processus de gouvernance plus vastes. De surcroît, dans ce monde, les institutions et processus définissant les politiques relatives au changement climatique à tous les niveaux ne seraient pas biaisés vis-à-vis des hommes ou des femmes, les besoins et les connaissances des hommes comme des femmes y seraient pris en compte dans toutes les politiques et, globalement, les pratiques et les contraintes sociales qui limitent l'accès des femmes aux ressources stratégiques et pratiques n'existeraient plus » (p.14).

réponses aux impacts du changement climatique et à la réduction de la pauvreté» (Skinner, 2012, p. 14).

6.3.1. L'analyse différenciée selon le sexe et intersectionnelle (ADS+) comme une avenue pour être sensible aux enjeux des femmes à la croisée des oppressions

Comme mentionné au premier chapitre, le genre joue un rôle autant dans les perceptions de l'importance d'agir pour lutter et s'adapter aux changements climatiques que dans les impacts de ceux-ci et dans le type de solutions envisagées et leurs effets. Dans une étude portant sur la transition écologique juste et féministe à Montréal, le Conseil des Montréalaises Côté-Douyon et al. (2022) révèle ainsi l'importance de mettre en place des outils, tels que l'analyse différenciée selon le sexe intersectionnel (ADS+)⁵, qui permettent concrètement d'adopter une vision transversale et intersectionnelle des enjeux vécus par les différentes populations, et ce, à chacune des étapes d'un projet, soit de l'élaboration à l'évaluation dudit projet. En intégrant à l'ensemble de sa démarche une telle approche, le Grand Dialogue serait plus à même de « prendre constamment en compte, lors de la mise en place d'une initiative, des réalités différentes sur divers ensembles de personnes — femmes, hommes ou/et autres » (Relais Femmes, 2019, p. 1). L'ADS+ s'avère également essentielle pour mieux comprendre les causes des inégalités, lesquelles sont influencées par une multitude de facteurs sociaux, et pour suggérer des stratégies pour y remédier (Travers et al., 2020). Les mesures qui découlent de l'ADS+ peuvent également bénéficier aux hommes (par ex. racisés) et aux personnes issues de la diversité de genre, c'est-à-dire à l'ensemble des groupes minorisés. Pour y arriver, cela nécessite toutefois que les questions de genre, et des rapports de pouvoir soient rendus explicites, et au cœur des discussions. En effet, puisqu'à l'heure actuelle celles-ci sont

⁵ L'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) est à la fois un processus et un outil qui vise à tenir compte des réalités et des besoins particuliers des personnes lors de la mise en place d'initiatives. [L'ADS+] favorise l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes par l'entremise des orientations et des actions d'instances compétentes de la société sur le plan local, régional ou national. L'ADS discerne de façon préventive les effets distincts sur les femmes et les hommes que peut avoir l'adoption d'un projet destiné aux citoyennes et aux citoyens, et ce, sur la base des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes. L'ADS+ vise à enrichir cette analyse avec d'autres facteurs de discrimination (Cantin, 2020, p.4)

implicites dans la démarche étudiée, cela fait en sorte que, collectivement, les actrices et acteurs ne se questionnent pas à savoir si les pratiques sont optimales.

En ce qui concerne les ressources, pour instaurer une ADS+, il est nécessaire que des ressources humaines et financières y soient consacrées. Cela implique donc que collectivement, l'initiative priorise de réaliser une démarche d'ADS et d'y consacrer les ressources suffisantes afin de véritablement atteindre ses objectifs d'inclusion. Or, certaines actrices et acteurs estiment que les ressources humaines et financières sont insuffisantes pour entamer une analyse de cette envergure ou même pour rémunérer une personne qui aurait cette mission. De plus, afin d'arriver à bien saisir la complexité des enjeux différenciés, il importe de désagréger les données recueillies en fonction du genre et d'autres caractéristiques sociodémographiques qui modulent les expériences de vies des citoyen.nes. L'initiative gagnerait également à réaliser l'ADS+ tant en amont afin de déterminer les populations à rejoindre, ou encore, afin de mettre en place une stratégie ADS+ dans les activités du projet, qu'en aval, en désagrègent les informations collectées auprès de la population et en mettant en place des modes d'évaluation inclusifs. De cette façon, les actrices et acteurs de l'initiative seront plus à même de porter un regard critique sur l'ensemble de la démarche et seront assurés de bien évaluer la portée des décisions prises. En outre, l'adoption d'une approche sensible au genre intégrant l'ADS+ permettra aux actrices et acteurs de développer des stratégies pour « éviter certains angles morts qui accentuent involontairement les inégalités » (Travers et al., 2020, p. 76).

6.3.2. L'inclusion universelle ; une troisième voie pour repenser la sensibilité au genre dans les initiatives de transition socioécologique

Jusqu'à présent dans cette discussion, il a été mis de l'avant que les théories écoféministes intersectionnelles estiment que l'ADS + est une pierre angulaire dans la sensibilité portée aux enjeux vécus par les femmes de tous horizons dans les initiatives de transition socioécologique, et qu'elle devrait être pensée en amont de la mise en œuvre de la démarche afin d'intégrer ces enjeux (P. de Siqueira et al., 2021). Cependant, d'autres auteur.es et militant.es, de même que les personnes interrogées, sont plutôt d'avis qu'une

approche spécifique, nommément féministe et intersectionnelle, n'est pas nécessaire pour déployer une démarche sensible au genre et autres rapports de pouvoir. Selon eux et elles, l'approche de l'inclusion universelle peut converger vers des préoccupations féministes, et ainsi, être intrinsèquement sensible aux enjeux vécus par les femmes. Cette perspective des acteurs et actrices mérite d'être discutée afin de mieux comprendre les liens possibles entre le rapport à l'inclusion dans une perspective universelle ou spécifique (telle que la sensibilité au genre). Pour poser les bases de notre réflexion, il importe de rappeler d'abord les débats ayant trait aux courants féministes intersectionnel et universaliste, avant de la mettre en perspective avec la démarche du Grand dialogue.

L'universalisme discuté ici réfère au « principe qui part du caractère commun à tous les êtres humains, au-delà des différences entre leurs cultures et modes de vie, pour affirmer le principe de droits universels » (Bloch-London et al., 2022, p. 24). Appliquée au féminisme dit « occidental », cette perspective a été critiquée (et l'est encore aujourd'hui), entre autres, par les féministes intersectionnelles. Depuis la fin des années 1980, le mouvement féministe européen et nord-américain est remis en question quant à sa capacité à reconnaître les identités plurielles des femmes et « à élaborer une analyse de l'oppression des femmes qui reconnaît les effets conjugués du sexisme, du racisme, du classisme, ou encore de l'homophobie » (Corbeil et Marchand, 2006, p. 42). Plusieurs critiques rappellent ainsi que le féminisme dominant (*mainstream*) considère les femmes comme un groupe homogène et impose une norme de féminité universelle aveugle aux expériences de vies diverses et aux multiples discriminations subies par celles minorisées, notamment racisées (Corbeil et Marchand, 2006 ; Maillé, 2014).

En contrepartie, l'approche intersectionnelle, qui prend en compte les multiples rapports d'oppression interagissant avec celui de genre dans l'analyse et les pratiques, est jugé trop identitaire par les universalistes, c'est-à-dire que l'approche engendre une « individualisation des rapports de domination » (Koechlin, cité dans Durand-Folco, 2021, p. 13), ce qui a pour effet de fragmenter les luttes aux plans structurel et collectif, en l'occurrence, celle féminisme.

Selon Bloch-London et al. (2022) « cette division [féminisme intersectionnel et féminisme universaliste] affaiblit de manière considérable la capacité des féministes de lutter contre les régressions sociales, économiques et sociétales en cours, lutte qui fait pourtant partie de nos urgences » (p.20). À cet effet, plusieurs chercheur.es estiment que ces divisions sont de « faux antagonismes » et qu’il importe plutôt de favoriser la rencontre des différents courants féministes et de permettre qu’ils se « [retrouvent] côte à côte [sans être exclusif] » (Bloch-London et al., 2022, p. 28). De cette façon, les pratiques militantes insisteraient sur ce qui unit et veilleraient à ce qu’elles soient vectrices d’entraide, de soutien et de renforcement du pouvoir d’agir collectif (Bloch-London et al., 2022 ; Durand-Folco, 2021). Bloch-London et al. proposent ainsi une « troisième voie » et tente d’articuler une vision convergente entre un féminisme intersectionnel et universel qui mise sur la nécessité de transformer les rapports sociaux, tout en poursuivant un idéal inclusif. Cette vision qui se situe entre l’intersectionnalité et l’universalisme est conçue par ces auteures comme un « idéal progressiste [...], un projet, toujours à réaliser, pour un modèle de société inclusif [juste, émancipateur] et égalitaire » (2022, p. 24). Selon elles, l’universalisme gagne, ainsi a « être énoncé à partir de la dénonciation de toutes les discriminations », et non pas comme étant « l’uniformité », ni la « non reconnaissance des différences » (Bloch-London et al., 2022, p. 28).

C’est cette perspective que les actrices et acteurs du Grand dialogue semblent vouloir mettre de l’avant lorsqu’ils et elles abordent leur sensibilité au genre comme une volonté de ne pas « fragmenter » ou « diluer » les enjeux et de « sortir des catégories ». La conception universelle de l’inclusion au Grand dialogue vise à aborder les inégalités comme des enjeux transversaux, qui permettront des changements structurels et qui « [feront] du bien à toutes les [populations] » (Hélène). La préoccupation de transformer les systèmes et de lutter contre les discriminations, les iniquités et les oppressions diverses traverse aussi la démarche. De la même façon que le féminisme universel est « riche de tous les particuliers » (Bloch-London et al., 2022, p. 28) et affirme que le principe de droits universels est à concrétiser pour toutes les femmes. Le Grand dialogue adopte une perspective similaire, qui, bien qu’elle ne soit pas spécifique aux femmes, est sensible à

ce que leurs conditions de vie soient améliorées, comme celles de tous les êtres humains. Si, la sensibilité au genre des actrices et acteurs du Grand dialogue ne se traduit pas concrètement à travers une approche féministe intersectionnelle, l'initiative reconnaît toutefois l'existence de groupes qui subissent des discriminations, qu'elles soient sexistes, racistes, homophobes, ou encore liées à l'âge ou la classe sociale, et veille à ne pas les hiérarchiser. Les actrices et acteurs conçoivent également l'importance de transformer le système pour faire disparaître les inégalités sociales.

Cette analyse entre les perspectives féministes et l'initiative permet de mieux situer le Grand dialogue dans le spectre de la sensibilité aux enjeux de genre. À cet égard, nous comprenons que l'approche d'inclusion universelle du Grand dialogue n'est pas incompatible avec le fait de porter un regard lucide sur les systèmes d'oppression générés par les structures sociales. Elle invite également à concrétiser le principe de droits universels pour tous les êtres humains, tout en portant une attention particulière aux expériences de vie, aux discriminations envers les différentes populations. La posture du Grand dialogue semble ainsi inviter à dépasser les antagonismes entre les perspectives universelles et intersectionnelles de la sensibilité au genre. Elle propose, en effet, de constituer des fronts communs face à l'urgence d'agir devant la crise climatique qui nécessite de renverser les multiples systèmes d'oppressions servant le capitalisme et la production de richesse au détriment du mieux-être de la planète et des êtres vivants. Par le fait même, le discours des actrices et des acteurs semble soutenir que les deux approches (l'inclusion universelle ou spécifique/identitaire) peuvent coexister et qu'une convergence des différents courants féministes est souhaitable pour faire face notamment aux régressions sociales et économiques exacerbées par les changements climatiques. À cet égard, les propos des actrices et acteurs sont assez clairs quant au désir de s'unir dans une lutte commune qu'est celle de la transition socioécologique, qui profitera à tous les individus, y compris les femmes de tous les horizons. Bloch-London et al. (2022) résumant d'ailleurs que :

[...] ces divergences [entre féminisme universaliste et intersectionnel] peuvent être dépassées et qu'il existe une large plage de consensus pour des

luttons communes. [...] Les féministes doivent pouvoir se rassembler sur des objectifs et des luttes communs : prendre la défense des femmes chaque fois qu'elles sont attaquées en tant que femmes, être aux côtés des personnes racisées chaque fois qu'elles subissent des discriminations et aux côtés des salariées, des chômeuses et chômeurs qui se heurtent à l'exploitation et à la précarité de leurs conditions, dénoncer les discours racistes, nationalistes et complotistes alimentés tout particulièrement par l'extrême droite [...]. C'est seulement par notre capacité d'affronter toutes les dominations simultanément, sans les hiérarchiser, que nous pourrions stopper les régressions sociales, économiques et sociétales en cours et construire une société plus juste et émancipatrice (Bloch-London et al., 2022, p. 28).

Cette perspective médiatrice, proposée par les autrices, entre féminismes universel et intersectionnel rejoint certaines préoccupations des actrices et acteurs du Grand dialogue, notamment en ce qui a trait à la nécessité de transformations systémiques et la dénonciation des multiples rapports d'oppressions. Les actrices et acteurs doivent toutefois porter une attention particulière à ce que la mise en application de leur perspective universelle ne reflète pas une vision abstraite, voire neutre, de la citoyenneté et de l'égalité, ni qu'elle occulte, hiérarchise ou relègue au second plan les discriminations et inégalités générées par les rapports de pouvoir. Une incertitude demeure toutefois à savoir si, la perspective universelle saura, au fil du temps, garder la sensibilité au genre au cœur de ses préoccupations, ou si les enjeux féministes seront noyés ou édulcorés par d'autres priorités.

En conclusion, la perspective de l'écoféminisme intersectionnel et certains arguments qui ont été présentés dans ce chapitre ont fait référence aux pratiques démocratiques du Grand Dialogue ainsi qu'à l'importance de l'implication des femmes, et particulièrement celles à la croisée des oppressions. L'ADS + a également été présentée comme une avenue essentielle afin d'assurer que la démarche soit soucieuse des différents enjeux vécus par les Saguenay-Jéanois.es, mais également pour réfléchir à la portée des actions déployées par l'initiative. Finalement, une réflexion à propos de l'inclusion universelle prônée par les actrices et acteurs rencontrés et de son potentiel de faire converger les luttes féministes vers un front commun pour lutter contre les changements climatiques a été soulignée.

Conclusion

La prémisse de cette recherche soutient que les changements climatiques représentent un défi majeur auquel l'ensemble des sociétés humaines est d'ores et déjà confronté. Ces derniers ont des impacts considérables sur les conditions de vie des populations. Cependant au sein d'une même communauté, les individus sont impactés de manière inégale et différenciée, et ce, notamment en fonction de leur genre et d'autres caractéristiques, comme leur statut socio-économique, leur origine ethnique et leur appartenance culturelle. Les changements climatiques ont ainsi comme conséquences d'exacerber les inégalités sociales et de genre. Conséquemment, les stratégies mises en place pour limiter les effets des changements climatiques sont indissociables de celles pour l'atteinte d'une plus grande justice sociale et pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est donc essentiel que l'élaboration des stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques tienne compte de la spécificité et du caractère inégal des impacts vécus par les femmes.

La recherche proposée dans ce mémoire aspirait ainsi répondre à la question suivante : de quelles façons les initiatives locales de transition socioécologique tiennent-elles compte des enjeux relatifs au genre au moment de leur mise en œuvre ? Concrètement, l'objectif général était de saisir la manière dont les enjeux spécifiques à la dimension du genre sont traités dans l'élaboration des initiatives locales de transitions socioécologiques. De manière plus spécifique, la recherche visait à : 1) documenter la compréhension et la sensibilité des actrices et acteurs responsables des initiatives locales de transition socioécologique aux enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes et à 2) analyser la manière dont les enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes sont considérés lors de l'élaboration des initiatives locales de transition socioécologique.

Afin d'atteindre ces objectifs et d'analyser les résultats émergeant de la collecte de données, la théorie mobilisée était l'écoféminisme intersectionnel. Cette dernière était tout indiquée, considérant qu'il existe des similitudes et des causes communes entre la

destruction de l'environnement et l'oppression de certains groupes sociaux, notamment des femmes, mais aussi des personnes en situation de pauvreté.

En ce qui a trait à la méthodologie, un devis qualitatif a été privilégié, ainsi qu'une approche par étude de cas, qui, plus précisément, s'est intéressée au Grand dialogue régional pour la transition écologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Ce terrain d'étude a permis de rencontrer, dans le cadre d'entrevues individuelles semi-dirigées, sept personnes (quatre femmes et trois hommes) impliquées dans la démarche de l'initiative de transition socioécologique au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Ces entretiens, qui ont constitué la principale méthode de collecte de données, révèlent que la sensibilité aux enjeux de genre des actrices et acteurs et leur prise en considération dans l'élaboration de la démarche s'incarnent principalement dans la participation des femmes. En effet, une grande partie du discours des personnes rencontrées montre que l'intégration des enjeux de genre passe par l'implication des femmes dans la démarche. Ces dernières sont, de fait, nombreuses à être impliquées dans la démarche ou à y participer. Cela constitue, selon les actrices et les acteurs un indice significatif de leur sensibilité au genre. Plus concrètement, les personnes rencontrées estiment que la structure horizontale et le fonctionnement démocratique et participatif sont des éléments qui favorisent la création d'une dynamique égalitaire. Les personnes nomment, en ce sens, être sensible au fait que la démarche ne reproduise pas les dynamiques de pouvoirs qui contribuent aux inégalités vécues par les femmes. Les actrices et acteurs sont d'avis que cette prise en compte des rapports de pouvoir favorise l'implication des femmes et la mise en valeur de leurs points de vue. Or, la perspective écoféministe intersectionnelle a permis de mettre en lumière le profil plutôt homogène des femmes engagées dans la démarche. De notre perspective, au-delà de l'implication des femmes, il importe, pour une initiative se voulant juste et équitable, de se questionner sur les profils des personnes rejointes et de reconnaître les multiples caractères intersectionnels de l'identité des femmes. Nous suggérons alors qu'en considérant les multiples identités des femmes, l'initiative sera plus à même d'identifier celles présentes

ou absentes de la démarche et de déployer les stratégies appropriées afin qu'elles soient parties prenantes de l'initiative.

Si la participation des femmes se révèle comme la principale dimension de la sensibilité aux enjeux de genre, une reconnaissance beaucoup moins tangible, voire quasi absente des enjeux spécifiques vécus par les femmes en regard des changements climatiques, émerge des discours des personnes rencontrées. Bien que questionnées à ce propos, les actrices et acteurs abordent en surface la question des impacts différenciés et précisent que le Grand dialogue, dans son approche d'inclusion universelle, considère les enjeux de genre comme étant des enjeux parmi tant d'autres. Ainsi, la démarche ne vise pas à identifier ou agir spécifiquement sur ces enjeux. Les personnes rejointes expriment, à ce propos, leur souhait de ne pas compartimenter les enjeux, ou catégoriser les personnes impliquées dans l'organisation du Grand dialogue ou participantes dans les activités d'animation. Or, nous soutenons, la nécessité d'adopter, à tout le moins, une ADS+ à chacune des étapes d'élaboration de l'initiative afin d'éviter différents angles morts qui pourraient contribuer à discriminer et perpétuer les inégalités à l'égard des femmes de tous les horizons.

Cela dit, les résultats démontrent que la portée espérée de la démarche du Grand dialogue régional pour la transition écologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean en est une qui partage quelques similitudes avec celles des théories écoféministes intersectionnelles. En effet, la posture adoptée par l'initiative en regard de l'inclusion universelle propose de constituer un front commun face à l'urgence d'agir devant la crise climatique qui nécessite de renverser les multiples systèmes d'oppressions servant le capitalisme et la production de richesse au détriment du mieux-être de la planète et des êtres vivants. Par ailleurs la perspective universelle de l'inclusion, adoptée par les actrices et les acteurs du Grand dialogue, en est une qui suppose que les actions concrétisées dans le cadre de la démarche serviront le bien commun, et que du même élan, les conditions de vie des femmes se verront également améliorées.

En rétrospective, nous soulignons le parcours de notre démarche réflexive, parsemée de remise en question, qui a permis d'articuler de façon cohérente les résultats et l'analyse de cette recherche. Nous nous sommes confrontées à de nombreuses reprises à nos aprioris et nous avons persévéré à opposer et approfondir différentes perspectives théoriques qui nous ont permis de nuancer nos propos, et surtout, de dégager un sens nouveau, un autre angle jusque-là non considéré, du sens que pouvait prendre la sensibilité aux enjeux de genre dans les initiatives locales de transition socioécologique, soit la perspective universelle de l'inclusion.

Finalement, cette recherche s'avère pertinente pour le champ du travail social et des pratiques d'intervention tant individuelle que collective. Ce mémoire aborde la perspective de la justice environnementale en reconnaissant que toutes les populations ne sont pas affectées de la même manière ni de la même intensité. En reconnaissant les vulnérabilités et les effets des changements climatiques sur les différentes populations, nous soutenons également que ceux-ci ont un impact sur les déterminants sociaux de la santé. Tandis que les changements climatiques exacerbent les inégalités sociales, ce mémoire interpelle les fondements mêmes de la profession en mettant en évidence son rôle en matière de défense des droits des individus et des communautés les plus sévèrement affectées (Schibli, 2020). En effet, le travail social se doit d'articuler le monde social et l'environnement naturel afin de répondre pleinement à son mandat de justice sociale et de dignité pour toutes et tous (Schibli, 2020). Ce mémoire pose également la nécessité d'opérationnaliser, collectivement, une transition socioécologique juste et équitable. À ce juste titre, cette recherche peut s'avérer être un outil soutenant les pratiques d'intervention collectives, plus particulièrement de développement des communautés, en vue de mobiliser la population pour la défense des droits sociaux liés à l'environnement (Courtemanche et al., 2022).

Références

- Akerkar, S. (2001). *Genre et participation : Panorama*. <http://www.observaction.info/wp-content/uploads/2015/01/Kit-Actu-Genre-et-participation-panorama.pdf>
- Alber, G. (2011a). Gender, Cities and Climate Change. 54. https://www.researchgate.net/publication/228969056_Gender_Cities_and_Climate_Change/citation/download
- Alber, G. (2011 b). Gender, cities and climate change. *Unpublished thematic report prepared for the Global Report on Human Settlements*. <http://unhabitat.org/wp-content/uploads/2012/06/GRHS2011ThematicStudyGender.pdf>
- Alexandre, M. (2013). La rigueur scientifique du dispositif méthodologique d'une étude de cas multiple. *Recherches qualitatives*, 32(1), 26-56. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1084611ar>
- Ancil Avoine, P., Veillette, A.-M. et Pagé, G. (2019). Le renouvellement de l'approche féministe des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel face à la nécessité intersectionnelle : un engagement mitigé malgré des efforts certains. *Recherches féministes*, 32(2), 197-215. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1068346ar>
- Arth, E., Bélanger-Simard, C.-A., Belley, S., Bergeron, A., Clouston, M.-C., Habel, C., Lapiere, R., Rivard, J. et Simard, M. (2022). *Portrait de la santé et du bien-être de la population du Saguenay–Lac-Saint-Jean: situation avant la pandémie de la COVID-19*. <https://santesaglac.gouv.qc.ca/medias/2022/04/Portrait-2021-202202-02-VF.pdf>
- Association québécoise des organismes de coopération internationale. (2019). *Pour une justice climatique féministe*. <https://www.aqoci.qc.ca/?pour-une-justice-climatique-feministe>
- Barnett, G., Gardner, J. et Meyers, J. (2015). Adaptation: living with a changing environment. Dans R. Walker et W. Mason (dir.), *Climate Change Adaptation for Health and Social Services*. CSIRO PUBLISHING. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=nlebk&AN=1055090&lang=fr&site=ehost-live>
- Bauhardt, C. (2014, 2014). Solutions to the crisis? The Green New Deal, Degrowth, and the Solidarity Economy: Alternatives to the capitalist growth economy from an ecofeminist economics perspective. *Ecological Economics*, 102, 60-68. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2014.03.015>
- Beaulieu, D. (2019). Gouvernance, espace politique et participation citoyenne des femmes. Dans C. Lévy et A. Martinez (dir.), *Genre, féminismes et développement: Une trilogie en construction* (p. 315-329). Les presses de l'Université d'Ottawa.
- Bélanger, D., Gosselin, P., Valois, P., Abdous, B. et Morin, P. (2013). *Étude des vulnérabilités à la chaleur accablante : Synthèse de la description des répondants vivant en HLM et hors HLM dans les aires de diffusion les plus défavorisées des neuf villes québécoises les plus peuplées*. <http://espace.inrs.ca/id/eprint/1653/1/R001449.pdf>

- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité [Recent Feminist Outlooks on Intersectionality]. *Diogène*, 225(1), 70-88. <https://doi.org/10.3917/dio.225.0070>
- Blais, M. et Martineau, S. (2006). L'analyse inductive générale: description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18.
- Bloch-London, C., Marty, C. et Trat, J. (2022). Dépasser le clivage entre féminisme intersectionnel et féminisme universaliste. *Les possibles Été 2022*(32), 20-34. <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-32-ete-2022/dossier-au-croisement-des-differents-rapports-d-exploitation-et-de-domination/article/depasser-le-clivage-entre-feminisme-intersectionnel-et-feminisme-universaliste>
- Bonin, L. (2017). *Agrobiodiversité, genre et changements climatiques : de l'écoféminisme au développement durable* [Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke]. https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/10646/Bonin_Laurence_MEnv_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Bonneville, L., Lagacé, M. et Grosjean, S. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication* (La Chenelière^e éd.). Gaëtan Morin,.
- Bourg, D. (2020). Inégalités sociales et écologiques. Une perspective historique, philosophique et politique [Social and ecological inequalities]. *Revue de l'OFCE*, 165(1), 21-34. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0021>
- Bourgeois, L. (2016). Assurer la rigueur scientifique de la recherche-action. *La recherche-action et la recherche-développement au service de la littérature*, 6-20. <https://doi.org/http://dx.doi.org/10.17118/11143/8807>
- Boutin, G. (2018). *L'entretien de recherche qualitatif : théorie et pratique* (2e^e éd.). Presses de l'Université du Québec.
- Bowen, K. et Friel, S. (2015). Health and social impacts of climate change. Dans R. Walker et W. Mason (dir.), *Climate change adaptation : for health and social services* (p. 1-17). CSIRO Publishing. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=1055090>
- Burgart Goutal, J. (2016). Déconstruire le « carno-phallogocentrisme » : l'écoféminisme comme critique de la rationalité occidentale. *PhoenEx*, 11(1), 22-48. <file:///C:/Users/sarah-jane/Downloads/D%C3%A9construire%20le%20%C2%AB%20carno-phallogocentrisme%20%C2%BB-%20l'%C3%A9cof%C3%A9minisme%20comme%20critique%20de%20la%20rationalit%C3%A9%20occidentale.pdf>
- Cantin, M.-A. (2020). *ADS+ 101. Ensemble nous formons toutes et tous la diversité*. Ville de Montréal. <https://crds.centre-du-quebec.qc.ca/wp-content/uploads/2022/12/ADS-101-ville-de-Montreal.pdf>
- Casselot, M.-A. (2017). Cartographie de l'écoféminisme. Dans M.-A. Casselot et V. r. Lefebvre-Faucher (dir.), *Faire partie du monde : réflexions écoféministes*. Remue-ménage.

- Castelain-Meunier, C. et Meunier, F. (2022). Écoféminisme inclusif. Une révolution existentielle. *Revue Projet*, 389(4), 84-87. <https://doi.org/10.3917/pro.389.0084>
- Cénat, J. M. et Derivois, D. (2014, 2014/04/20/). Assessment of prevalence and determinants of posttraumatic stress disorder and depression symptoms in adults survivors of earthquake in Haiti after 30 months. *Journal of Affective Disorders*, 159, 111-117. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.jad.2014.02.025>
- Champagne Saint-Arnaud, V., Boivin, M. et Langlais, K. (2022). *Baromètre de l'action climatique. Disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques* Groupe de recherche sur la communication marketing climatique. https://unpointcinq.ca/wp-content/uploads/2022/12/Barometre2022_WEB.pdf
- Chanez, A. et Lebrun-Paré, F. (2015). Villeray en transition : initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité ? *Cahiers de recherche sociologique*, (58), 139-163. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1036210ar>
- Charlebois, S., Giusto, A., Bae, C., McGuinty, E., Kevany, K., Majumder, E., Keselj, V., Fiander, D., Music, J., Son, J., Harris, J., Somogyi, S., Uys, P., Haines, J., Duren, E. V., Tapon, F., Taylor, G. et Moksyakov, A. (2020). *Rapport annuel sur les prix alimentaires canadien* <https://www.foodbankscanada.ca/A-Table/Janvier-2020/Rapport-canadien-sur-les-prix-alimentaires-a-la-co.aspx>
- Cofini, V., Carbonelli, A., Cecilia, M. R., Binkin, N. et di Orio, F. (2015). Post traumatic stress disorder and coping in a sample of adult survivors of the Italian earthquake. *Psychiatry Research*, 229(1-2), 353-358. <https://doi.org/10.1016/j.psychres.2015.06.041>
- Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean. (2011). *Portrait de la ressource faune du Saguenay–Lac-Saint-Jean*.
- Corbeil, C., Harper, É., Marchand, I., Fédération des maisons d'hébergement pour femmes et Le Gresley, S.-M. (2018). *l'intersectionnalité, tout le monde en parle ! Résonance et application au sein des maisons d'hébergement pour femmes*. http://fedec.gc.ca/sites/default/files/upload/documents/publications/rapport_intersectionnalite_corbeil_harper_marchand_fede_final.pdf
- Corbeil, C. et Marchand, I. (2006). Penser l'intervention féministe à l'aune de l'approche intersectionnelle. Défis et enjeux. *Nouvelles pratiques sociales*, 19(1), 40-57. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/014784ar>
- Côté-Douyon, M., Léonard, N., Madénian, H., Perras St-Jean, G. et Marianne-Sarah, S. (2022). *Pour une transition écologique juste et féministe à Montréal*. Conseil des Montréalaises. https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_montrealaises_fr/media/documents/avis_du_conseil_des_montrealaises_transition_ecologique.pdf
- Courtemanche, A., Bourque, D., Racine, S., Parent, A.-A. et Morin, L. (2022). Développement des communautés et transition sociécologique au Québec. *Revue Organisations & territoires*, 31(2), 73-84. <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n2.1481>
- Couturier, E.-L. et Posca, J. (2021). *L'impact des crises sur les femmes. Inégales dans la tourmente*. IRIS. https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2021/03/Femmes_et_crisis_WEB1.pdf

- Crenshaw, K. et Bonis, O. (2005). Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. *Cahiers du Genre*, 39(2), 51-82. <https://doi.org/10.3917/cdge.039.0051>
- Cunsolo, A., Harper, S., Rao, D. et Thompson, W. (2019, 04/01). Éditorial - Changements climatiques et santé : un grand défi et une grande chance pour la santé publique au Canada. *Promotion de la santé et prévention des maladies chroniques au Canada*, 39(4), 131-133. <https://doi.org/10.24095/hpcdp.39.4.01f>
- Dagenais Lespérance, J. et Macdonald, S.-A. (2019). La justice environnementale : dans l'angle mort de la formation en travail social. *INTERVENTION*, (150), 113-119. https://revueintervention.org/wp-content/uploads/2019/12/ri_150_2019.2_dagenais_lesperance_macdonald.pdf
- Del Fa, S. et Marchand, É. (2021, 22 juillet). S'autodéterminer : esquisse sur les premiers pas du Grand dialogue régional pour la transition socioécologique au Saguenay–Lac-Saint-Jean. *L'esprit libre* <https://revuelespritlibre.org/sautodeterminer-esquisse-sur-les-premiers-pas-du-grand-dialogue-regional-pour-la-transition>
- Deldrève, V. (2020). La fabrique des inégalités environnementales en France. Approches sociologiques qualitatives [The making of environmental inequalities in France]. *Revue de l'OFCE*, 165(1), 117-144. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0117>
- Djoudi, H., Locatelli, B., Vaast, C., Asher, K., Brockhaus, M. et Basnett Sijapati, B. (2016, December 01). Beyond dichotomies: Gender and intersecting inequalities in climate change studies [journal article]. *Ambio*, 45(3), 248-262. <https://doi.org/10.1007/s13280-016-0825-2>
- Donadei, M. (2019). The role of citizen participation in the socioecological transition of the city. *Retos*, 9(17), 56-69. <https://doi.org/https://doi.org/10.17163/ret.n17.2019.04>
- Duncan, K. (2008). un dossier chaud: la santé des femmes et les changements climatiques. *Le Réseau canadien pour la santé des femmes* 10(2), 4-9. <http://www.cwhn.ca/sites/default/files/NETWORK.fr.sprsum08.pdf>
- Durand-Folco, J. (2021). Au-delà des wokes : ciritique de la gauche identitaire. *Nouveaux Cahiers du socialisme* <https://www.cahiersdusocialisme.org/au-dela-des-wokes-critique-de-la-gauche-identitaire/>
- Durand, M. et Jaglin, S. (2012). Inégalités environnementales et écologiques : quelles applications dans les territoires et les services urbains? [Environmental and Ecological Inequalities: Appropriate Responses in Territories and Urban Services]. *Flux : Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires* 89-90(3), 4-14. <https://doi.org/10.3917/flux.089.0004>
- Emelianoff, C. (2008). La problématique des inégalités écologiques, un nouveau paysage conceptuel [The Issue of Enviornmental Inequalities: A New Conceptual Landscape]. *Écologie & politique*, 35(1), 19-31. <https://doi.org/10.3917/ecopo.035.0019>
- Équiterre. (2015, 11 novembre). *L'action de l'homme, au cœur du réchauffement climatique*. <http://equiterre.org/fiche/laction-de-lhomme-au-coeur-du-rechauffement-climatique>

- Favreau, L. (2017). *Mouvement communautaire et État social: Le défi de la transition sociale-écologique* (1^e éd.). Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/j.ctt1mf6zcc>
- Fink, M. et Gautier, C. (2013, avril). *Les émissions importées. Le passager clandestin du commerce mondial*. <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2017/04/Les-e%CC%81missions-importe%CC%81es-le-passager-clandestin-du-commerce-mondial-.pdf>
- Forbes, D., Alkemade, N., Waters, E., Gibbs, L., Gallagher, C., Pattison, P., Lusher, D., MacDougall, C., Harms, L., Block, K., Snowdon, E., Kellet, C., Sinnott, V., Ireton, G., Richardson, J. et Bryant, R. A. (2015). The role of anger and ongoing stressors in mental health following a natural disaster. *The Australian and New Zealand journal of psychiatry*, 49(8), 706-713. <https://doi.org/10.1177/0004867414565478>
- Front commun pour la transition énergétique 2020. (2020). *Projet Québec ZéN (zéro émission nette). Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité* https://www.pourlatransitionenergetique.org/wp-content/uploads/QcZeN-Feuillederoute_v2.pdf
- Gagné, H., Mathieu, P., Rochette, M. et Valin, L. (2006). *Portrait territorial Saguenay-Lac-Saint-Jean*. <https://mrnf.gouv.qc.ca/documents/territoire/portrait-saguenay.pdf>
- Gandon, A.-L. (2009). L'écoféminisme: une pensée féministe de la nature et de la société. *Recherches féministes*, 22(1), 5-25. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/037793ar>
- Gaudet, S. et Robert, D. (2018). *L'aventure de la recherche qualitative: Du questionnement à la rédaction scientifique*. Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Gauthier, B. (2016). La structure de la preuve. Dans B. Gauthier et I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale: De la problématique à la collecte de données* (6^e éd.). Presse de l'Université du Québec.
- GIEC. (2013). *Résumé à l'intention des décideurs, Changements climatiques 2013: Les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/WG1AR5_SPM_brochure_fr.pdf
- GIEC. (2018, 6 octobre). *Global warming of 1.5°C. Summary for policymakers*. I. p. o. c. change. <https://www.ipcc.ch/sr15/>
- Gohier, C. (2004). De la démarcation entre critères d'ordre scientifique et d'ordre éthique en recherche interprétative. *Recherches qualitatives*, 24, 3-17. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1085561ar>
- Goldblum, C. (2017). Françoise d'Eaubonne, à l'origine de la pensée écoféministe. *L'Homme & la Société*, 203-204(1), 189-202. <https://doi.org/10.3917/lhs.203.0189>
- Gournay, A. (2019). *Écoféminisme et voix autochtones: perspectives dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques* [Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke].

- https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/16066/Gournay_Amandine_MEnv_2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Gouvernement du Québec. (2012). *Stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020*. http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/plan_action/strategie-adaptation2013-2020.pdf
- Gramme, S. (2016). *Genre et changements climatiques: analyse de la vulnérabilité à partir des rapports sociaux de sexe* [Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/8792/1/M14390.pdf>
- Grand dialogue régional. (2020, octobre). *Document fondateur*. <https://www.datocms-assets.com/34362/1601476386-presentation-document-fondateur-grand-dialoge-regional-pour-la-transition-octobre-2020.pdf>
- Grand dialogue régional. (s.d.). *Qu'est-ce que le Grand dialogue*. <https://www.granddialogue-slsj.com/a-propos#cest-quoi-le-grand-dialogue>
- Granger, C. (2021). *L'écart écologique entre les genres en matière de consommation responsable : exploration des facteurs en cause au Québec* [Mémoire, Université de Sherbrooke]. https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/18497/granger_catherine_MEnv_2021.pdf?sequence=4&isAllowed=y
- Guivarch, C. et Taconet, N. (2020). Inégalités mondiales et changement climatique [Global inequalities and climate change]. *Revue de l'OFCE*, 165(1), 35-70. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0035>
- Hill Collins, P. (2002). *Black feminist thought: Knowledge, consciousness, and the politics of empowerment*. routledge.
- Hill Collins, P. et Bilge, S. (2020). *Intersectionality* (2e^e éd.). Polity Press. <https://go.openathens.net/redirector/umoncton.ca?url=https%3A%2F%2Fbookcentral.proquest.com%2Flib%2Fumoncton-ebooks%2Fdetail.action%3FdocID%3D6177666>
- Howard, C. et Huston, P. (2019). Les effets du changement climatique sur la santé : découvrez les risques et faites partie de la solution. *Relevé des maladies transmissibles au Canada*, 45(5), 216-131. <https://doi.org/https://doi.org/10.14745/ccdr.v45i05a01f>
- Institut de la statistique du Québec. (2022, 16 août). *Répartition de la population de 24 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, la région administrative, l'âge et le sexe, Québec*. Gouvernement du Québec https://statistique.quebec.ca/fr/document/repartition-de-la-population-de-25-a-64-ans-selon-le-plus-haut-niveau-de-scolarite-atteint-la-region-administrative-lage-et-le-sexe-quebec#tri_tertr=50040001500000000&tri_sexe=5&tri_age=365&tri_stat=8404
- Institut de la statistique du Québec. (2023, 11 janvier). *Estimations de la population des régions administratives selon l'âge et le sexe, âge médian et âge moyen, Québec, 1er juillet 1996 à 2022*. Gouvernement du Québec

- https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/estimations-population-regions-administratives-selon-age-sexe-age-median-age-moyen#tri_tertr=02&tri_pop=10
- Islam, N. et Winkel, J. (2017). Climate Change and Social Inequality. (152). <https://doi.org/https://doi.org/10.18356/2c62335d-en>
- Kaijser, A. et Kronsell, A. (2014). Climate change through the lens of intersectionality. *Environmental politics*, 23(3), 417-433. <https://doi.org/https://doi.org/10.1080/09644016.2013.835203>
- Laigle, L. (2013). Pour une transition écologique à visée sociétale [For an Ecological Transition with Societal Applications]. *Mouvements*, 75(3), 135-142. <https://doi.org/10.3917/mouv.075.0135>
- Lazoroska, D., Palm, J. et Bergek, A. (2021). Perceptions of participation and the role of gender for the engagement in solar energy communities in Sweden. *Energy, Sustainability and Society*, 11(1). <https://doi.org/10.1186/s13705-021-00312-6>
- Le Grand dialogue. (2021). *Bilan des activités du 1er janvier au 31 décembre 2021* [document inédit].
- Le Québec économique. (2021, 10 mars). *Évolution de la population, Saguenay–Lac-Saint-Jean*. CIRANO. <https://qe.cirano.qc.ca/theme/regions/regions-peripheriques/saguenay-lac-saint-jean/graphique-evolution-population-saguenay-lac-saint-jean>
- Lehmann, A. (2021, 12 avril). *L'action climatique a-t-elle un genre ?* Un Point Cinq. <https://unpointcinq.ca/comprendre/action-climatique-et-stereotypes-de-genre/>
- Létourneau, A. (2019). Inclusion démocratique: Retour sur un cas de gouvernance décentrée de l'adaptation aux changements climatiques. *Le Climatoscope*, 2(1), 90-93.
- Ligue des droits et libertés. (2018). Lutte aux changements climatiques, transition et droits économiques, sociaux et culturel : Bilan de la journée de réflexion organisée par la ligue des droits et libertés le 24 novembre 2017. https://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/bilan_journee_transition_desc_201803.pdf
- MacGregor, S. (2010). « Gender and climate change »: from impacts to discourses. *Journal of the Indian Ocean Region*, 6(2), 223-238. <https://doi.org/https://doi.org/10.1080/19480881.2010.536669>
- Magnan, A. (2013). *Changement climatique : tous vulnérables ? Repenser les inégalités* (Rue d'Ulm^e éd.). Presses de l'École normale supérieure.
- Maillé, C. (2014). Approche intersectionnelle, théorie postcoloniale et questions de différence dans les féminismes anglo-saxons et francophones. *Politique et Sociétés*, 33(1), 41-60. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1025586ar>
- Markkanen, S. et Anger-Kraavi, A. (2019, 2019/08/09). Social impacts of climate change mitigation policies and their implications for inequality. *Climate Policy*, 19(7), 827-844. <https://doi.org/10.1080/14693062.2019.1596873>
- Martineau, S. (2016). L'observation directe. Dans B. Gauthier et I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de donnée* (6^e éd., p. 315-334). Presses de l'Université du Québec

- McCright, A. M. (2010, 2010). The effects of gender on climate change knowledge and concern in the American public. *Population and Environment*, 32(1), 66-87. <https://doi.org/10.1007/s11111-010-0113-1>
- Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie. (2023a, 2 mai). *Occupation du territoire* Gouvernement du Québec <https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/saguenay-lac-saint-jean/portrait-regional/occupation-du-territoire>
- Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie. (2023 b, 2 mai). *Structure économique*. <https://www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/saguenay-lac-saint-jean/portrait-regional/structure-economique/>
- Ministère de l'Économie de l'Innovation et de l'Énergie. (2023 c, 2 mai). *Transformation de l'aluminium*. Gouvernement du Québec. <https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/creneaux-dexcellence/transformation-de-laluminium>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. (2022). *Portrait régional de l'habitation: 02 Région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/habitation/Portrait_habitation_region_02.pdf
- Mongeau, P. (2011). *Réaliser son mémoire ou sa thèse. Côté Jeans & Côté Tenue de soirée*. Presses de l'Université du Québec.
- Moore, E., Berry, P., Buse, C., Macdonald, C., Perri, M. et Jubas-Malz, D. (2022). Changements climatiques et équité en santé Dans P. Berry et R. Schnitter (dir.), *La santé des Canadiens et des Canadiennes dans un climat en changement: faire progresser nos connaissances pour agir* Gouvernement du Canada. <https://doi.org/https://doi.org/10.4095/329546>
- Mukamurera, J., Lacourse, F. et Couturier, Y. (2006). Des avancées en analyse qualitative: pour une transparence et une systématisation des pratiques. *Recherches qualitatives*, 26(1), 110-138.
- Mundy, T. et Seuffert, N. (2020). Are we there yet? Best practices for diversity and inclusion in Australia. *International Journal of the Legal Profession*, 27(1), 81-111. <https://doi.org/10.1080/09695958.2019.1676754>
- N. Roy, S. (2016). Chapitre 8 : L'étude de cas. Dans B. Gauthier et I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données* (p. 195-221). Presses de l'Université du Québec
- Nations Unies. (s.d). *Les changements climatiques*. <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/climate-change/index.html>
- Office québécois de la langue française. (2018). *Fiche terminologique*. http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26543825
- Opération veille et soutien stratégique. (2019). *Transition écologique et développement des communautés : un bref tour d'horizon*. http://www.operationvss.ca/media/1132/ovss_transition-ecologique-et-developpement-des-communautés.pdf
- Oudot, J. et de l'Estoile, É. (2020). La transition écologique, de Rob Hopkins au ministère. *Regards croisés sur l'économie*, 26(1), 14-19. <https://doi.org/10.3917/rce.026.0014>

- Ouranos. (2019). *Les villes et l'adaptation aux changements climatiques* https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheVille_FR.pdf
- Ozer, P. (2016). Changement climatique : Changer le système, pas le climat! *Cahier du CIEP* (21), 5-17. <https://ciep.be/images/publications/CahierCIEP/CahCiep21.pdf>
- P. de Siqueira, L., Tedesco, A. M., Meli, P., Diederichsen, A. et H. S. Brancalion, P. (2021). Gender inclusion in ecological restoration. *Restoration Ecology*, 29(7), e13497. <https://doi.org/https://doi.org/10.1111/rec.13497>
- Pagé, G. (2014). Sur l'indivisibilité de la justice sociale ou Pourquoi le mouvement féministe québécois ne peut faire l'économie d'une analyse intersectionnelle. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 200-217. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1029271ar>
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (5^e éd., vol. Ser. Collection u. série sciences humaines et sociales). Armand Colin.
- Paoletti, M. et Rui, S. (2015). Introduction. La démocratie participative a-t-elle un sexe ? *Participations*, 12(2), 5-29. <https://doi.org/10.3917/parti.012.0005>
- Papineau, K. (2017). *Rôle des femmes dans l'espace public et changements climatiques au Québec: Réalisation et étude de la plate-forme web Rose sur Vert dans le cadre d'une recherche-intervention* [Mémoire de maîtrise Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/9678/1/M14819.pdf>
- Pearse, R. (2017). Gender and climate change Gender and climate change. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 8(2), e451. <https://doi.org/10.1002/wcc.451>
- Pegwendé Sawadogo, H. (2021). Saturation, triangulation et catégorisation des données collectés. Dans F. Piron et É. Arsenault (dir.), *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/>
- Peters, G. P., Andrew, R. M., Boden, T., Canadell, J. G., Ciais, P., Le Quéré, C., Marland, G., Raupach, M. R. et Wilson, C. (2013, 2013/01/01). The challenge to keep global warming below 2 °C. *Nature Climate Change*, 3(1), 4-6. <https://doi.org/10.1038/nclimate1783>
- Plumwood, V. (1993). *Feminism and the mastery of nature*. Routledge. <https://proxybiblio.uqo.ca:2080/ehost/detail/detail?vid=0&sid=d99a9f72-b768-4cc5-9cf3-93b6b4fb5c7c%40sessionmgr4008&bdata=Jmxhbm9ZnImc2l0ZT1laG9zdC1saXZI#AN=76647&db=nlebk>
- Posca, J. et Schepper, B. (2021). *Qu'est ce que la transition juste ?* IRIS. https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2021/03/Brochure_Transition_WEB.pdf
- Raubaud, Y. (2015). Durable mais inégalitaire : la ville [Sustainable, but Unequal: The City]. *Travail, genre et sociétés*, 33(1), 29-47. <https://doi.org/10.3917/tgs.033.0029>
- Räid, L. (2015). Val Plumwood : la voix différente de l'écoféminisme [Val Plumwood: the Alternative Voice of Ecofeminism]. *Cahiers du Genre*, 59(2), 49-72. <https://doi.org/10.3917/cdge.059.0049>

- Relais Femmes. (2019). Aide-mémoire ADS+. <https://www.adsplus.tcgfm.qc.ca/wp-content/uploads/2023/05/Aide-memoire-ADS-1.pdf>
- Réseau des femmes en environnement. (2018a). *Analyses écoféministes des changements climatiques*. <https://www.rqfe.org/sites/default/files/u1000/fiche6.pdf>
- Réseau des femmes en environnement. (2018 b). Les impacts différenciés et l'adaptation aux changements climatiques au Québec <https://www.rqfe.org/sites/default/files/u1000/fiche10.pdf>
- Rochette, A., Gramme, S. et Lavigne Le Buis, F. (2013). *L'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques au Québec*. <http://www.mediaterre.org/docactu,Sm9IbGxIX1BhbG1pZXJpL2RvY3MvcmFwcG9ydC1maW5hbDJyZXZpc2U=.13.pdf>
- Rochette, A., Gramme, S. et Lavigne Le Buis, F. (2013). *L'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques au Québec*. <https://reseaufemmesenvironnement.org/sites/reseaufemmesenvironnement.org/files/u1260/Rapport%20final.Genre-ch.clim.pdf>
- Roy, N. S. (2016). Chapitre 8 : L'étude de cas. Dans B. Gauthier et I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données* (p. 195-221). Presses de l'Université du Québec
- Savoie-Zajc, L. (2006). Comment peut-on construire un échantillonnage scientifiquement valide? *Recherches qualitatives*, Hors séries « les actes »(5), 99-111. https://www.researchgate.net/publication/237504691_Comment_peut-on_construire_un_echantillonnage_scientifiquement_valide
- Savoie-Zajc, L. (2016). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier et I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données* (p. 337- 365). Presses de l'Université du Québec
- Savoie-Zajc, L. (2019). Les pratiques des chercheurs liées au soutien de la rigueur dans leur recherche : une analyse d'articles de Recherches qualitatives parus entre 2010 et 2017. *Recherches qualitatives*, 38(1), 32-52. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1059646ar>
- Schibli, K. (2020). *Changement climatique et travail social* Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux. https://www.casw-acts.ca/files/documents/Changement_climatique_et_travail_social_pdf_0.pdf
- Secretariat of the Convention on Biological Diversity. (2022). *Best practices in Gender and Biodiversity : Pathways for multiples benefits* U. e. program. <https://www.cbd.int/gender/publications/CBD-Best-practices-Gender-Biodiversity-en.pdf>
- Skinner, E. (2012). *Genre et changement climatique: Panorama*. <https://core.ac.uk/download/pdf/43666490.pdf>
- Sohrabizadeh, S., Tourani, P. S. et Khankeh, H. R. (2016, 2016/11/16). Women and health consequences of natural disasters: Challenge or opportunity? *Women & Health*, 56(8), 977-993. <https://doi.org/10.1080/03630242.2016.1176101>
- Statistique Canada. (2023, 2023-02-01). *Profil du recensement, Recensement de la population de 2021: Saguenay-Lac-Saint-Jean [région économique]*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp->

- [pd/prof/details/page.cfm?LANG=F&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1,4&DGUIDlist=2021S05002475&HEADERlist=37&SearchText=Saguenay--Lac-Saint-Jean](https://proof/details/page.cfm?LANG=F&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1,4&DGUIDlist=2021S05002475&HEADERlist=37&SearchText=Saguenay--Lac-Saint-Jean)
- Tarasuk, V., Mitchell, A. et Dachner, N. (2013). *Insécurité alimentaire des ménages au Canada*. <https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/01/foodinsecurity2013FR-web.pdf>
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire. (s.d). Cadre de référence. <https://passerelles.quebec/cartographie/cadre-de-reference>
- Tiessen, R. et Delaney, J. (2018). *IVCO 2018 Document thématique: Pratiques de développement inclusif pour les femmes*. . https://forum-ids.org/wp-content/uploads/2018/12/IVCO-2018-Theme-Paper-2_French_final.pdf
- Tous ensemble pour le climat. (2015). *Les Femmes, actrices de la lutte contre le dérèglement climatique*. <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Les-femmes-actrices-de-la-lutte-contre-le-dérèglement-climatique-1.pdf>
- Travers, K., Labrecque, M.-E., Maheu, J. et Côté-Douyon, M. (2020). *Trousse d'outils pour une participation égalitaire et inclusive pour toutes les femmes. Pratiques prometteuses 2020*. https://www.adsplus.tcgm.qc.ca/wp-content/uploads/2023/05/Pages-18-21_MTElles-TrousseOutils-nov2020-final3.pdf
- UQO. (2022, 21 mars). *Politique d'éthique de la recherche avec des êtres humains*. <https://uqo.ca/docs/11909>
- Valéau, P. et Gardody, J. (2016). La communication du journal de bord : un complément d'information pour prouver la vraisemblance et la fiabilité des recherches qualitatives. *Recherches qualitatives*, 35(1), 76-100. <https://doi.org/https://doi.org/10.7202/1084497ar>
- Warren, K. J. (1987). Feminism and Ecology : Making Connections. *Environmental Ethics*, 9(1), 3-20. <https://doi.org/https://doi.org/10.5840/enviroethics19879113>
- Williams, L. (2018, April 01). Climate change, colonialism, and women's well-being in Canada: what is to be done? [journal article]. *Canadian Journal of Public Health*, 109(2), 268-271. <https://doi.org/10.17269/s41997-018-0031-z>

Annexe A – courriel de recrutement



Objet : Participant(e)s recherché(e)s pour un projet de recherche

Courriel de recrutement

Bonjour,

Mon nom est Sarah-Jane Roy-Beauregard, et je suis étudiante-chercheure à la maîtrise en travail social de l'Université du Québec en Outaouais (UQO)

Dans le cadre de mon mémoire, je réalise un projet de recherche sur les initiatives de transition socioécologique sous la codirection de Nathalie St-Amour (PhD) et d'Isabelle Marchant (PhD).

Concrètement, cette recherche s'intéresse à l'intégration de la dimension du genre au moment où les initiatives sont élaborées. Les objectifs poursuivis sont de 1) documenter la compréhension et la sensibilité des actrices et acteurs responsables des initiatives de transition socioécologique aux enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes; 2) analyser de quelle(s) façon(s) les enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes sont considérés lors de l'élaboration des initiatives de transition socioécologique.

Afin d'atteindre ces objectifs, Le *Grand dialogue régional pour la transition* a été ciblé comme terrain d'étude.

En recevant ce courriel, vous êtes invité(e)s à participer à ce projet de recherche. Pour ce faire, vous devez :

- **Être âgé(e) de 18 ans et plus**
- **Être impliqué(e) dans un ou plusieurs cercles de travail du *Grand Dialogue régional pour la transition***
- **Maitriser la langue française.**

Votre participation implique une **entrevue individuelle confidentielle** par vidéo-conférence ou par téléphone d'une durée approximative de **60 à 90 minutes**.

Il est à noter qu'en aucun cas, les personnes ayant facilité la transmission de cette invitation ne seront informées de la décision d'accepter ou non de participer à cette recherche.

Pour toutes questions, ou pour manifester votre intérêt à participer, vous êtes invité(e)s à contacter directement Sarah-Jane Roy-Beauregard, étudiante-chercheure, par courriel [REDACTED] ou par téléphone [REDACTED]

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'UQO. No d'approbation : 2021-1639

Au plaisir,
Sarah-Jane Roy-Beauregard, Étudiante-chercheure
Candidate à la maîtrise en travail social
Université du Québec en Outaouais



Annexe B – Formulaire de consentement

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Intégration du genre dans les initiatives de transition socioécologique

Sarah-Jane Roy-Beauregard, étudiante à la maîtrise en travail social,

Dirigée par Nathalie St-Amour Ph.D et Isabelle Marchand Ph.D

1. But de la recherche

Nous sollicitons par la présente votre participation au projet de recherche en titre, qui vise à mieux comprendre de quelles façons les initiatives locales de transition socioécologique tiennent compte des enjeux relatifs au genre au moment de leur élaboration. Les objectifs de ce projet de recherche sont de documenter la sensibilité des actrices et acteurs responsables des initiatives de transition socioécologique aux conditions de vie des femmes et d'analyser la manière dont les inégalités sociales sont prises en compte lors de leur élaboration.

2. Votre participation à cette étude

Pour ce faire, vous êtes invité(e)s à prendre part à un projet de recherche qui consiste à participer à un entretien individuel dont la durée prévue se situe autour de 60 à 90 minutes. **Selon votre préférence, l'entretien pourra se dérouler par téléphone ou par vidéo-conférence.** Tout au long de l'entretien, votre rôle est simplement de vous exprimer sur les questions à partir de votre expérience.

3. Confidentialité

Tous les renseignements qui seront fournis lors de cet échange seront enregistrés, retranscrits sous la forme d'un verbatim et anonymisés. Votre nom sera remplacé par un nom fictif et toutes informations pouvant permettre de vous identifier seront enlevées des verbatims. De plus, chaque participant à la recherche se verra attribuer un numéro et seul le chercheur principal aura la liste des participants et des numéros qui leur auront été attribués. Le contenu de l'entrevue ne servira qu'aux fins de la recherche. Des extraits de l'entrevue pourront être utilisés dans le mémoire ou à des fins de communications scientifiques (orales ou écrites) à condition qu'il soit impossible d'identifier qui que ce soit. Ainsi, tant les données recueillies que les résultats de la recherche ne pourront, en aucun cas, mener à votre identification. La confidentialité des données recueillies dans le cadre de ce projet de recherche est donc assurée conformément aux lois et règlements applicables dans la province de Québec et aux règlements et politiques de l'Université du Québec en Outaouais. **Notamment à des fins de contrôle, et de vérification, vos données de recherche pourraient être consultées par le personnel autorisé de l'UQO, conformément au Règlement relatif à l'utilisation des ressources informatiques et des télécommunications.**

4. Conservation des données

Les données enregistrées seront conservées dans dossier numérique sur un disque dur externe protégé par un mot de passe. Ce dernier sera rangé dans un classeur sous clé au domicile de l'étudiante-chercheuse. **Les notes manuscrites seront également consignées dans le journal de bord de l'étudiante-chercheuse à la suite de l'entrevue. Ces notes seront également conservées dans le classeur sous clé.** Seul l'étudiante-chercheuse et les co-directrices (Nathalie St-Amour et Isabelle Marchand) de cette dernière pourront les consulter. **Les données enregistrées** seront détruites cinq ans après la fin du projet à l'aide d'un logiciel d'effacement définitif des données. **Les données manuscrites seront détruites par déchiquetage au terme des cinq années.**

5. Droit de retrait

Votre participation à ce projet de recherche se fait sur une base volontaire. Vous êtes entièrement libre de participer ou non, et de vous retirer en tout temps sans avoir à vous justifier. Si vous désirez vous retirer de l'étude, toutes les informations que vous aurez fournies seront détruites. Pour ce faire, il suffit de communiquer avec l'étudiante-chercheuse, dont les coordonnées se retrouvent à la section 8 du présent formulaire.

6. Inconvénients et avantages

Les risques associés à votre participation sont minimaux. Le seul inconvénient est le temps passé à participer au projet, soit un maximum de 90 minutes. D'autres part, en participant à ce projet de recherche, la contribution à développer une meilleure connaissance de l'apport de la discipline du travail social dans la lutte aux changements climatiques est le bénéfice direct anticipé. Aucune compensation d'ordre monétaire n'est accordée.

7. Certification éthique

Ce projet de recherche a reçu l'approbation du comité d'éthique. Si vous avez des questions concernant ce projet de recherche, communiquez avec l'étudiante-chercheuse dont le nom et les coordonnées sont écrits à la fin du document. Si vous avez des questions concernant les aspects éthiques de ce projet, veuillez communiquer avec Monsieur André Durivage, 819 595 3900 poste 1781, président du Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec en Outaouais.

8. Signature du consentement

Votre signature atteste que vous avez clairement compris les renseignements concernant votre participation au projet de recherche et indique que vous acceptez d'y participer. Elle ne signifie pas que vous acceptez d'aliéner vos droits et de libérer les chercheurs ou les responsables de leurs responsabilités juridiques ou professionnelles. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps du projet de recherche sans préjudice. Votre participation devant être aussi éclairée que votre décision initiale de participer au projet, vous devez en connaître tous les tenants et aboutissants au cours du déroulement du projet de recherche. En conséquence, vous ne devez jamais hésiter à demander des éclaircissements ou de nouveaux renseignements au cours du projet.

Après avoir pris connaissance des renseignements concernant ma participation à ce projet de recherche, j'appose ma signature signifiant que j'accepte librement d'y participer.

9. Engagement de l'étudiante-chercheuse

Moi, Sarah-Jane Roy-Beauregard m'engage à procéder à ce projet de recherche conformément à toutes les normes éthiques qui s'appliquent aux projets comportant la participation de sujets humains.

Le formulaire est signé en deux (2) exemplaires et j'en conserve une copie.

CONSENTEMENT À L'ENREGISTREMENT AUDIO DE L'ENTRETIEN

J'accepte que l'entretien soit enregistré

Je refuse que l'entretien soit enregistré ¹

CONSENTEMENT À PARTICIPER AU PROJET DE RECHERCHE :

Nom du participant : _____ Signature du participant : _____

Date : _____

Nom de l'étudiante-chercheure : _____ Signature de l'étudiante-chercheure : _____

Date : _____

Coordonnés de l'étudiante-chercheure :

Sarah-Jane Roy-Beauregard,

██████████

██████████

Comité d'éthique de la recherche :

André Durivage

Andre.durivage@uqo.ca

(450) 530-7616 poste 1781

1 En refusant l'enregistrement audio de l'entretien, l'étudiante-chercheure consignera de manière manuscrite des éléments de réponses aux questions pendant l'entretien.

Annexe C– Guide d’entretien

GUIDE D’ENTRETIEN

Informations préalables à l’entretien :

- Remerciements à la personne participante
- Présentation de l’étudiante-chercheure
- Présentation, lecture, signature du consentement ou consentement verbal.
- Explication du contexte de la recherche et de ses objectifs :

Ce projet de recherche s’intéresse principalement à l’intégration des enjeux spécifiques vécus par les femmes lors de l’élaboration des initiatives de transition socioécologique du *Grand Dialogue régional pour la transition*. Le projet vise à 1) documenter la compréhension et la sensibilité des actrices et acteurs responsables des initiatives de transition socioécologique aux enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes; 2) analyser la manière dont les enjeux spécifiques et différenciés vécus par les femmes sont considérés lors de l’élaboration des initiatives de transition socioécologique.

- Présentation du fonctionnement de l’entrevue :

Cette entrevue est d’une durée approximative de 60 à 90 minutes. L’entrevue comporte 4 sections composées chacune d’entre elles de 2 à 4 questions. Il n’existe aucune bonnes ou mauvaises réponses. Ce qui est important pour moi, c’est d’entendre vos perceptions, votre opinion, point de vue et vos expériences. Je peux reformuler les questions ou les préciser au besoin. Vous êtes libre de refuser de répondre à une question, et vous êtes invité à prendre le temps qu’il vous faut pour répondre réfléchir avant de formuler votre réponse. Vous avez également le droit d’arrêter l’entretien et de demander à retirer une partie avec laquelle vous ne seriez pas à l’aise après l’entrevue. Il est important de savoir que toutes les données seront anonymisées, donc personne ne sera en mesure d’identifier les propos de qui que ce soit.

Questions ?

Sections	Questions	Sous-questions	Thèmes
<p align="center">Le Grand dialogue et le cercle de pilotage</p>	<i>La première section vise à mieux connaître le Grand Dialogue, de son cercle de pilotage et de votre implication.</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> - Pour débiter, pourriez-vous me parler de ce qu'est le Grand dialogue ? - Pourriez-vous m'expliquer qu'est-ce que le Cercle de pilotage du Grand Dialogue régional pour la transition - Qu'est-ce qui vous a amené à vous impliquer au Grand Dialogue et dans son cercle de pilotage ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Ses objectifs ? - Territoire d'actions ? - À qui s'adresse le Grand Dialogue ? - Quel est l'objectif du cercle de pilotage - Comment le cercle de pilotage s'insère-t-il dans le Grand Dialogue (son rôle au sein du grand dialogue) ? - Qui compose le cercle ? <ul style="list-style-type: none"> o Comment sont-elles choisies ? - Comment les décisions sont-elles prises au sein du cercle ? - Quelles sont vos motivations à participer à ce projet ? - Quel est votre rôle au sein du cercle ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Grand Dialogue - Objectif du cercle - Rôle dans GD - Composition, - Décisions - Motivations personnelles - Rôle dans le cercle
<p align="center">Fonctionnement de l'élaboration</p>	<i>Dans cette section, j'aimerais que nous discussions des activités du Grand Dialogue et de la manière dont elles sont élaborées.</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> - Décrivez-moi les activités qui ont été organisées jusqu'à présent par le cercle de pilotage et/ou le Grand Dialogue - Pouvez-vous me parler du processus d'élaboration des activités ? (comment ça fonctionne ?) 	<ul style="list-style-type: none"> - Qui est le public cible de ces activités <ul style="list-style-type: none"> o Quelle était la population rejointe dans ces activités ? Qui participe aux activités ? <ul style="list-style-type: none"> ▪ Hommes, femmes, enfants, famille ? ▪ Quels moyens sont pris pour favoriser la participation de la population, et plus particulièrement des femmes ? - Comment les activités sont-elles choisies ? Identifiées ? Retenues ? Déterminées ? <ul style="list-style-type: none"> o Consultation citoyenne ? Préoccupation/intérêt des membres du cercle ? o Pourquoi ces activités ont-elles été privilégiées ? 	<ul style="list-style-type: none"> Description des initiales Public cible Moyens pour favoriser la participation Choix des activités Élaboration des activités

		<ul style="list-style-type: none"> - Quels sont les objectifs de ces activités ? - Qui est impliqué dans le développement des activités ? - Comment les décisions sont-elles prises ? - Quels sont les éléments importants à considérer, selon vous, au moment du développement des activités ? - Quelles sont les retombées escomptées, ou la portée souhaitée des activités planifiées <ul style="list-style-type: none"> o Comment les retombées sont-elles évaluées ? 	<p>Éléments à considérer</p> <p>Retombées escomptées</p>
Sensibilité, compréhension aux impacts/ enjeux spécifiques de genre	<i>Dans cette troisième section, j'aimerais discuter avec vous de la sensibilité du Grand Dialogue aux enjeux de genre.</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle est votre perception des conséquences des changements climatiques sur les populations, particulièrement les femmes. - En quoi, le Grand dialogue contribue-t-il, ou non, à agir contre les inégalités sociales, plus particulièrement contre celles entre les femmes et les hommes 	<ul style="list-style-type: none"> - Selon vous, est-ce que toute la population est affectée de la même manière par les changements climatiques ? <ul style="list-style-type: none"> o Pouvez-vous me donner des exemples pour illustrer comme c'est similaire / différent o Qu'est-ce qui explique que c'est similaire / différent ? - Les activités développées sont-elles sensibles, ou non, aux inégalités sociales, particulièrement celles vécues par les femmes ? <ul style="list-style-type: none"> o Pouvez-vous donner des exemples concrets à partir des activités décrites plus tôt ? - Quels sont les effets souhaités du Grand Dialogue sur les conditions de vie des citoyen.ne.s 	<p>Conséquences des CC sur populations</p> <p>Considération pour inégalités</p> <p>Effets sur conditions de vie</p>
Considération du genre dans l'initiative	<i>Pour cette dernière section, j'aimerais que l'on aborde la considération du genre au moment de l'élaboration des activités. Quels sont, selon vous, les liens entre transition écologique et conditions de vie des femmes.</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> - Comment qualifiez-vous la contribution spécifique des femmes dans le Grand dialogue et au sein des Cercles de travail ? 	<ul style="list-style-type: none"> - Considérez-vous adopter une approche sensible au genre ? <ul style="list-style-type: none"> o Si oui, <ul style="list-style-type: none"> ▪ exemple concret à partir des activités décrites, ou à partir du fonctionnement du Grand Dialogue ? ▪ Facteurs facilitants, ▪ Défis o Si non : 	<p>Contribution des femmes</p> <p>Approche sensible au genre</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure les enjeux de genre font partie des préoccupations des Cercles de travail ? - Quand vient le temps d'élaborer ou de réfléchir à des actions, de quelles façons les Cercles de travail considèrent-ils les enjeux spécifiques aux femmes ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Qu'est ce qui faciliterait la planification d'initiatives sensibles au genre, ▪ quels sont les obstacles à une approche sensible au genre / freins. <ul style="list-style-type: none"> - Si pris en compte : <ul style="list-style-type: none"> ○ Comment ça se manifeste dans les discussions des Cercles ? ○ Comment ça influence l'élaboration / la réflexion sur les activités, ou les actions menées par les Cercles ? - Si non prise en compte <ul style="list-style-type: none"> ○ Qu'est-ce qui devrait être mis en place dans le processus d'élaboration pour qu'il soit sensible aux enjeux spécifiques vécus par les femmes. 	<p>Préoccupation du genre</p> <p>Considération des enjeux spécifiques</p>
Autres	<p><i>L'entretien tire à sa fin, c'est l'occasion de me partager tout élément que nous n'avons pas abordé jusqu'à maintenant et que vous considérez comme pertinent.</i></p>		
	<p>En terminant, y a-t-il des éléments qui n'ont pas été abordés dont vous aimeriez discuter en lien avec l'intégration du genre dans la transition socioécologique ?</p>		
Questionnaire sociodémographique	<p><i>Questionnaire sociodémographique</i></p>		
	<p>Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 18-30 ○ 30-40 ○ 40-50 ○ 50-60 ○ 60+ <ul style="list-style-type: none"> - Quelle est votre identité de genre ? - Dernier niveau scolaire fréquenté ? - Temps d'implication dans le cercle de pilotage 		

Annexe D – Certificat éthique


CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

La présente atteste que le projet de recherche décrit ci-dessous a fait l'objet d'une évaluation en matière d'éthique de la recherche avec des êtres humains et qu'il satisfait aux exigences de notre politique en cette matière.

Projet # : 2021-1639

Titre du projet de recherche : Intégration du genre dans les initiatives de transition socioécologique

Chercheuse principale :

Sarah-Jane Roy-Beauregard
Étudiante, Université du Québec en Outaouais

Directrice / codirectrice:

Isabelle Marchand; Nathalie St-Amour
Professeures, Université du Québec en Outaouais

Date d'approbation du projet : 29 juillet 2021

Date d'entrée en vigueur du certificat : 29 juillet 2021

Date d'échéance du certificat : 29 juillet 2022

Caroline Tardif
Attachée d'administration, CÉR
pour André Durivage, Président du CÉR

Annexe E – Arbre thématique

